

■ Mai 2019

■ INJEPR-2019/04

# S'engager pour la démocratie

Parcours de jeunes dans des collectifs  
d'expérimentation démocratique

LAURENT LARDEUX

■ Chargé d'études et de recherche INJEP



# **S'engager pour la démocratie**

## **Parcours de jeunes dans des collectifs d'expérimentation démocratique**

*Laurent Lardeux*

[Pour citer ce document](#)

Lardeux L., 2019, *S'engager pour la démocratie : parcours de jeunes dans des collectifs d'expérimentation démocratique*, INJEP Notes & rapports/Rapport d'étude.

---

# SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>5</b>
<b>1. QUELLE(S) DÉMOCRATIE(S) ? ÉLÉMENTS DE CONTEXTE</b> .....	<b>9</b>
1.1. La démocratie se définit par sa controverse : « des accords sur le désaccord » .....	9
1.2. L'attachement et/ou la défiance des jeunes vis-à-vis de la démocratie .....	11
1.3. Un désir de s'impliquer autrement .....	16
<b>2. ÉLÉMENTS DE PROBLÉMATIQUE : LE PUBLIC DÉMOCRATIQUE ET LA JEUNESSE ENGAGÉE</b> .....	<b>21</b>
2.1. Les jeunes militants dans la constitution d'un « public démocratique » .....	21
2.2. Agencement et « intelligence organisée » : le militant dans une dynamique de publicisation .....	23
2.3. Régimes d'action des militants dans les collectifs : le militant dans une dynamique de mobilisation .....	24
<b>3. MÉTHODOLOGIE</b> .....	<b>27</b>
<b>4. LES COLLECTIFS D'EXPÉRIMENTATION DÉMOCRATIQUE : CHAMPS D'INTERVENTION ET MÉTHODES D'ACTION</b> .....	<b>31</b>
4.1. Transparence, information et pédagogie .....	31
4.2. Participation et aide à la décision .....	33
4.4. Élections et démocratie représentative : intervention grandissante des civic tech.....	34
4.5. Citoyens autonomes et participation active .....	37
<b>5. CADRAGE DE L'ACTION ET PRODUCTION DE SENS DES COLLECTIFS D'EXPÉRIMENTATION DÉMOCRATIQUE</b> .....	<b>39</b>
5.1. Cadrage de diagnostic : nature du problème, causes et responsables .....	40
5.2. Cadrage de pronostic : proposer des solutions avec ou sans les institutions et les élus ?.....	44
Réfuter ou accepter les solutions des institutions .....	45
Justifier ses propres solutions et anticiper les attaques à venir : contre-cadrage.....	47
Se positionner dans l'échiquier du mouvement : contestataires ou partenaires ?.....	50
5.3. Cadrage motivationnel : l'appel aux « armes ».....	52
<b>6. PROFILS DE MILITANTS ENGAGÉS DANS DES EXPÉRIMENTATIONS DÉMOCRATIQUES</b> ...	<b>57</b>
6.1. Engagement pragmatique : « joindre l'utile à l'agréable » .....	59
6.2. Engagement initié : « Je suis né dedans, je resterai dedans » .....	61
6.3. Engagement altruiste : « C'est parti d'une colère qu'il fallait canaliser » .....	63
6.4. Engagement idéaliste : « J'ai un idéal de société et c'est pour celui-là que je me bats ».....	64
<b>CONCLUSION</b> .....	<b>67</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	<b>69</b>



## Introduction

---

De la Place de la République à Paris à la zone à défendre (ZAD) de Notre-Dame des Landes, des plateformes de civic tech<sup>1</sup> aux collectifs œuvrant pour la mise en place de dispositifs d'aide à la décision, l'investissement des jeunes citoyens dans de nouvelles arènes démocratiques s'est considérablement renforcé ces dernières années démontrant, s'il était besoin, que loin d'être en crise, la démocratie se trouve aujourd'hui davantage revisitée. Classiquement entendue en termes de délégation de pouvoir à travers laquelle le peuple s'effacerait au profit des élus chargés de le représenter, la démocratie se trouve aujourd'hui réinvestie par certaines catégories de jeunes dans l'objectif de l'emmener vers des voies nouvelles et avec l'ambition affirmée d'être désormais au cœur de la décision et non plus dans sa nébuleuse. Ces jeunes militent en ce sens activement pour mettre en œuvre, en lien ou non avec les institutions de la démocratie représentative, des échelons intermédiaires entre élus et citoyens afin de participer, contrôler, proposer, informer, et ce faisant, de s'impliquer davantage et plus directement dans les affaires de la cité.

Les jeunes militants rencontrés au cours de notre enquête partent du constat que la démocratie représentative telle qu'elle est actuellement appliquée peine à entendre l'opinion publique, que les instances de concertation sont limitées ou dévoyées et, finalement, que les citoyens souhaitant s'impliquer davantage ne rencontrent pas d'espaces pour le faire. La critique ne vise pas seulement le personnel politique, mais s'étend plus diversement aux organisations et institutions politiques qui incarnent le pouvoir – les institutions européennes, les institutions économiques, les médias – et reflète l'étiollement plus général du lien social. Face au constat partagé d'un déficit démocratique, les jeunes engagés dans des collectifs d'expérimentation démocratique (voir encadré), bien que situés le plus souvent hors des logiques partisans, élaborent d'autres manières de concevoir la politique. Celle-ci n'a donc pas disparu. Elle se réaffirme autrement, par d'autres canaux que ceux des partis ou des syndicats fonctionnant encore trop souvent selon eux sur des modes d'organisations verticaux. Ces jeunes citoyens veulent être partie prenante des décisions et affirment ne plus vouloir être soumis aux décisions pour lesquelles ils n'auraient pas été consultés : « l'insoumission est la solution » comme cela a pu être lu sur une banderole de Nuit debout.

Malgré les interprétations souvent entendues en termes de crise (« crise de la citoyenneté », « crise de régime », « crise de la démocratie »), la diversité des nouvelles arènes de la démocratie, sur lesquelles ce rapport souhaite apporter un éclairage particulier, est davantage le signe de l'émergence d'un nouveau modèle de citoyenneté résolument plus inclusif et plus horizontal. Cet idéal démocratique est porté par une jeunesse qui apparaît plus que jamais comme le miroir grossissant d'une société en recherche de nouveaux moyens d'action et d'implication. Ce désir de refondation démocratique apparaît particulièrement manifeste dans les discours des jeunes rencontrés au cours de l'enquête. L'attente de reconnaissance politique demeure élevée, et l'activité citoyenne entre les élections n'a peut-être jamais été aussi forte.

Loin de se cantonner au langage technique en usage dans les mondes institutionnels, les jeunes militants engagés dans des mouvements en dehors des partis mobilisent simultanément ou

---

<sup>1</sup> Abréviation anglophone de « technologies civiques », les civic tech regroupent les divers outils numériques contribuant à la participation active des citoyens au débat public et à la transparence des institutions politiques.

successivement toutes sortes de registres pour exprimer le préjudice qui peut être fait aux citoyens ordinaires, jeunes ou non. Ils alternent entre la modération et les coups de force, le singulier ou l'outrancier, pour trouver un écho favorable et renforcer ainsi leur légitimité. Toute la difficulté réside dans le fait pour ces jeunes de parvenir à passer du simple « bruit » à la parole, c'est-à-dire de faire entendre comme discours ce qui n'était conçu jusque-là que comme « désordre de la révolte » (Rancière, 1995). Le principal enjeu de ce rapport est donc de donner à voir et à entendre d'autres manières de participer au débat public par de nouveaux systèmes d'articulation entre le peuple et le pouvoir. Il s'inscrit dans la continuité des réflexions déjà engagées au cours des Rencontres de l'INJEP de décembre 2017 intitulée « Les nouvelles jeunesse de la démocratie : une revitalisation de la participation citoyenne », qui avaient permis d'initier des réflexions sur les mutations démocratiques à l'œuvre et sur la place des jeunes dans les évolutions observées. Ce rapport vise ainsi à poursuivre ce questionnement en allant à la rencontre des collectifs d'expérimentation démocratique et des jeunes qui y prennent part et en rendant compte des transformations en cours dans le rapport des nouvelles générations à la politique et à la démocratie. Il s'articule autour de six parties :

La **première partie** apporte des éléments de cadrage et de contexte issus de la littérature scientifique et des données statistiques disponibles sur le rapport des jeunes à la démocratie

La **seconde** et la **troisième partie** présentent la posture théorique et méthodologique de l'enquête (éléments de problématique, hypothèses et approche du terrain et des acteurs interrogés)

La **quatrième partie** présente les différents collectifs d'expérimentation démocratique regroupés dans ce rapport en quatre grands ensembles : les collectifs orientant leurs actions sur la transparence, l'information et la pédagogie (1) ; la participation et l'aide à la décision (2) ; l'élection et la participation à la démocratie représentative (3) ; les citoyens autonomes et la participation directe (4).

La **cinquième partie** revient sur les enjeux fédérateurs de ces collectifs, le « travail de signification et de légitimation » dans lequel les militants s'engagent et la façon dont ils ajustent le sens de leurs actions au contexte politique et social de la mobilisation

La **sixième partie** présente les différents profils des jeunes engagés dans les collectifs d'expérimentation démocratique en identifiant les divers éléments qui conditionnent ces parcours d'engagement et en repérant les dynamiques à l'œuvre dans le cheminement militant de ces jeunes.

## LES « COLLECTIFS D'EXPERIMENTATION DEMOCRATIQUE » : ÉLÉMENTS DE DÉFINITION

Dans ce rapport, les collectifs d'expérimentation démocratique sont entendus au sens large comme des regroupements de militants engagés dans des mouvements hors des partis, visant à intervenir dans le champ politique et démocratique, à travers de nouvelles modalités d'action situées hors des canaux habituels de la participation politique. Face au constat partagé d'un déficit démocratique, ils se donnent pour objectif commun de remédier au dysfonctionnement constaté en élaborant des réflexions théoriques et pragmatiques dans l'objectif de permettre une plus large ouverture des citoyens dans les arènes publiques.

Même si la plupart des collectifs s'entendent sur la nature du problème, un certain nombre de divergences peuvent toutefois apparaître du point de vue des causes identifiées, des responsabilités engagées et des moyens proposés pour les prévenir et/ou les traiter. En même temps que des dissonances peuvent émerger sur la nature des relations entre acteurs de la démocratie représentative et acteurs de la démocratie participative et/ou directe, on observe également dans ces collectifs des degrés de proximité très différents avec les acteurs institutionnels :

- Certains collectifs se situent davantage dans l'aide à la décision avec une posture visant à être invités à la table de négociations. Les institutions démocratiques et leurs représentants ne sont dès lors pas considérés comme des acteurs à contourner, mais davantage comme des collaborateurs avec lesquels il s'agit d'échanger afin que le rapport entre élus et citoyens s'en trouve amélioré.
- D'autres collectifs se situent dans une posture plus radicale, fondamentalement opposée au modèle actuel et cherchent à « hacker le système » de l'intérieur, à proposer d'autres alternatives de société ou à initier des modes de participation auto-organisés.
- Enfin, entre ces deux polarités, entre l'aide à la décision et l'opposition radicale, on observe une palette de nuances allant de l'information à la sensibilisation, en passant par le contrôle, la transparence, l'accompagnement et la mise en place d'outils, notamment numériques, visant à faciliter la participation citoyenne.



# 1. Quelle(s) démocratie(s) ? Éléments de contexte

---

## 1.1. La démocratie se définit par sa controverse : « des accords sur le désaccord »

L'engagement des jeunes au sein de mouvements d'expérimentation démocratique, dans des espaces où se discute et se négocie la question sans cesse renouvelée de la participation des citoyens à la vie de la cité, implique de s'entendre sur le terme que tous convoquent, mais dont peu s'accordent sur le sens exact à lui donner. La démocratie recouvre en effet des sens extrêmement nombreux dont il convient ici de rendre compte. Sa définition navigue généralement entre deux polarités qui se distinguent selon le degré de proximité établi entre le peuple et le pouvoir :

Dans la première polarité, qualifiée de représentative, le peuple désigne ses représentants qui ont pour mandat de gouverner en son nom. Ce système repose sur une démarcation entre représentants et représentés, élus et citoyens, et implique la formation d'une classe politique à laquelle on attribue la compétence spécifique de gouverner. Cette application restreinte s'accomplit au travers des élections permettant de désigner les pouvoirs exécutifs et législatifs.

Dans la seconde polarité, qualifiée de directe, le peuple participe activement au pouvoir et exerce sa souveraineté sans intermédiaires. Elle se comprend dans un sens plus large comme le pouvoir du peuple et de l'autosouveraineté des citoyens<sup>2</sup>. Ce type d'application se rapproche dans ce cadre de son sens étymologique, le terme de démocratie venant du grec « *demokratia* » qui se traduit littéralement par « pouvoir du peuple », c'est-à-dire exercé par ceux dont la qualité de citoyen est reconnue.

Entre ces deux polarités, entre la démocratie représentative et la démocratie directe, entre la forme instituée et l'action spontanée, entre la souveraineté nationale et la souveraineté populaire se situent précisément les jeux de tension et les différents champs de réflexion que la démocratie peut ouvrir. Et c'est peut-être justement dans ces systèmes d'opposition que se situe toute la vitalité du projet démocratique. Plutôt qu'une définition figée qui situerait la réflexion vers l'une ou l'autre de ces polarités (démocratie représentative/démocratie directe), c'est davantage dans sa dimension fondamentalement polysémique qu'il semble pertinent de situer l'analyse. En elle se trouve l'une des conditions de sa dynamique, qui s'appuie sur l'articulation insoluble entre le peuple et le pouvoir.

On peut en effet voir cette définition flottante de la démocratie comme l'une des caractéristiques intrinsèques de la conflictualité citoyenne et comme un préalable à toute recherche de consensus. L'un des jeunes de notre enquête, engagé dans un mouvement d'expérimentation démocratique, résume à ce sujet son action militante par la nécessité dans toute démocratie d'être collectivement « d'accord sur le désaccord ». Par cet oxymore, il souligne en filigrane l'importance de laisser ouverte la possibilité de faire exister au sein du collectif le conflit et les antagonismes, rejoignant par là même les réflexions de Jacques Rancière (1995) qui rappelle combien la « mésentente » est au cœur de

---

<sup>2</sup> Le « gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple » si l'on suit la formule régulièrement reprise, d'Abraham Lincoln.

l'activité politique : elle ne serait en effet effective que lorsque se trouve interrompu le cours des choses qui semblait jusqu'alors aller de soi. Ce point de vue rejoint également l'analyse de Jean-Luc Nancy (2008), selon lequel « la démocratie est esprit avant d'être forme, institution, régime politique ou social ».

C'est précisément dans cet espace démocratique relativement indéterminé que se trouve l'un des moteurs de l'action militante des jeunes rencontrés au cours de l'enquête ; dans ces temps incertains où les enjeux du débat sur le sens à donner à la démocratie, les moyens d'expression dont il faudrait la doter et ses prolongements à initier n'ont, semble-t-il, jamais été aussi forts et indéterminés. Pierre Rosanvallon (2007) l'avait déjà souligné il y a plus d'une décennie, la démocratie finit en effet par englober jusqu'à sa propre remise en cause. La démocratie se définit avant tout par sa controverse, par les luttes et les débats qui l'animent, la contestent, la transforment, et ce faisant, agissent sur ses cadrages normatifs et ses évolutions. De ce point de vue, il s'agit d'abandonner l'idée d'un modèle, d'une tradition ou d'un kit préalablement instauré par une autorité publique pour lui préférer celle de l'expérimentation citoyenne permanente : « Parce qu'elle est fondatrice d'une expérience de liberté, la démocratie n'a cessé de constituer une solution problématique pour instituer une cité d'hommes libres. En elle se lie depuis longtemps le rêve du bien et la réalité du flou. Cette coexistence a ceci de particulier qu'elle ne tient pas principalement au fait qu'elle serait un idéal lointain sur lequel tout le monde s'accorderait, les divergences sur sa définition renvoyant à l'ordre des moyens à employer pour le réaliser. L'histoire de la démocratie n'est pas seulement pour cela celle d'une histoire contrariée ou d'une utopie trahie. » (Rosanvallon, 2017.)

Tout en étant fondamentalement de fervents défenseurs d'un idéal démocratique qui reste encore à explorer, les jeunes militants de notre enquête n'en sont pas moins tiraillés par une multiplicité de positionnements critiques à l'égard de l'application actuelle de la démocratie représentative. Ces contestations, incarnées notamment par l'engagement militant de ces jeunes, n'apparaissent pas comme des pathologies, mais bien comme des régénérations « par le bas » de la vie démocratique, rendues possibles grâce à l'égalité fondatrice des citoyens. Selon Jacques Rancière (2005), dire le contraire reviendrait à exprimer une « haine de la démocratie » en se réfugiant dans une définition normative, restrictive, institutionnelle, de la vie politique. Tout l'enjeu est donc de garantir et de préserver l'intensité de la vie démocratique qui prend forme dans les luttes sociales et non dans les parlements. Si nous suivons la thèse développée par Yves Sintomer et Loïc Blondiaux (2009), la démocratie libérale souffre effectivement de ne pas savoir donner la parole au peuple. La participation plus directe des citoyens aux affaires de la cité, notamment à travers la démocratie participative, permet de corriger en partie les défauts de la démocratie représentative, car elle rend possible la restauration des liens entre gouvernants et gouvernés. Les « jurys citoyens » et les dispositifs de démocratie locale sont ainsi conçus comme des compléments à la démocratie représentative et non comme un substitut.

Ce que confirment les entretiens réalisés auprès de ces jeunes, c'est que la démocratie ne peut être enfermée dans une catégorisation indiscutable, ce qui en fait aussi, si nous suivons l'analyse de Marcel Gauchet, toute sa fragilité : « Le fait que la démocratie n'a plus d'ennemis déclarés ne l'empêche pas d'être travaillée par une adversité intime, qui s'ignore pour telle, mais qui n'en est pas moins tout aussi redoutable dans ses effets (2007, p. 23). » Après une première période de trouble survenue au lendemain de la Première Guerre mondiale, Marcel Gauchet, voit dans le développement du libéralisme et de l'individualisme de masse un facteur de nouvelle crise démocratique. La souveraineté de l'individu aurait supplanté la souveraineté du peuple, contribuant, selon lui, à une « autodestruction douce » de la démocratie. Ce « désenchantement du monde » auquel fait référence Marcel Gauchet

(2002) est vu de façon moins pessimiste par Pierre Ronsanvallon qui rappelle que la démocratie est toujours apparue comme un problème ou une réalité non accomplie : « Il faut partir de ce fait pour comprendre la démocratie : en elle s'enchevêtrent l'histoire d'un désenchantement et l'histoire d'une indétermination » (2000, p. 13).

C'est précisément dans cet aspect polysémique tout autant que polémique que se trouve l'un des fondements du présent rapport qui vise justement à dépasser la conception couramment véhiculée de défiance, quand il ne s'agit pas de rejet, pour interroger les différentes manières dont les jeunes eux-mêmes, à travers leurs interrogations, deviennent les acteurs d'une démocratie en devenir, laquelle se questionne autant qu'elle s'élabore dans de nouvelles arènes démocratiques. En même temps qu'un certain désenchantement se fait jour dans les propos recueillis auprès de ces jeunes militants, les critiques en cours ne signent toutefois nullement la fin d'un idéal démocratique. L'attente de reconnaissance politique demeure en effet élevée et l'activité citoyenne entre les élections semble n'avoir jamais été aussi forte. On le voit notamment avec la montée en puissance des mouvements en faveur du « pouvoir d'agir » des citoyens, ou encore des jeunes militants, rassemblés dans des groupes plus ou moins formalisés qui s'emploient à contester des décisions qu'ils estiment injustes. Les institutions chargées de la gestion du bien public se trouvent relativement déstabilisées face à ces mobilisations, lesquelles contribuent pourtant à consolider, par la contestation, la participation démocratique.

La démocratie telle qu'elle est abordée dans ce rapport ne se conçoit de ce fait pas dans son histoire poussiéreuse, et encore moins dans un cadre formellement institué, mais davantage dans ses controverses contemporaines et dans les nouveaux interstices que les jeunes engagés dans des collectifs d'expérimentation démocratique tentent d'ouvrir. C'est précisément dans ce que ce jeune engagé nomme « l'accord sur le désaccord » que se trouve l'une des pierres angulaires de notre questionnement. Cette conception permet dans le cas présent d'instaurer une approche plus élargie, plus égalitaire et plus universelle, qui ne se conçoit pas à partir d'un capital dont certains jeunes seraient mieux dotés que d'autres en raison de leurs parcours, de leurs origines ou du territoire dans lequel ils vivent, mais qui se construit à partir d'un sentiment commun de déficit, d'imperfection, d'éloignement du débat public. Le cœur du projet dans lequel s'engagent ces jeunes est bien celui d'un défaut ou d'un problème que tous s'emploient de différentes manières, par leurs activités militantes ou associatives, à résoudre en partant de l'élaboration d'un socle de valeurs partagées. Ce qui semble fonder le rassemblement de ces jeunes n'est donc pas l'appartenance à un même parti ou tendance politique qui orienterait les choix et les prises de décision, mais le partage d'un même questionnement et l'universalisme des problèmes que tous ont à résoudre de concert.

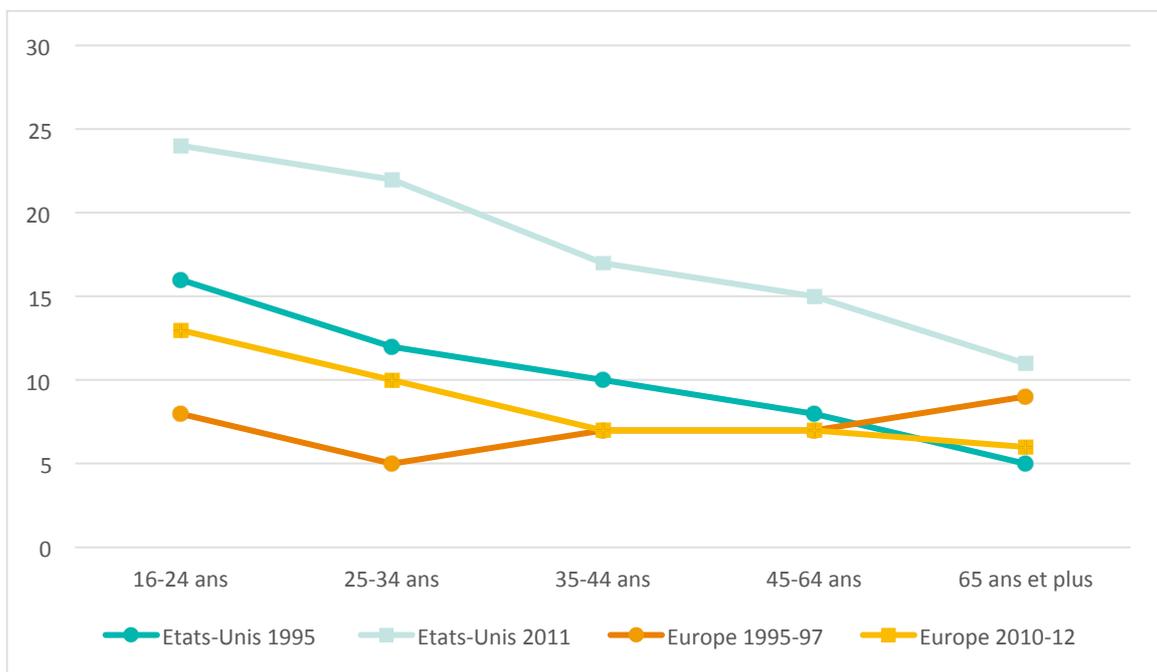
## 1.2. L'attachement et/ou la défiance des jeunes vis-à-vis de la démocratie

Un certain nombre de faits contemporains pourraient être considérés par certains observateurs comme des symptômes d'une crise de la représentation politique : l'augmentation du taux d'abstention, la multiplication des « affaires » et l'accumulation des preuves de corruption d'une partie des politiciens, la montée en puissance des mouvements populistes xénophobes, l'intégration croissante dans une communauté supranationale donnant le sentiment que les décisions ne se

prennent plus à l'échelon national. Ces différents constats sont-ils réellement de nature à inquiéter sur l'intérêt et la vitalité de la démocratie ?

Pour le savoir, un rapide détour sur une analyse publiée en 2016 permet d'observer l'évolution depuis vingt-cinq ans du rapport à la démocratie des citoyens dans plusieurs pays d'Europe et aux États-Unis. Dans un article de la revue *Journal of Democracy* (2016), Roberto Stefan Foa et Yascha Mounk soutiennent l'affirmation selon laquelle les nouvelles générations n'auraient désormais plus le même attachement à l'idéal démocratique que les générations précédentes. Une question posée dans différentes vagues de l'enquête de la World Values Study (WVS) permet de détecter cette érosion progressive : lorsque les individus sont interrogés sur le fait de considérer la démocratie comme un mauvais ou un très mauvais régime, les jeunes Européens de moins de 25 ans étaient 7 % à le penser en 1995 ; en 2012 le chiffre a doublé pour passer à 14 %. Aux États-Unis, pays où les jeunes étaient déjà plus critiques qu'en Europe en 1995, la désaffection atteint en 2012 près d'un quart des jeunes (24 %). Pour Roberto Stefan Foa et Yascha Mounk, ce déclin n'est pas simplement un effet de la jeunesse des répondants, mais un effet de cohorte : il est en effet probable que leur niveau d'attachement à la démocratie n'augmente pas avec leur âge.

**GRAPHIQUE 1. PROPORTION D'INDIVIDUS CONSIDÉRANT QU'AVOIR UN SYSTÈME POLITIQUE DÉMOCRATIQUE EST UNE « MAUVAISE » OU UNE « TRÈS MAUVAISE » CHOSE POUR LE PAYS SELON LES CLASSES D'ÂGE EN FRANCE ET AUX ÉTATS-UNIS**



Source : Foa, Munk, 2016, p. 10, d'après les données de l'enquête de la World Values Study

Lecture : en 2011, 24 % des Américains de 16-24 ans considèrent qu'avoir un système politique démocratique est une « mauvaise » ou une « très mauvaise » chose pour le pays, contre 16 % en 1995.

Ces résultats illustrent la thèse des auteurs qui vient remettre en cause l'idée répandue selon laquelle les sociétés qui deviennent des démocraties ne reviennent plus en arrière. À partir des questions liées à l'importance accordée par les citoyens au régime démocratique, à leur ouverture à des formes de

gouvernement non démocratiques et à la popularité des parties et des mouvements « anti-système », Foa et Mounk soutiennent l'affirmation d'une confiance perdue et surtout irréversible, plus particulièrement dans des pays occidentaux où la démocratie semble pourtant bien installée. Une partie significative des habitants des pays riches, en particulier les plus jeunes, seraient ainsi affectés par une forme de « déconnexion » vis-à-vis des valeurs de la démocratie. Cet éloignement, ou cette indifférence, nourri par des situations de stagnation, voire de régression, du niveau de vie dans la plupart des pays concernés, serait susceptible de conduire à une « déconsolidation » de la démocratie. À partir des résultats de WVS, ces deux auteurs soutiennent la thèse que les jeunes citoyens de ces pays se montreraient de moins en moins attachés au régime démocratique et de plus en plus tentés par diverses formes de rupture, de populisme ou de radicalité.

Ces résultats sont à mettre en relation avec ceux de l'Enquête européenne sur les valeurs (EVS) dont la dernière vague en 2018 apporte des perspectives très éclairantes sur les opinions des jeunes vis-à-vis de la démocratie, ainsi que sur leurs évolutions depuis 1981<sup>3</sup>. Cette enquête, pilotée en France par l'Association pour la recherche sur les systèmes de valeurs (ARVAL) et à laquelle contribue l'INJEP, permet notamment d'observer le niveau de confiance accordé à différentes institutions de l'État-providence, de la démocratie représentative et des institutions privées, qui animent la vie politique et sociale et jouent un rôle de contre-pouvoir.

**TABLEAU 2. CONFIANCE DANS LES INSTITUTIONS DES 18-29 ANS DE 1981 A 2018, ET DES 30 ANS ET PLUS EN 2018 (% VERTICAUX)<sup>4</sup>**

Grande et certaine confiance dans les institutions	1981	1990	1999	2008	2018	2018 (30 ans et plus)
Le système de santé	-	-	76	81	81	<b>84</b>
Le système d'enseignement	51	65	70	73	65	<b>69</b>
Le système de sécurité sociale	-	61	62	70	72	<b>80</b>
Le système judiciaire	-	-	48	60	51	<b>58</b>
L'administration	41	41	39	52	42	<b>55</b>
Le Parlement	42	48	35	43	27	<b>35</b>
Le gouvernement	-	-	-	24	23	<b>31</b>
Les syndicats	42	33	35	49	39	<b>34</b>
La presse	31	42	38	35	23	<b>30</b>
Les partis politiques	-	-	-	18	12	<b>11</b>

Lecture : 51 % des jeunes de 18-29 ans expriment en 1981 une grande ou une certaine confiance dans le système d'enseignement.

Source : Enquête européenne sur les valeurs - EVS (vagues de 1981, 1990, 1999, 2008 et 2018).

Si l'on observe la moyenne de confiance accordée par les jeunes de 18-29 ans à chacune des institutions, elle apparaît en 2018 très en deçà de la population des 30 ans et plus, malgré des degrés de confiance très variables pour chacun de trois groupes d'institutions (État-providence, démocratie représentative, corps intermédiaires). Concernant tout d'abord les institutions de l'État-providence (systèmes de santé,

<sup>3</sup> L'Enquête européenne sur les valeurs (EVS), réalisée tous les neuf ans depuis 1981, permet des comparaisons sur près de 40 ans (vagues de l'enquête en 1981, 1990, 1999, 2008 et 2018).

<sup>4</sup> Certaines modalités de réponse n'étant pas proposées lors des vagues de 1981, 1990, 1999 (systèmes de santé, système d'enseignement, système de sécurité sociale, système judiciaire, gouvernement, partis politiques), les valeurs ne sont pas connues pour certaines de ces vagues.

d'enseignement et de sécurité sociale) le niveau de confiance apparaît très élevé, en dépit d'un déficit important pour le système d'enseignement qui a perdu huit points de confiance entre 2008 et 2018. Concernant plus directement les institutions de la vie démocratique, telles que le gouvernement, l'administration, le parlement, le système judiciaire, les résultats révèlent un déficit de confiance particulièrement significatif qui vient à rebours des précédentes hausses enregistrées en 2008. Enfin, les corps intermédiaires constitués par les syndicats, la presse et les partis politiques, rencontrent le déficit de confiance le plus fort (entre 39 % pour les syndicats et 12 % pour les partis politiques).

Ces résultats marquent un retour de balancier face aux précédentes hausses de confiance dans les institutions démocratiques enregistrées lors de la dernière vague en 2008. Surtout, ils corroborent la thèse d'une jeunesse à la fois plus critique vis-à-vis du système politique démocratique actuel, mais aussi davantage sensible à une logique de transformation sociale et politique. À la question de savoir en effet quel objectif leur semble le plus important pour l'avenir de leur pays, 33 % des 18-29 ans interrogés dans le cadre de l'enquête EVS répondent en premier choix l'augmentation de la participation aux décisions du gouvernement, loin devant le fait de garantir la liberté d'expression (26 %), de maintenir l'ordre dans le pays (21 %) ou de combattre la hausse des prix (20 %).

**TABLEAU 3. LES BONNES ET LES MAUVAISES FAÇONS DE GOUVERNER LA FRANCE, SELON LES 18-29 ANS DE 1981 A 2008 ET SELON LES 30 ANS ET PLUS EN 2008 ( % VERTICAUX)**

	1999	2008	2018	2018 (30 ans et plus)
<b>Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections</b>				
Bonne (très bonne + assez bonne)	25	23	23	<b>24</b>
Mauvaise (assez mauvaise + très mauvaise)	66	75	73	<b>71</b>
Ne sait pas / sans réponse	9	2	4	<b>5</b>
<b>Que ce soient des experts, et non un gouvernement, qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays</b>				
Bonne	48	50	54	<b>48</b>
Mauvaise	40	48	40	<b>44</b>
Ne sait pas / sans réponse	12	2	6	<b>8</b>
<b>Que l'armée dirige le pays</b>				
Bonne	5	10	17	<b>13</b>
Mauvaise	92	90	78	<b>84</b>
Ne sait pas / sans réponse	3	0	5	<b>3</b>
<b>Avoir un système politique démocratique</b>				
Bonne	82	88	89	<b>89</b>
Mauvaise	9	11	6	<b>7</b>
Ne sait pas / sans réponse	9	1	5	<b>4</b>

Lecture : 25 % des jeunes de 18-29 ans estiment en 1999 qu'« avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections » est une très bonne ou une assez bonne chose.

Source : Enquête européenne sur les valeurs EVS (vagues de 1999, 2008 et 2018)

Il apparaît en premier lieu que la démocratie reste plébiscitée par neuf jeunes sur dix. Toutefois, d'autres résultats de l'enquête viennent nuancer ce succès apparent, et rejoignent les craintes formulées par Foa et Mounk d'un idéal démocratique en perte de vitesse. Tout en réaffirmant leur attachement démocratique qui recouvre la dernière des quatre propositions, les jeunes enquêtés ont pu manifester dans le même temps leur intérêt pour des régimes politiques bien différents. Ainsi, près d'un quart des jeunes estime qu'une bonne façon de gouverner le pays serait d'« avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections ». L'hypothèse d'un régime autoritaire est ici envisagée. Par ailleurs, 17 % des 18-29 ans ne s'opposeraient pas à un régime militaire, considérant, plus encore que les individus de la classe d'âge des 30 ans et plus (+ 4 points), qu'une bonne façon de gouverner serait « que l'armée dirige le pays », un chiffre en constante progression et qui a triplé depuis 1999 (5 % en 1999 et 10 % en 2008). Enfin, face à l'image négative des hommes politiques, la compétence des experts est également valorisée au détriment de celle des politiciens puisque plus de la moitié des jeunes se déclarent favorables à la proposition d'un pays dirigé par des experts plutôt que par un gouvernement. Ces résultats mettent en évidence le fait que les valeurs démocratiques, bien que paraissant ancrées chez la plupart des jeunes Européens, ne sont pas exemptes de fragilités ni de contradictions : les systèmes politiques démocratiques existants peuvent être acceptés sans véritable attachement à leurs valeurs fondatrices. En outre, ces résultats se révèlent paradoxaux puisque des enquêtés ont pu se prononcer favorablement pour un régime technocratique, voire autoritaire, en même temps que pour un régime démocratique, s'inscrivant de plus en plus souvent dans une démarche qui vise à critiquer la démocratie tout en la soutenant. Dans leur ambivalence, ces réponses témoignent d'une complexité accrue de la construction du rapport à la démocratie (Roudet, 2009).

Le désir de changement d'organisation politique peut ainsi rejoindre un désir de changement plus radical de régime. Là encore, l'enquête sur les valeurs permet de mieux connaître les évolutions souhaitées en termes de changement dans l'organisation sociale.

**TABLEAU 4. SOUHAIT DE CHANGEMENT DANS L'ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ DES 18-29 ANS DE 1981 À 2008, ET DES 30 ANS ET PLUS EN 2008 (% VERTICAUX)**

Changement social	1981	1990	2008	<b>2008 30 ans et +</b>
Il faut changer radicalement toute l'organisation de notre société par une action révolutionnaire	11	6	24	<b>14</b>
Il faut améliorer petit à petit notre société par des réformes	66	66	65	<b>68</b>
Il faut défendre courageusement notre société actuelle contre tous les changements	15	23	10	<b>16</b>
Ne sait pas / Sans réponse	8	5	1	<b>2</b>

Lecture : 11 % des jeunes de 18-29 ans sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle « il faut changer radicalement toute l'organisation de notre société par une action révolutionnaire »

Source : Enquête européenne sur les valeurs EVS (vagues de 1981, 1990 et 2008)

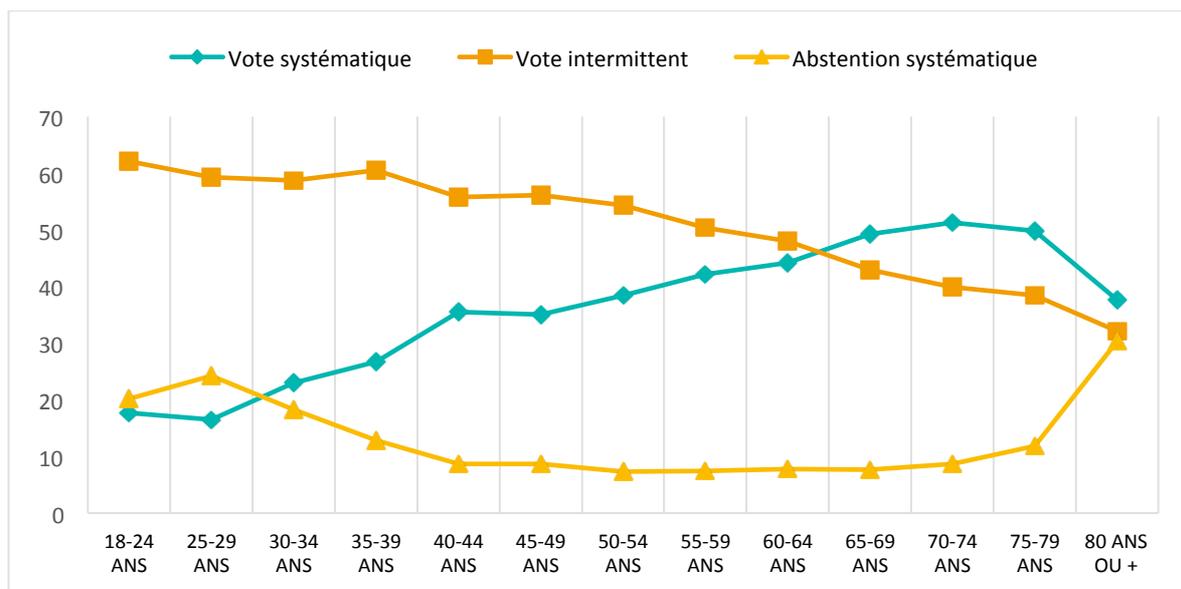
Il apparaît ainsi qu'une nette majorité de jeunes se déclarent favorables à une amélioration progressive de la société par des réformes (65 %), pourcentage similaire à celui des individus âgés de 30 ans et plus

en 2008. Les opposants résolus à tout changement sont de plus en plus minoritaires : 10 % en 2008, taux inférieur à celui des autres classes d'âge (16 %). Mais l'évolution la plus notable concerne les adeptes de la position radicale, visant à changer toute l'organisation de la société par une action révolutionnaire, position qui concerne près du quart des jeunes en 2008, faisant plus que doubler ses adeptes par rapport à 1981 et supérieure de 10 points au taux des 30 ans et plus.

### 1.3. Un désir de s'impliquer autrement

Ces résultats corroborent la thèse d'une jeunesse à la fois plus critique vis-à-vis du système politique démocratique actuel, mais aussi davantage sensible à une logique de transformation sociale et politique. Très clairement, cette transformation passe de moins en moins par les canaux de la participation traditionnelle, avec des niveaux d'abstention toujours plus importants pour les catégories les plus jeunes. L'enquête de l'INSEE sur la participation électorale en 2017 permet en effet de constater que les 18-29 ans votent nettement moins systématiquement que les autres catégories d'âge.

GRAPHIQUE 2. PARTICIPATION PAR TRANCHE D'ÂGE AUX ÉLECTIONS DE 2017



Lecture : 62 % des inscrits de la tranche d'âge des 18-24 ans ont voté de façon intermittente aux élections présidentielles et législatives de 2017.

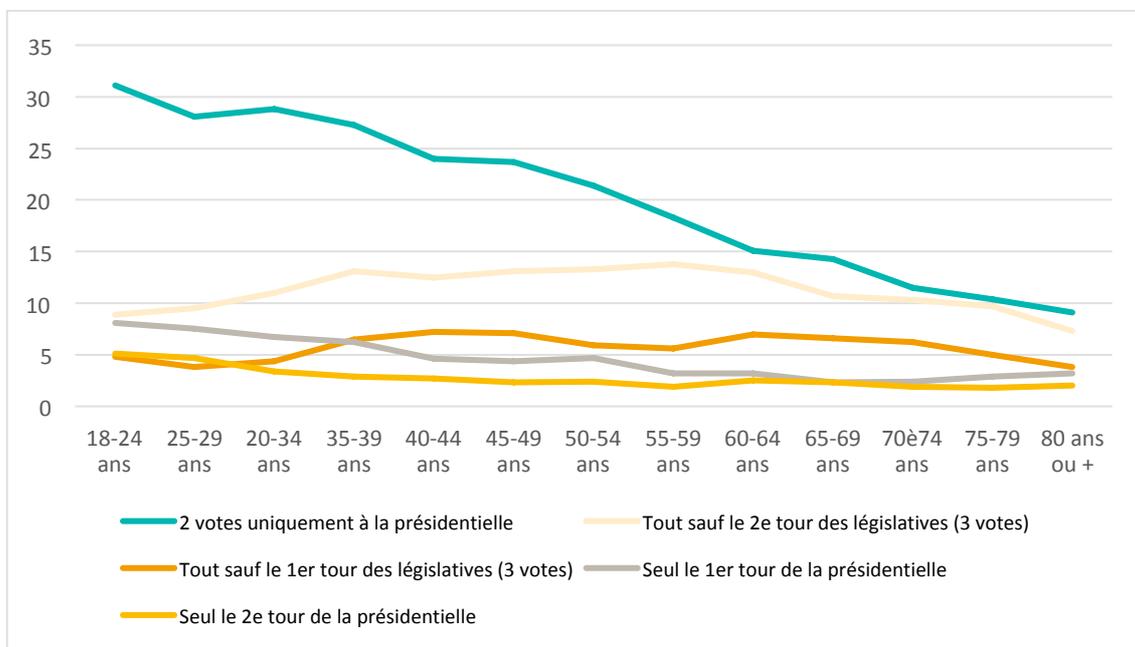
Champ : inscrits sur les listes électorales en France 2017 et résidant en France en 2015 (hors Mayotte).

Source : INSEE, enquête sur la participation électorale 2017.

Lors des élections présidentielles et législatives de 2017, l'enquête de l'INSEE révèle que moins de deux jeunes inscrits sur dix, âgés de 18 à 24 ans, ont voté aux deux tours de ces deux élections. Le vote dominant est donc davantage un vote qualifié d'intermittent (vote à l'une ou l'autre de ces élections). Il concerne 62 % des jeunes, bien davantage donc que les abstentionnistes systématiques qui ne sont représentés que par 20 % des jeunes. Le vote est de ce point de vue de moins en moins conçu comme un devoir, autrefois accompli sans même être politisé, que comme un droit exercé au gré des enjeux mobilisateurs du moment (Muxel, 2012). À ce titre, l'élection présidentielle reste la plus mobilisatrice.

L'enquête sur la participation révèle en effet que le fait de voter aux deux tours de la présidentielle et s'abstenir aux législatives est un choix plus fréquent chez les jeunes électeurs que chez les plus âgés.

**GRAPHIQUE 3. LE VOTE INTERMITTENT EN 2017 PAR CLASSE D'ÂGE**



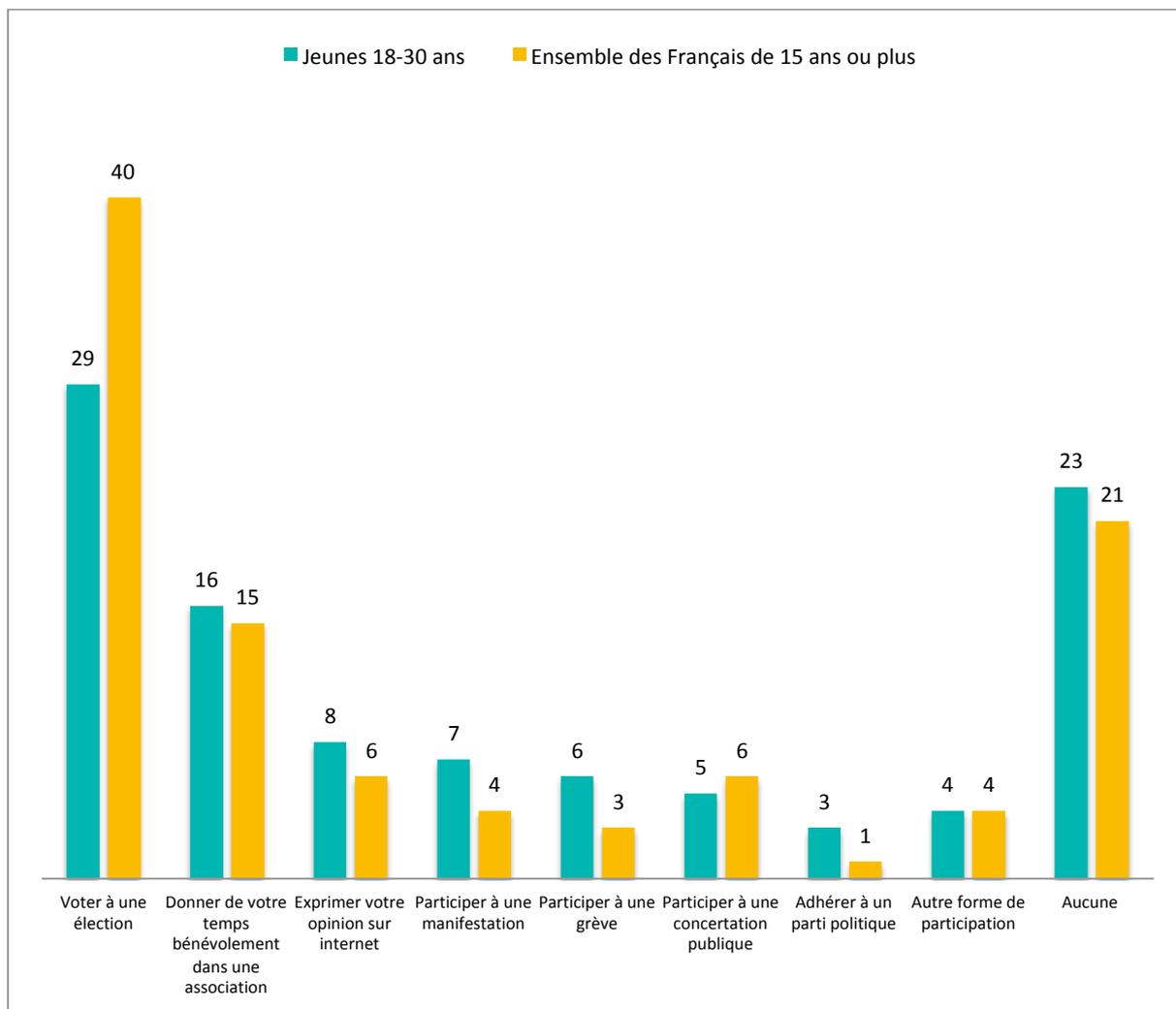
Lecture : 31 % des jeunes de 18-24 ans inscrits sur les listes électorales ont voté uniquement aux deux tours de la présidentielle, et pas du tout aux législatives. 9 % ont voté à tous les tours du scrutin, sauf au 2<sup>e</sup> tour des législatives.

Champ : inscrits sur les listes électorales en France 2017 et résidant en France en 2015 (hors Mayotte).

Source : INSEE, enquête sur la participation électorale 2017.

De manière paradoxale au regard du niveau d'abstention et de la diminution du degré d'adhésion aux institutions de la démocratie représentative, le vote reste en lui-même fortement valorisé par les jeunes générations. Le baromètre de la direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA) sur la jeunesse, réalisé conjointement par l'INJEP et le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC), révèle notamment que parmi les différentes formes de participation à la vie publique, le vote est considéré par les jeunes de 18-29 ans comme « la plus efficace pour que choses bougent » en rassemblant 29 % des jeunes (CREDOC, 2018). Vient ensuite le fait de donner bénévolement du temps pour une association (16 %), d'exprimer son opinion sur Internet (8 %) et de participer à une manifestation (7 %).

**GRAPHIQUE 4. PARMIS LES DIFFÉRENTES FORMES SUIVANTES DE PARTICIPATION À LA VIE PUBLIQUE, LAQUELLE VOUS SEMBLE LA PLUS EFFICACE POUR QUE LES CHOSSES BOUGENT ?**



Lecture : 29 % des jeunes de 18-30 ans considèrent que voter à une élection est la forme de participation à la vie publique la plus efficace.

Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2017 ; enquête Conditions de vie et aspirations, 2017.

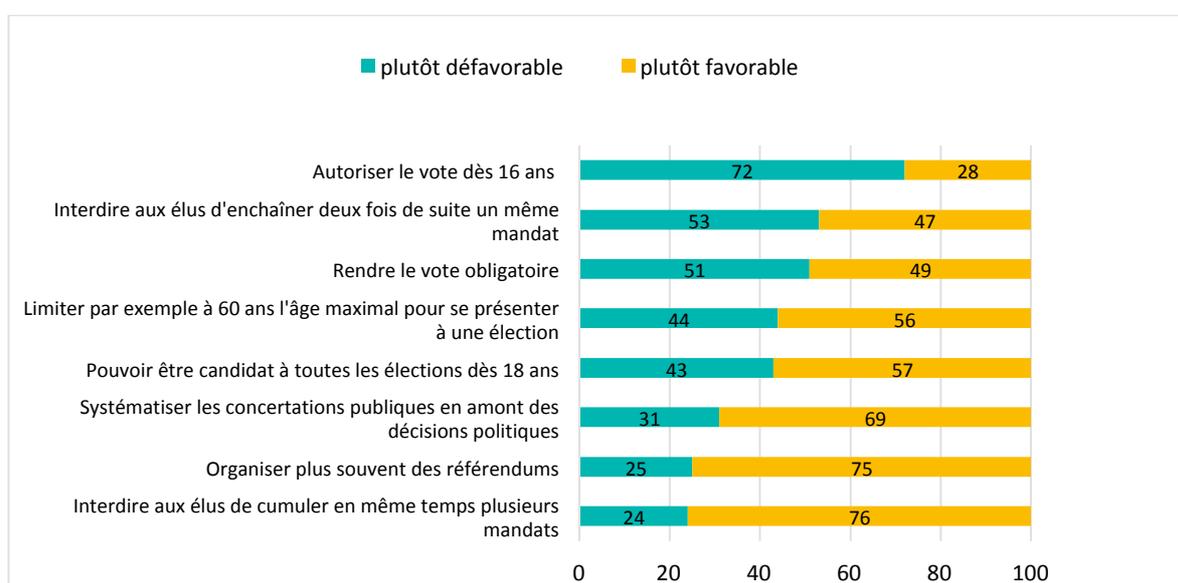
Champ : ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans (Baromètre DJEPVA sur la jeunesse) ; ensemble des Français de 15 ans et plus (enquête Conditions de vie et aspirations (CDV))

Mais ce n'est finalement pas tant l'ordre d'importance des différents types de participation qu'il convient de signaler ici que les écarts constatés entre les jeunes et les autres catégories d'âge, plus particulièrement sur la question de la participation électorale. Comparativement à l'ensemble des Français, les jeunes de 18 à 30 ans sont nettement moins nombreux à considérer le vote comme le mode de participation le plus efficace. Ils sont en revanche plus nombreux que leurs aînés à avoir un avis positif sur des formes de participation plus directes telles que le bénévolat, la manifestation, l'engagement en ligne ou la grève. L'enquête fait également ressortir un clivage important entre démocratie représentative et démocratie participative dans la mesure où se déclarer favorable à l'un conduit souvent à se déclarer défavorable à l'autre. Ainsi, les jeunes qui s'engagent en ligne ou qui participent à des manifestations perçoivent moins que la moyenne le vote comme la forme de participation la plus efficace pour influencer sur le cours des choses. Il en va de même pour les jeunes ayant défendu une cause ou signé une pétition

sur Internet : s'ils placent toujours le vote en tête des formes de participation les plus utiles, ils tendent à valoriser plus que la moyenne la participation à une concertation publique ou l'expression d'une opinion sur Internet (+ 2 points), la participation à une manifestation ou à une grève (+ 3 points) ou encore le bénévolat (+ 5 points). Enfin, pour les jeunes ayant participé à des manifestations, à une grève ou occupé des lieux au cours des 12 derniers mois, le vote n'arrive qu'en seconde position des formes de participation les plus utiles : 32 % d'entre eux estiment que la participation à des manifestations est la participation la plus utile (contre 13 % des jeunes en moyenne).

Tout en étant plus attachés que les autres catégories d'âge à des formes de participation moins instituées, les jeunes tendent aussi à se déclarer plus souvent que leurs aînés séduits par des réformes visant à généraliser l'utilisation des outils participatifs.

**GRAPHIQUE 5. ÊTES-VOUS FAVORABLE AUX PROPOSITIONS SUIVANTES CONCERNANT LE RENOUELEMENT DU SYSTEME POLITIQUE FRANÇAIS ?**



Lecture : 72 % des jeunes de 18-30 ans se déclarent défavorables à la proposition d'autoriser le vote dès 16 ans.

Source : INJEP-CREDOC, Baromètre DJEPVA sur la jeunesse, 2017.

Champ : ensemble des jeunes âgés de 18 à 30 ans (Baromètre DJEPVA sur la jeunesse).

Même si c'est d'abord une proposition visant à réformer la démocratie représentative (interdiction du cumul des mandats) qui se positionne en tête des souhaits de réforme avec trois quarts de jeunes qui s'y déclarent favorables, le baromètre DJEPVA sur la jeunesse fait également ressortir un désir affirmé de donner davantage de poids à la parole citoyenne, que ce soit par le biais de l'organisation de référendum (2<sup>e</sup> position avec 75 % d'avis favorables) ou de la systématisation des concertations publiques en amont des décisions politiques (3<sup>e</sup> position et 69 % d'avis favorables). Dans l'ensemble, ces résultats confirment le souhait affirmé par les jeunes de participer plus directement aux décisions et d'être davantage impliqués dans les débats publics.

De manière plus générale, qu'il s'agisse des opinions des jeunes sur le souhait d'un renouvellement démocratique ou des modes d'action initiés en dehors des cadres institués de la démocratie représentative, ces différents éléments contribuent à perturber les représentations portées sur une jeunesse souvent perçue comme étant en repli sur la sphère privée ou en situation clinique d'apathie

politique. Le rapport actuel des jeunes à la démocratie serait en effet moins celui d'un déclin que d'une mutation de la citoyenneté. Les différentes données disponibles sur la question montrent bien en effet que la pratique démocratique ne se limite pas à sa dimension électorale, et le niveau d'abstention régulièrement repris dans le paysage médiatique ne peut être considéré comme un indicateur fiable du degré d'intérêt pour la démocratie. Bien au contraire, ces chiffres témoignent d'une aspiration à une évolution profonde des pratiques démocratiques. Les différentes enquêtes menées sur la question donnent en effet davantage à voir l'existence d'un regard critique à la fois sur la verticalité et les principes de hiérarchisation entre citoyens et élus, mais aussi sur les organisations politiques partisanes qui reposent sur la vision de l'homme ou de la femme providence (Garrigues, 2012)

Au-delà des chiffres, l'actualité politique récente en France et en Europe témoigne, dans un contexte de crise économique et de précarisation accrue des franges les plus fragilisées de la population, d'un activisme démocratique important. Le mouvement des Indignés, Nuit debout, le développement des zones à défendre (ZAD) ou, plus récemment, le mouvement des Gilets jaunes témoignent de l'émergence d'une défiance proprement démocratique en manifestant les exigences des citoyens vis-à-vis du pouvoir. Cette « contre-démocratie » pour reprendre les termes de Pierre Rosanvallon, n'est pas le contraire de la démocratie, mais davantage une forme de démocratie par le bas qui vient en perturber les rouages, « la démocratie de la défiance organisée face à la démocratie de la légitimité électorale » (2006, p. 16). Elle se donne de la sorte pour objectif de former une sorte de lobby citoyen afin de peser sur les institutions de l'extérieur. La vitalité de cette contre-démocratie à laquelle contribue une part non négligeable de la jeunesse se traduit par une expansion du contrôle, de la surveillance, de la pression exercée par des citoyens hors des circuits traditionnels de la politique.

Les différentes données disponibles et la littérature existante s'accordent sur le fait que cette demande de renouvellement ne peut être considérée comme une opposition au régime. Elle est davantage à appréhender comme une des formes de pratiques de pouvoir qui sort du champ institutionnel pour saisir la société civile et l'impliquer davantage dans les décisions. Les divergences sur le plan scientifique se situent davantage sur le degré de radicalité politique à accorder à ces actions et les finalités recherchées :

- Pour les théoriciens proches de la théorie des nouveaux mouvements sociaux tels que Toni Negri (2004), Naomi Klein (2005), Alain Badiou (2017), les contestations sociales ne peuvent être assimilées à un désordre social, mais davantage appréhendées comme une régénération de la vie démocratique rendue possible par une égalité des citoyens. Si nous suivons la perspective développée notamment par Alain Badiou, ces luttes sociales, telles que la désobéissance civile, les émeutes ou le boycott, doivent en effet permettre de résoudre sur le plan strictement démocratique les inégalités de pouvoir entretenues par la démocratie représentative. Celle dernière est considérée par Badiou comme un leurre pour discréditer les contestations issues des mouvements sociaux.

- À un niveau plus modéré, d'autres auteurs se rejoignent sur le constat d'une mise à l'écart du peuple, mais voient dans les possibilités offertes par la démocratie participative un moyen de remédier aux écarts structurels entre citoyens et élus. Pour Yves Sintomer et Loïc Blondiaux (2009), les jurys citoyens et les dispositifs de démocratie locale apparaissent comme des compléments incontournables à la démocratie représentative et non comme un substitut. Il n'existe de ce point de vue pas de vase communicant entre démocratie participative et démocratie représentative où l'un fonctionnerait au détriment d'un autre, mais un renforcement mutuel.

## 2. Éléments de problématique : le public démocratique et la jeunesse engagée

---

L'engagement des jeunes a longtemps été abordé à partir des organisations ou des associations considérées comme des infrastructures de mobilisation où faire fructifier son capital militant. Cet engagement a plus rarement été abordé à partir des processus d'ajustement du jeune militant lui-même aux causes défendues par le collectif, à la définition qu'il donne des actions auxquelles il participe et de son positionnement au sein de cette entité. Ces organisations ne sont pourtant pas le préalable à l'action individuelle et collective. C'est avant tout l'action individuelle et collective qui fixe des habitudes de coopération et qui fournit des repères d'expérience à même de définir les orientations de l'organisation.

De ce point de vue, plutôt que de partir d'un collectif pour ensuite définir les modalités d'action des militants, nous faisons ici le choix de renverser la perspective pour saisir comment les interactions, le travail de définition du collectif, le « militer-ensemble » donnent à voir des schémas d'engagement qui contribuent à délimiter les frontières des causes à défendre. Cette posture n'est pas qu'un postulat théorique, c'est plus largement une méthode d'investigation qui cherche à replacer le paradigme d'étude non pas dans la structure démocratique en tant que telle, mais dans le cours de son élaboration, dans sa construction pratique, dans le travail de réflexion, de définition et de coordination qu'elle implique dans le cours de l'action militante.

### 2.1. Les jeunes militants dans la constitution d'un « public démocratique »

Il importe dans cette enquête de redonner aux jeunes citoyens toute leur importance dans l'élaboration de la démocratie en remettant leurs actions au cœur du processus démocratique. De ce point de vue, l'objet central de cette étude sur les expérimentations démocratiques auxquelles se consacrent les jeunes de notre enquête vise à saisir non pas seulement les réseaux et les organisations à travers lesquels ils s'engagent, mais de voir comment ces différentes structures sont d'abord et avant tout des contextes d'interaction, d'expérience et d'action « en train de se faire ». Il s'agit de partir de l'engagement non pas comme situation donnée, absolue, figée, mais comme pratique en questionnement, en recherche de positionnement.

## SOCIOLOGIE PRAGMATIQUE POUR L'ÉTUDE D'UNE « DÉMOCRATIE EN ACTES »

Nous nous inscrivons dans cette enquête dans une démarche inspirée de la sociologie pragmatique et, plus particulièrement, de celle initiée par John Dewey (2003). Selon cet auteur, définir un État démocratique par son territoire, son mode de gouvernement ou encore ses valeurs, c'est d'abord partir des causes et non de l'origine de la démocratie. Or, ce n'est pas la démocratie qui crée des citoyens, mais d'abord et avant tout des citoyens qui définissent et expérimentent ensemble la démocratie.

L'État démocratique ne peut de ce point de vue être considéré comme un modèle abstrait imposé aux citoyens. Ces derniers le constituent, l'actualisent et le concrétisent eux-mêmes. Selon John Dewey, c'est en effet d'abord et avant tout parce que les citoyens ont estimé que le contexte et les problèmes liés aux conséquences de leurs interactions nécessitaient une organisation politique et l'intermédiaire d'un tiers dans leurs interactions pour les réguler que l'État démocratique a été instauré.

On peut en effet d'abord penser les collectifs d'engagement comme des regroupements plus ou moins fluides, constitués autour de problèmes ou de dysfonctionnements à résoudre. Ces situations considérées collectivement comme problématiques peuvent par exemple se rapporter à une pratique descendante de la politique, à une absence de transparence des institutions démocratiques et de ceux qui sont censés les faire vivre, à l'impossibilité de participer au débat public, à une coupure entre citoyens et élus, à une représentativité inexistante des acteurs publics, etc. À partir de la délimitation de ces situations problématiques, ces collectifs se transforment en interne et tentent d'agir sur l'environnement social et politique. Leurs membres puisent dans des répertoires d'action disponibles, s'en inspirent ou en créent de nouveaux pour expérimenter de nouvelles manières de militer collectivement.

Redonner aux jeunes citoyens toute leur importance dans l'élaboration de la « démocratie en acte » (Merklen, Tassin, 2018) permet de remettre leurs actions, initiatives, réflexions au cœur du processus démocratique. C'est aussi interroger autrement comment les principes mêmes de la décision collective et de l'intérêt général sont expérimentés par une nouvelle génération de citoyens en mesure de se doter de nouveaux outils pour participer à la vie de la cité. En cela, la perspective développée par John Dewey, même si elle se situe en dehors du champ de la jeunesse, n'en demeure pas moins pertinente dans le cadre de notre étude pour appréhender comment la démocratie doit être pensée en termes de devenir et non d'essence. Elle se caractérise moins par un type de répartition et de distribution fixe des pouvoirs, mais par une série d'interactions entre jeunes militants engagés collectivement dans des collectifs de participation.

Le centre de notre enquête se situe précisément dans ces interactions citoyennes, dans le « pouvoir d'association », faculté qui ne recouvre ni un contrat collectif qui imposerait une ligne de conduite, ni la transcription de règles déterminées à l'avance, à l'image d'un organisme ou de cellules. Il s'agit bien plus de porter le regard sur la capacité des citoyens à s'associer et à moduler ensemble leurs formes d'association. Le concept de « public démocratique » forgé par John Dewey revêt donc toute son importance. Ce sont d'abord et avant tout les citoyens qui se saisissent des problèmes publics, qui s'organisent et prennent les devants pour régler ces problèmes. En ce sens, les élus ne pourraient représenter à eux seuls l'État démocratique, lequel ne s'est créé qu'à partir du moment où le public a pris la mesure des conséquences de l'absence d'organisation pour le réguler. De ce point de vue, la démocratie ne pourrait se restreindre à une forme de gouvernement ou à une autorité politique désignée pour organiser la vie de la cité. C'est avant tout une organisation sociale regroupant les différents individus en interaction qui décident de s'organiser politiquement et de créer un collectif,

une association, une organisation ou un regroupement de citoyens pour réguler les problèmes et les conséquences de leurs interactions. C'est précisément autour de cette « démocratie en train de se faire » au cœur d'un public de jeunes citoyens que se situe le cadre de notre étude, un public assimilable à l'ensemble social qui prend conscience de lui-même en tant qu'acteur collectif global au sein d'une société donnée.

## LE « PUBLIC DÉMOCRATIQUE » SELON JOHN DEWEY

Dans l'ouvrage *Le public et ses problèmes*, John Dewey analyse les difficultés rencontrées dans les années 1920 par le peuple américain pour s'organiser politiquement et démocratiquement. Il souligne notamment le manque d'intérêt politique et citoyen ainsi que l'absence d'action citoyenne dans le processus démocratique. John Dewey se donne donc comme point de départ de requalifier cette notion de « public démocratique ». Ce dernier est avant tout constitué de citoyens qui ont su saisir, à un moment de leur histoire, la nécessité de mettre en place une organisation politique afin de réguler les problèmes sociaux et politiques rencontrés.

Il redonne à la notion de public démocratique toute son importance : ce sont les individus concernés par les problèmes publics qui s'organisent afin de régler les difficultés rencontrées. Les citoyens ne sont donc pas les produits d'un système politique démocratique, mais les fondateurs et les artisans d'une organisation collective qui cherche à gérer les affaires publiques les concernant. Cette situation implique donc que les citoyens reprennent conscience de ce pouvoir et de ce droit pour gouverner, pour et par eux-mêmes, les conséquences et les problèmes qui concernent la vie civile et son environnement. En partant de ce principe, Dewey redonne aux citoyens tout leur pouvoir politique, à leurs actions et initiatives engagées toute leur légitimité, et à leur volonté d'agir pour l'intérêt général toute sa puissance.

## 2.2. Agencement et « intelligence organisée » : le militant dans une dynamique de publicisation

Au même titre que l'État n'est pas, dans la conception de John Dewey, l'agent du changement social, il s'agit de voir dans le cadre de notre étude dans quelle mesure les citoyens, ou les « publics démocratiques », parviennent à interagir ensemble pour proposer de nouvelles formes d'expérimentation démocratique à même de bousculer l'ordre de l'interaction entre les citoyens et les élus. Comment des jeunes militants, pour la plupart non affiliés à un parti politique ou à un syndicat et n'étant pas forcément directement touchés par un problème, mais considérant que ce problème met en jeu l'ensemble de la société, en viennent à s'unir et à mettre en place des expérimentations démocratiques ?

Un collectif d'expérimentation démocratique se forme généralement à partir d'une situation considérée collectivement comme problématique. Les situations sont multiples et diverses : problèmes écologiques, politiques, économiques, liés à des rapports de genre, etc. La question qui se pose est alors de savoir si un « public » entendu au sens large peut devenir un « public démocratique » en mesure de s'organiser et de s'impliquer dans des formes expérimentales de participation. L'analyse des parcours militants au sein de projets d'expérimentation démocratique ne peut, de ce point de vue, s'en tenir à une analyse en termes de convictions politiques ou idéologiques pour rendre compte de la constitution de collectifs.

Selon les principes de la sociologie pragmatique inspirée de John Dewey, au-delà de certaines valeurs idéologiques éventuellement partagées, l'action collective est avant tout constituée de routines et d'habitudes. La notion d'agencement est particulièrement opérante pour rendre compte des processus

d'ajustement des militants entre un schéma d'action sédimenté dans l'histoire de la mobilisation et son actualisation concrète dans le cours de l'engagement. Qu'il s'agisse de militants investis dans un collectif de civic tech, de membres d'une organisation visant à « hacker » les élections, ou plus généralement de jeunes mobilisés dans une action citoyenne pour répondre aux défis environnementaux, sociaux et économiques à venir, tous sont engagés dans des processus de définition et de résolution des situations problématiques, tous coopèrent dans des stratégies de mobilisation en interagissant, et tous s'accordent sur des stratégies de mobilisation collective à mettre en place. En cela, l'« intelligence organisée », au sens de Dewey, est le principe à partir duquel il est possible pour ces militants de soutenir, de distribuer et de configurer l'expérience des acteurs en se fondant sur ce qui est considéré comme nécessitant le besoin de se rassembler et d'interagir ensemble.

Ces activités collectives ne sont pas réinventées à chaque fois. Les motifs de l'action avancés par les militants ne se réalisent pas exclusivement à partir des attitudes et des opinions que les acteurs entretiendraient en leur for intérieur, mais sur des relectures, des agencements. Elles ont en ce sens un caractère typique, un format d'expression considéré comme acceptable, à partir duquel les militants parviennent à s'entendre autour d'objectifs communs. Cette dimension de typicité qui fournit les cadres de l'engagement se retrouve à différents niveaux :

- au niveau des motifs et des matériaux discursifs, à partir desquels des raisons d'agir se définissent et réordonnent l'ordre de l'interaction. Ces motifs ne sont pas seulement des justifications personnelles à l'engagement, mais des façons typiques de les présenter en fonction des contextes de présentation publique des causes à défendre ;

- au niveau des grammaires de l'agir et du parler dans un cadre public. Les régimes de l'action doivent respecter un certain nombre de conventions et de règles tacites pour être intelligibles et socialement acceptables auprès des membres des collectifs, de leurs adversaires potentiels ou plus largement de leur auditoire sur la scène publique. Ce sont, pour Daniel Cefaï (2009), des actes de publicisation qui tout en façonnant des environnements militants, s'offrent à l'assentiment ou à la critique des publics.

### 2.3. Régimes d'action des militants dans les collectifs : le militant dans une dynamique de mobilisation

Plutôt que de se situer en extériorité par rapport à ce qu'elle décrit, notre démarche d'enquête vise avant tout à décrire les « expériences » vécues de l'intérieur par les jeunes engagés. Nous partons de ce point de vue du postulat qu'une dynamique de mobilisation collective n'est intelligible qu'à partir d'un processus de co-définition des situations problématiques et des moyens collectifs mis en œuvre par les militants eux-mêmes pour les aborder. L'un des objectifs de ce travail est donc de voir comment la trajectoire d'un problème public, en l'occurrence le sentiment d'affaiblissement de l'espace démocratique, ordonne un horizon d'engagement, de sensibilisation et de mobilisation des jeunes engagés. Comment ce qui est désigné par les militants comme un problème public s'articule-t-il à une expérience collective de mise en commun des motifs et des modalités d'action ?

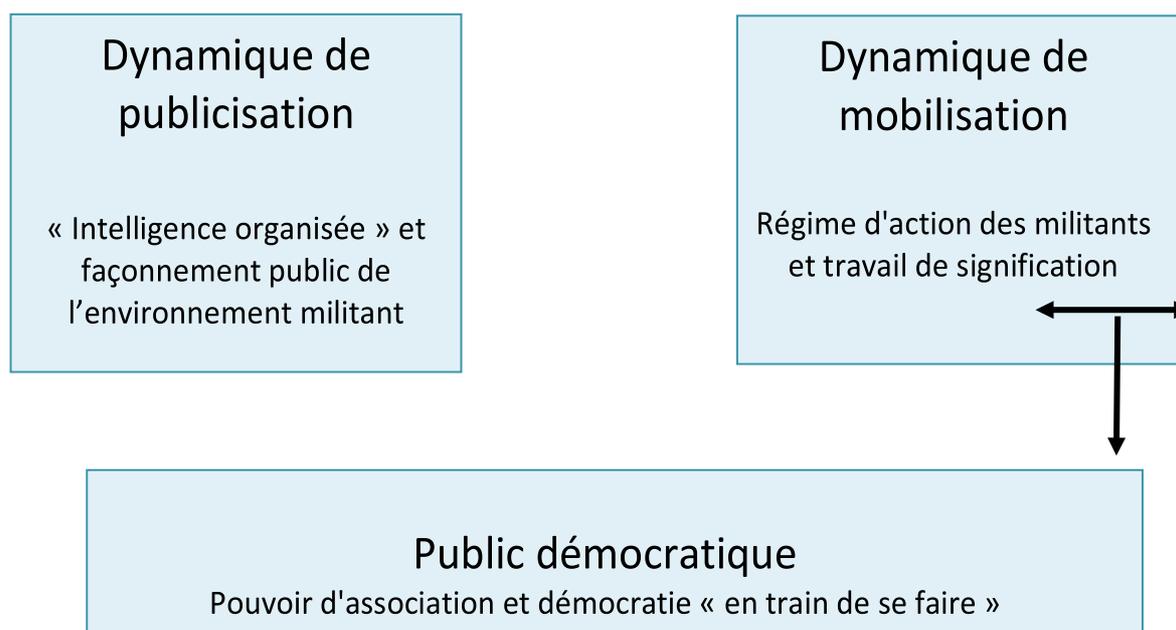
Les collectifs sont divers et prennent des noms variés tels que « mouvement », « organisation », « rassemblement », « plateforme », etc. Plusieurs dynamiques d'action peuvent aussi se mettre en œuvre selon que le collectif agit pour trouver des financements, pour élargir son cercle d'adhérents, pour

convaincre l'opinion publique ou encore pour agir sur le terrain politique. Ce collectif peut aussi faire office de réseau de sociabilité, facilitant les rencontres, consolidant des amitiés, garantissant des solidarités ou forgeant des expériences collectives. Plutôt que de dresser des typologies d'organisation, notre démarche descriptive et analytique se concentre avant tout sur les modalités d'engagement des jeunes militants dans ces collectifs et dans la mise en coordination de leurs activités militantes, afin de saisir comment ils composent entre différents régimes d'action selon les circonstances, les impératifs de la mobilisation et les objectifs que chacun s'assigne dans le contexte de l'engagement.

Cette démarche, qui accorde une place prépondérante au sens que les acteurs donnent à leurs pratiques et représentations, ne s'oppose pas à des analyses structurales ou à des perspectives plus macrosociologiques. Celles-ci sont au contraire questionnées à partir du point de vue des acteurs, au cours de leur engagement ainsi que dans le cadre de leur travail de définition des situations problématiques et de coordination de leurs activités militantes.

D'un côté, notre problématique interroge le travail de définition et de coordination des militants dans l'arène publique à partir des formats d'expression fournis par l'environnement militant (publicisation) ; de l'autre, l'enquête questionne le sens que les jeunes engagés attribuent aux actions auxquelles ils se consacrent dans le cadre de leur engagement dans des mouvements d'expérimentation démocratique (mobilisation). Qu'il s'agisse de coordonner collectivement des actions afin de les « agencer » dans le domaine public ou du rapport proprement subjectif que le jeune engagé entretient avec l'environnement militant, ces différentes démarches mettent en jeu des espaces d'échange et de circulation entre le domaine représentatif de la démocratie et le domaine participatif, et de façon plus générale, entre la dimension formelle de la politique dans ses rouages institutionnels et administratifs et ses mécanismes plus informels de la participation citoyenne.

**SCHEMA 1. UN PUBLIC DEMOCRATIQUE À L'INTERSECTION D'UNE DYNAMIQUE DE MOBILISATION ET D'UNE DYNAMIQUE DE PUBLICISATION**





### 3. Méthodologie

---

Le dispositif méthodologique adopté dans cette enquête vise à articuler la trajectoire individuelle des jeunes militants d'une part et le contexte organisationnel de son déroulement d'autre part. Suivant la perspective développée par Olivier Fillieule sur l'analyse des carrières militantes, il s'agit en effet de combiner « une analyse compréhensive des raisons d'agir avancées par les individus à l'objectivation des positions successivement occupées par ces individus » (2001, p. 214). Plutôt que d'aborder l'engagement de ces jeunes uniquement à travers le prisme d'un contexte sociopolitique et d'un déterminisme structurel (dimension macrosociale) ou, à l'inverse, comme le seul résultat de rencontres interpersonnelles et/ou d'une réflexivité subjective de l'acteur (dimension microsociale), notre démarche implique davantage de placer le regard sur les régimes d'action mis en œuvre dans différentes scènes sociales, mieux à même de « coupler l'ordre de l'interaction et l'ordre du déterminisme » et de « remettre en cause l'opposition entre les niveaux "macro" et "micro" » (Siméant, 1998, p. 69), et plus généralement entre le niveau structurel et le niveau individuel :

■ Au niveau structurel d'abord, il s'agit de relier la structure organisationnelle au contexte sociopolitique dans lequel le collectif prend forme. Il importe dans ce cadre de réinsérer l'action collective dans son environnement social en étant attentif aux conditions d'émergence du collectif, qu'il s'agisse par exemple d'un événement politique, tel qu'un sommet environnemental (COP 21), l'organisation d'élections (les présidentielles de 2017) ou encore une mobilisation citoyenne (Nuit debout, ZAD).

Les activités de ces organisations, quoique toujours marquées par un certain idéal démocratique, se révèlent très hétérogènes, tant par leurs destinataires que par leurs formes. Certaines visent à « politiser » les jeunes citoyens parfois éloignés de la participation politique ou de la prise de décision, d'autres sont destinées à apporter des outils de compréhension sur les institutions démocratiques, quelques-unes encore cherchent à intervenir dans le fonctionnement des politiques publiques en facilitant l'accès des citoyens aux données publiques ou en cherchant à offrir des possibilités de participation au débat public. À ces distinctions au niveau des objectifs et des populations à atteindre (sur lesquelles nous reviendrons plus loin dans la description des organisations) s'ajoutent des divergences dans les modes d'intervention et dans le rapport entretenu avec les institutions de la démocratie représentative.

Face à cette constellation de groupements possibles et à l'impossibilité de couvrir l'ensemble du spectre, nous avons fait le choix de nous concentrer sur quatre types d'organisations citoyennes :

- des structures intervenant dans le champ de la transparence, de l'information et des outils pédagogiques ;
- des collectifs visant à développer des dispositifs de participation et d'aide à la décision ;
- des « civic tech » désignant l'ensemble des projets associatifs ou entrepreneuriaux utilisant les technologies numériques pour améliorer le système politique et parfaire la démocratie ;
- des projets d'innovation auto-organisés qui visent davantage à intervenir dans le champ de l'action plutôt que dans le domaine plus théorique de la décision, en prônant des valeurs de responsabilité collective.

■ Au niveau individuel, l'approche biographique développée dans cette enquête auprès des jeunes militants vise moins à rendre compte des événements fondateurs de leur engagement qu'à donner à voir et à entendre les actions collectives en train de se faire, ou de se défaire, dans différentes structures associatives ou militantes d'expérimentation démocratique. Ces processus d'engagement sont réintroduits dans les parcours individuels de ces jeunes, afin de rendre compte des étapes clés qui les scandent et des éléments de socialisation primaire et secondaire qui les orientent, sans les déterminer pour autant. C'est à travers l'articulation des propos recueillis avec le contexte de l'énonciation même, mais aussi des faits récoltés par d'autres sources et les déterminants sociaux dégagés, que nous avons tenté d'éviter les « illusions biographiques » (Bourdieu, 1986) produites par des interviewés. Précisons ici qu'une vigilance toute particulière a également été adoptée sur ces récits de vie dont les éléments avancés peuvent relever d'une justification qu'on avance publiquement ou d'une verbalisation visant, en situation, à produire des « justifications du comportement » (Fillieule, 2001, p. 407). Une autre difficulté est liée à l'ambiguïté de la parole sur soi et son militantisme, selon le moment d'interrogation, l'état d'esprit et d'autres facteurs qui peuvent créer une image isolée dans un moment précis et ne pas permettre de saisir la complexité de l'engagement d'un acteur.

L'intérêt heuristique de la méthode biographique, malgré ces difficultés signalées, est de rendre possible la prise en compte, dans chacune des trajectoires d'engagement de ces jeunes, des « prédispositions » à l'engagement militant, des passages à l'acte, des périodes de fluctuation, de retrait ou d'activisme plus marqué, en mobilisant à travers ce recueil de matériau, le concept de carrière. Il autorise la prise en compte des choix opérés liés à un ensemble de propriétés à la fois personnelles et contextuelles.

Les 32 entretiens biographiques réalisés auprès de jeunes membres de collectifs d'expérimentation démocratique, et dont nous avons listé les profils sociodémographiques dans le tableau page suivante, visent à recueillir les facteurs prépondérants intervenant dans les carrières d'engagement, c'est-à-dire l'environnement social et familial, les éléments déclencheurs, les motifs, les motivations et les raisons indiquées.

Les modalités de sélection des jeunes engagés et des organisations dans lesquelles ils exercent leurs activités s'avèrent, de ce point de vue, cruciales dans le développement de notre analyse. Ces jeunes militants, par la diversité de leurs situations familiales, de leur sexe, des lieux de résidence, de leur niveau de formation, de leur origine sociale grandissent en effet dans des contextes de socialisation très différents. Il apparaît pour cela essentiel d'étudier ces jeunes en référence à un contexte, qu'il soit d'ordre familial, économique, scolaire, professionnel ou de formation, et d'en récapituler certains paramètres dans le tableau ci-après :

**TABLEAU 5. PROFILS SOCIODÉMOGRAPHIQUES DES ENQUÊTÉS**

Prénom <sup>5</sup>	âge	Sexe	Niveau de formation	Type de structure militante
Raphaël	22	H	Bac+3	Information, pédagogie
Stéphanie	28	F	Bac+3	Participation, aide à la décision
Jule	29	H	Bac+5	Information, pédagogie
Martina	33	F	Bac +8	Civic tech
Paul	34	H	Bac +5	Participation, aide à la décision
Laura	31	F	Bac pro	Participation, aide à la décision
Harry	22	H	BTS	innovations auto-organisées
William	23	H	Bac +5	Participation, aide à la décision
Manon	22	F	Bac+3	Civic tech
Lise	33	F	Bac	Participation, aide à la décision
Chloé	20	F	BTS	innovations auto-organisées
Charles	22	H	Bac +5	Civic tech
Gabriel	24	H	Bac+3	Participation, aide à la décision
Alice	18	F	BTS	Information, pédagogie
Adam	27	H	Bac+5	Civic tech
Lucie	31	F	Bac	Information, pédagogie
Sophia	31	F	Bac +5	Civic tech
Mila	33	F	Bac +8	Information, pédagogie
Louise	24	F	Bac +3	Information, pédagogie
Jade	35	F	Bac+8	Civic tech
Vincent	26	H	Bac+3	Innovations auto-organisées
Alice	30	F	BTS	Participation, aide à la décision
Ethan	24	H	Bac +3	Information, pédagogie
Alex	34	H	BTS	Participation, aide à la décision
Martin	25	H	Bac	Participation, aide à la décision
Aaron	23	H	Bac	Participation, aide à la décision
Giulia	29	F	Bac+3	Civic tech
Lina	20	F	BTS	Information, pédagogie
Nora	29	F	Bac+3	Innovations auto-organisées

Les différents militants interrogés au cours de notre enquête appartiennent à des structures relevant de plusieurs champs d'expérimentation démocratique (transparence, information et pédagogie ; participation et aide à la décision ; civic tech ; innovations auto-organisées) décrites dans la partie suivante : Accropolis ; Alternatiba ; Cap collectif ; Démocratie ouverte ; le Drenche ; Escapademos ; MaVoix ; Nuit debout ; Primaire.org ; voxe.org ; WARN.

<sup>5</sup> Afin de conserver l'anonymat des enquêtés, les prénoms ont été modifiés.



## 4. Les collectifs d'expérimentation démocratique : champs d'intervention et méthodes d'action

---

Si l'ensemble des collectifs d'expérimentation démocratique s'entendent sur les enjeux généraux de la mobilisation en se donnant pour objectif commun de remédier au déficit de participation des citoyens dans les arènes publiques, ils se distinguent toutefois fortement au niveau des angles d'attaque choisis. Face à cette diversité des approches, nous avons fait le choix d'opérer des regroupements entre les différents types de collectifs qui se différencient selon les objectifs que chacun s'assigne (aide à la décision, transparence, pédagogie, etc.) et le degré de proximité établi avec les institutions de la démocratie représentative. Quatre grands ensembles sont ici représentés : les collectifs orientant leurs actions sur la transparence, l'information et la pédagogie (1), la participation et l'aide à la décision (2), l'élection et la participation à la démocratie représentative (3), les citoyens autonomes et la participation directe (4).

### 4.1. Transparence, information et pédagogie

La transparence démocratique est de plus en plus souvent considérée comme une caractéristique fondamentale des démocraties modernes. À la fois exigence et modalité de fonctionnement, l'idéal de transparence est généralement pensé par les différents collectifs d'expérimentation démocratique comme une modalité essentielle du fonctionnement démocratique. Il articule deux mouvements complémentaires :

- l'un vise à lutter contre les « secrets du pouvoir », l'opacité des décisions arbitraires et l'absence de justification des décideurs dès lors que les citoyens n'ont pas été informés de leurs contenus ou des modalités de leur mise en œuvre ;
- l'autre vise à élargir les possibilités d'implication des citoyens à la vie politique en leur donnant la possibilité de trouver toutes les informations nécessaires pour prendre une décision claire et informée.

À la fois lutte contre les décisions arbitraires et outil d'élargissement des terrains d'application de la démocratie, la transparence apparaît plus largement comme un moyen de contrôle des institutions publiques par les citoyens : le bon fonctionnement des institutions doit garantir le fait qu'elles répondent aux objectifs démocratiques et à la poursuite de l'intérêt général et du bien commun.

Cette transparence est souvent pensée en lien avec le processus de mise à disposition d'informations. Pour être transparent, un processus dit démocratique doit être public, ce que sous-tend précisément le terme anglais d'« *accountability* » habituellement employé dans le cadre de l'entreprise : l'exigence devient celle de « rendre des comptes » sur les processus de décision auprès de l'ensemble des personnes qui sont impactées directement ou indirectement par les orientations opérées.

Dans le domaine des expérimentations démocratiques mises en œuvre par des collectifs pour élargir le domaine d'application de la transparence, plusieurs objectifs sont à souligner :

- Le premier s'applique au domaine de la décision et vise à faciliter l'accès aux données publiques en militant pour une amélioration de l'efficacité et de la responsabilité des organisations de différents types, qu'il s'agisse du gouvernement, des collectivités, des entreprises, des syndicats ou des institutions. L'accès généralisé aux données publiques est censé permettre le suivi, la vigilance et le contrôle citoyen sur toutes les activités d'intérêt général telles que le budget de l'état et des collectivités, l'activité parlementaire, le financement des partis, des syndicats et de toute autre organisation fonctionnant avec l'argent public. En plus d'un certain nombre de souhaits de réforme en matière de transparence des processus de décision publique (transparence des délégations de vote, respect de l'interdiction constitutionnelle des votes de groupe au Sénat, instauration d'un registre obligatoire de lobbyistes à l'exécutif et au Parlement, contrôle des déclarations d'intérêt des élus et des hauts fonctionnaires, etc.), les objectifs se portent plus récemment sur le développement de *l'open data* dans le cadre des administrations afin qu'elles fournissent spontanément leurs données sous formats ouverts et licence libre (publication en open data des informations liées aux fonctions des élus, leurs activités électives, le détail de leurs indemnités et leurs liens d'intérêts, rendre accessible et réutilisable en open data les dépenses et recettes des administrations, etc.)

## ACCROPOLIS



Accropolis est une chaîne télévisuelle citoyenne, en ligne, qui se donne pour principal objectif de rendre accessibles les débats parlementaires et d'apporter des clés de compréhension du monde politique. Inspirés par les plateformes de streaming de jeux vidéo, les membres de l'équipe commentent en direct les questions au gouvernement en interaction avec les spectateurs, et réalisent et animent des vidéos explicatives sur la démocratie et la citoyenneté.

Avec la plateforme YouTube et la possibilité d'un visionnage en streaming, Accropolis mobilise des jeunes âgés de 18 à 35 ans, chacun pouvant choisir ses propres sujets et réagir aux commentaires. Tout au long des débats politiques, les animateurs échangent avec le public, s'adaptent à ses demandes et répondent à ses questions. L'objectif de ce média est d'informer le public, et d'apporter des clés de compréhension des enjeux, des institutions et des acteurs de la politique.

Les données sur les parlementaires sont issues de la plateforme NosDéputés.fr via l'application Direct Parlement développée par l'association Regards Citoyens.

- Le second s'applique plus directement aux citoyens qu'il s'agit de mieux informer sur les processus de prise de décision en leur offrant la possibilité de participer à un débat public contradictoire. Un certain nombre de collectifs apparus dans le champ de l'expérimentation démocratique se sont donné pour objectif de faciliter la libre circulation des idées et des informations en militant pour le développement des licences ouvertes afin de permettre une réutilisation facile des données (Copyleft, Creative Commons, etc.). Ils ont également pour but de garantir le développement d'une information basée sur des données, des arguments et des contre-arguments rendus accessibles au plus grand nombre par un effort de pédagogie et de vulgarisation, à l'image du journal *Le Drenche* (encadré) qui cherche à lutter contre les « bulles de filtres » en présentant des avis argumentés et opposés sur des sujets d'actualité. Cette démarche vise de ce point de vue à former des citoyens autonomes et

responsables en mesure de s'informer, en évitant, selon les termes de démocratie ouverte, « les pièges de la désinformation ou de la surinformation ».

## LE DRENCHÉ



Créé en 2015 par deux ingénieurs, *Le Drenché* est un journal de débats diffusé sous format web et papier et distribué gratuitement dans 70 établissements étudiants de la région parisienne.

Le principal objectif du journal est de lutter contre les « bulles de filtres » en présentant pour chaque sujet d'actualité des avis opposés à partir d'une double tribune (le « pour » et le « contre ») rédigée par des personnalités spécialisées de la question traitée. L'objectif déclaré est d'apporter aux lecteurs les outils pour se construire une réflexion et une opinion objective.

*Le Drenché* se présente également comme un « média démocratique » : les sujets traités sont choisis par vote par les lecteurs via un comité de rédaction ouvert. Les lecteurs sont également invités à voter pour la tribune qu'ils jugent la plus convaincante.

## 4.2. Participation et aide à la décision

Si un « consensus participatif » pour reprendre les termes de Guillaume Gourgues (2012) semble s'imposer au niveau de l'État, comme à celui des collectivités, afin d'impliquer davantage les citoyens, de redonner un nouvel élan aux débats publics et d'apporter une confiance nouvelle aux citoyens dans les institutions, les démarches participatives observées, tantôt efficaces, tantôt fictives, conduisent dans bien des cas à un décalage entre rhétorique et réalité politique concrète (Goxe, 2007). Il s'agit alors de mettre en œuvre d'autres modalités d'entrée en citoyenneté en réponse aux dérèglements repérés au niveau du rapport aux institutions et aux procédures démocratiques. De ce point de vue, les démarches initiées par certains collectifs visent à travailler auprès des institutions et des décideurs pour faire advenir de nouvelles modalités de participation en développant de nouveaux outils, des méthodes, des formations et des analyses autour d'acteurs qui mettent la démocratie au cœur de leur fonctionnement. Trois démarches différentes peuvent ainsi être initiées par ces collectifs :

- certaines organisations se positionnent du côté institutionnel, faisant de la participation un instrument de modernisation de la gestion publique, de gouvernance de l'action publique en préparant le partage du pouvoir de délibération et de décision entre « gouvernants » et « gouvernés » ;
- d'autres se placent du côté des impacts sociaux, soulignant la capacité d'émancipation que cette participation suppose en l'abordant dans son rapport à la lutte contre les injustices sociales et pour l'égalité ;
- entre les deux, entre la procédure institutionnelle et les impacts sociaux et sociétaux, un certain nombre de démarches situent l'enjeu prioritaire de la participation des jeunes dans sa capacité à légitimer la décision et à améliorer l'ordre social en le démocratisant.

Dans tous les cas, quel que soit le type de déclinaison recherché, les collectifs qui s'inscrivent dans le registre de la participation et l'aide à la décision ont tous pour objectif central de changer le système de l'intérieur en travaillant autant auprès des institutions, des décideurs que des citoyens. L'enjeu central est de créer des synergies nouvelles à même de pouvoir réinventer les politiques publiques,

tant au niveau local que national, dans un contexte où les collectivités comme l'État souffrent d'un important déficit de légitimité politique et de visibilité de leurs actions et de leurs domaines de compétence par la population (Gourgues, 2012). L'intervention grandissante des collectivités dans l'action publique va alors de pair avec une pratique politique davantage tournée vers les processus participatifs et la volonté de mieux faire connaître à la population leurs actions en l'impliquant davantage dans les décisions la concernant. Très rapidement, les collectivités, notamment au niveau régional (Lardeux, 2015 et 2016a), se sont engagées dans différents champs d'intervention publique et ont trouvé, par l'intermédiaire des dispositifs participatifs, une façon de s'imposer comme acteur politique à part entière.

Ce « nouvel esprit de la démocratie » pour reprendre la formule de Loïc Blondiaux (2008), porté par des collectifs d'expérimentation démocratique cherchant à renouer les fils entre le participatif et le représentatif, marque une évolution substantielle des pratiques politiques contemporaines avec une floraison de différents types d'acteurs intervenant dans la prise de décision, l'ouverture de nouveaux espaces d'interlocution aux citoyens « ordinaires » et aux associations, ou encore la consécration sur le plan des politiques publiques d'un « impératif participatif » qui passe par l'élaboration de nouvelles procédures d'intervention de la société civile.

## TERRITOIRES HAUTEMENT CITOYENS – DÉMOCRATIE OUVERTE



Face à la crise démocratique, l'association Démocratie ouverte, collectif regroupant des innovateurs, porteurs de projets, organisations et citoyens, a initié en 2015 le projet « THC - Territoires hautement citoyens ». Le collectif propose d'accompagner, de façon collaborative, les collectivités territoriales pour opérer une transition démocratique locale en expérimentant des formes de gouvernance ouverte.

L'objectif des Territoires hautement citoyens est de repenser collectivement le schéma de gouvernance du territoire, pour permettre aux citoyens de s'y impliquer davantage. Il vise ainsi à faciliter la coordination entre représentants, citoyens et société civile pour atteindre l'objectif d'une gouvernance partagée.

L'association propose aux acteurs du réseau de collectivités territoriales impliquées dans des démarches citoyennes des visites de territoires démocratiquement innovants, des séminaires d'échanges pair à pair entre élus et agents territoriaux ou encore des visioconférences pour partager des bonnes pratiques et faire découvrir des innovations.

Par ailleurs, chaque territoire impliqué dans une démarche d'expérimentation démocratique est invité à renseigner l'état d'avancement de ses engagements sur une plateforme web dédiée, qui propose des données en open data autour des outils, des projets et des acteurs de la transition démocratique.

## 4.4. Élections et démocratie représentative : intervention grandissante des civic tech

Bien que situées en dehors des partis traditionnels, à la marge de l'échiquier politique et souvent sans orientation partisane, certaines organisations d'expérimentation démocratique situent leurs actions et initiatives au cœur du processus électif. Dans un contexte où les élections restent régulièrement jugées comme un outil largement insuffisant pour garantir la bonne marche démocratique, un certain nombre de collectifs se sont ainsi engagés vers le développement de nouveaux outils participatifs afin

de redonner aux citoyens la possibilité de devenir les principaux acteurs de la démocratie représentative et de surmonter les logiques verticales qui lui sont inhérentes.

Souvent regroupés dans la catégorie des « civic tech », qui désigne l'ensemble des projets associatifs ou entrepreneuriaux utilisant les technologies pour améliorer le système politique et parfaire la démocratie, ces collectifs ont régulièrement recours au numérique dans l'objectif d'inclure dans la participation à la vie publique une population plus large, plus rapidement, à moindre coût, et de favoriser « l'intelligence collective ». Bien qu'unies autour de cet objectif, deux tendances se distinguent toutefois par leur degré d'articulation avec les institutions de la démocratie représentative :

■ Dans le premier cas, ces collectifs interviennent aux côtés des citoyens pour réduire la distance qui les sépare du pouvoir, pour les informer sur les programmes électoraux et pour les outiller afin de diffuser des éléments de connaissance sur les positionnements politiques des candidats à une élection. Ce type de projet vise à fluidifier les échanges et, par ce biais, à consolider le système électif actuel en permettant une meilleure accessibilité des intentions et programmes des candidats, comme cela est notamment proposé par la plateforme *Voxe.org* (voir encadré). L'objectif est ainsi de recrédibiliser le système actuel en intervenant directement sur certaines de ses imperfections, plus particulièrement en termes d'accessibilité et de pédagogie, en le modernisant et en permettant aux citoyens de s'y reconnaître. *In fine*, ces initiatives visent à renforcer la confiance du peuple envers les institutions représentatives et envers les hommes et les femmes politiques qui l'incarnent.

## VOXE.ORG



Fondée à l'occasion de l'élection présidentielle française de 2012 pour permettre de comparer les programmes des différents candidats, à l'aide d'une application en ligne, l'association Voxe.org diffuse plus largement des informations neutres et accessibles sur le débat public, en ciblant plus spécifiquement les 18-35 ans.

En développant via son site internet une boîte à outils intégrant un « chatbot » (ou « agent conversationnel »), un comparateur de programmes électoraux, des ateliers d'éducation civique et politique et une newsletter, Voxe.org est un des principaux artisans de la « civic tech » en France et un membre actif du collectif Démocratie ouverte ainsi que des Halles civiques<sup>6</sup>.

Connu pour ses applications de comparateur de programmes pendant les campagnes électorales, Voxe.org a élargi ses champs d'action pour intervenir dans le cadre de plusieurs événements publics ou sommets internationaux, comme la COP 21, en proposant une comparaison des positionnements des partis politiques français dans différents champs.

Cet élargissement s'est également opéré au niveau international en couvrant depuis sa création 26 élections en Europe, en Afrique ou sur le continent américain et en étant présent dans 19 pays.

Le comparateur de Voxe utilise une technologie *open source* (c'est-à-dire dont le code source est ouvert) et exporte ses données sur le portail de données ouvertes : [data.gouv.fr](http://data.gouv.fr)

■ Dans le second cas, les collectifs se placent en opposition plus radicale avec le fonctionnement politique et institutionnel actuel. Il s'agit alors pour eux de déstabiliser, voire de « hacker », le système politique via les élections ou la pression populaire. Il vise à une réappropriation des institutions de la

<sup>6</sup> Tiers-lieu consacré à l'expérimentation de nouvelles pratiques de démocratie participative et du débat public. La Halle civique est située à Paris dans le Pavillon du parc de Belleville. Cet espace collaboratif créé en 2018 est dédié à l'ensemble des acteurs de la participation citoyenne et de l'innovation démocratique à Paris.

démocratie par des candidats citoyens « non professionnels » et utilise pour cela les circuits de la campagne électorale pour remettre en débat les principes d'une démocratie représentative élargie. L'opposition n'est donc pas frontale, mais vise bien plus à faire advenir un nouvel ordre politique, sans détruire le précédent, en intervenant directement de l'intérieur. Les collectifs s'appuient ainsi sur les ressources, les réseaux, et les modes de fonctionnement des processus électifs pour mieux le transformer. La démarche la plus connue consiste par exemple à faire élire des représentants citoyens à l'assemblée, à la manière du collectif Ma Voix (voir encadré), afin d'obtenir un poids significatif, tant dans l'espace médiatique que dans les assemblées parlementaires. Ces mouvements refusent la personnalisation, la représentation et développent des expérimentations de démocratie directe en faisant élire des citoyens volontaires, formés et tirés au sort, qui voteront durant leur mandat selon les choix et décisions de leurs électeurs.

## MA VOIX

Né en septembre 2015, le mouvement Ma Voix se donne pour objectif de « hacker l'Assemblée nationale » en faisant élire des citoyens volontaires, formés et tirés au sort, afin de faire entrer la démocratie participative directement au Parlement.

Pour cela, le collectif entend former ses membres volontaires à l'activité de député. Une fois ceux-ci formés, un tirage au sort interne permettrait de présenter plusieurs d'entre eux aux élections législatives, qui auraient pour objectif d'exercer la fonction de député en tentant d'insuffler une méthode de démocratie directe par la prise en compte systématique de l'avis des citoyens à chacune des étapes de l'écriture des lois.

Plusieurs étapes ont été envisagées pour cela par le collectif : à la suite d'un projet de loi soumis à l'Assemblée nationale par le gouvernement, le collectif organise un débat en ligne pour donner la possibilité aux citoyens d'exprimer des opinions différentes sur le projet. À l'aide d'une plateforme de vote, chaque citoyen exprime ensuite son avis sur les lois. À la suite de cette consultation en ligne, les députés du collectif sont chargés de relayer proportionnellement, lors du vote à l'Assemblée, les décisions des citoyens : par exemple, dans l'hypothèse de dix députés MaVoix siégeant à l'Assemblée et d'un résultat du vote en ligne de 60 % en faveur du projet de loi, six députés seraient chargés de voter en faveur du projet et quatre autres de s'y opposer.

## PRIMAIRE.ORG

Créé à l'occasion de l'élection présidentielle de 2017, LaPrimaire.org est un collectif d'expérimentation démocratique visant à organiser sur Internet une élection primaire ouverte à tous les citoyens afin de désigner un candidat à l'élection présidentielle. Partant du constat d'un manque de représentativité des formations politiques françaises, cette initiative s'inscrit dans une volonté de remise en cause des partis traditionnels et d'un accès plus direct et horizontal au mandat électif.

La désignation du candidat se déroule en plusieurs étapes. En premier lieu, les candidats potentiels doivent au préalable réunir 500 supports de citoyens sur la plateforme. Les candidats qualifiés échangent ensuite sur différents sujets avec les participants de LaPrimaire.org, lesquels auront la charge de donner leur appréciation sur plusieurs lots de candidats (désignés pour chaque votant de manière aléatoire) par un système de notation. Les cinq candidats retenus par ce « jugement majoritaire » sont ensuite invités à participer à une rencontre avec les citoyens dans le cadre de « tables rondes participatives », permettant de faire ressortir un candidat vainqueur à la suite d'un nouveau jugement majoritaire.



## 4.5. Citoyens autonomes et participation active

Parmi les collectifs d'expérimentation démocratique, on retrouve également des projets d'innovation auto-organisés qui visent à intervenir dans le champ de l'action plutôt que dans le domaine plus théorique de la décision. Ces collectifs se caractérisent par des initiatives pragmatiques menées dans l'objectif de modifier certains comportements citoyens afin de faire advenir dans la société une émancipation collective à même ensuite de transformer le rapport entre gouvernants et gouvernés. Si ces collectifs partent du principe que la démocratie participative implique des rapports inégalitaires au pouvoir, ce n'est pas aux élus de transformer l'organisation de la société, mais aux citoyens d'agir directement sur elle en prônant des valeurs de responsabilité collective en mesure d'agir ensuite sur la décision.

### WARN

Le WARN (*We Are Ready Now*) se définit comme un mouvement d'expérimentation démocratique fondé en 2015 et porté par l'ensemble des adhérents volontaires chargés de prendre collectivement les décisions sous forme d'une gouvernance participative, sans hiérarchie verticale, mais sur le principe d'une « actioncratie »<sup>7</sup>.

Les jeunes volontaires impliqués dans la démarche participent à niveau égal aux prises de décision au cours des SWACs (super week-ends alternatifs à la campagne) organisés une fois par mois. Au cours de ces rassemblements, des temps d'échanges visent à définir les axes de réflexions et les solutions concrètes à apporter aux défis actuels de la société dans les champs liés à l'environnement, la santé, l'emploi, la démocratie, etc.

Les décisions importantes sont mises au vote via l'outil numérique Loomio qui entérine définitivement les orientations choisies. Ces dernières sont suivies et pilotées par un comité appelé le WOP (WARN organise ses projets) qui regroupe les référents volontaires (mais non élus) des projets chargés de veiller à la bonne conformité des décisions prises.



Les initiatives ainsi engagées visent notamment à ancrer les dynamiques de mobilisation au plus près du territoire, sans pour autant en négliger les enjeux globaux, en créant des interactions entre alternatives concrètes sur le plan local et montées en généralité du point de vue des réflexions de fond. Les individus engagés dans ce type de collectif ne conçoivent donc pas la démocratie comme un objet qui leur serait extérieur et dont il faudrait accepter passivement les choix pris par les décideurs. La démocratie est active, pragmatique, quotidienne et son action se fait par la pratique et non par l'idéologie en offrant des modalités d'engagement concrètes pour amener à une prise de conscience plus large. Ces organisations offrent également des formes d'engagement plurielles dont le degré d'implication des participants varie.

<sup>7</sup> L'« actioncratie » se définit comme un mode d'organisation dans lequel le degré de pouvoir accordé à une personne dépend de son investissement et des réalisations produites et non titre qu'il occupe.

## ALTERNATIBA

Alternatiba (« alternative », en basque) est un mouvement citoyen de mobilisation sur le dérèglement climatique œuvrant pour promouvoir et développer des solutions, notamment à travers le village des alternatives, le tour sur des vélos multiplaces pour valoriser les initiatives locales ou encore des actions de désobéissance civile non violente. Il promeut de la sorte des initiatives concrètes qui visent à construire une société durable, tout en s'opposant aux projets qui entravent le développement de cette société.



Dans une ambiance festive et ludique, les membres de l'association réorganisent l'espace public autour de différents enjeux sociétaux (alimentation, économie, agriculture, énergie, éducation, démocratie, etc.) pour permettre au plus grand monde de venir découvrir et partager des solutions concrètes au défi climatique.

Le mouvement s'est notamment fait connaître au cours de l'été 2015 avec « le Tour Alternatiba » effectué par des équipages sur des vélos tandem de 3 et 4 places pour symboliser la transition écologique, la solidarité et l'effort collectif. Partis de Bayonne, ils étaient accompagnés de cyclistes lors de chaque arrivée d'étape, et ont traversé 5 000 km et 6 pays d'Europe. Cette manifestation s'est accompagnée d'événements locaux pour populariser les diverses initiatives et alternatives dans les villes qui participaient au mouvement.

Dans la nébuleuse des civic tech, un certain nombre de collectifs ont ainsi été créés au moment de la COP 21, à l'image de Warn ou d'Alternatiba, afin de contribuer à la réflexion en matière d'initiative citoyenne dans le champ environnemental. Rappelons que l'ambition de la Conférence de Paris était de faire advenir dans le champ politique international des engagements des États afin de limiter les dérèglements climatiques. En parallèle à la COP 21, une conférence de jeunes (COY 11) s'est tenue quelques jours avant la Conférence de Paris et a été l'occasion de fédérer des structures de jeunes agissant directement pour la cause environnementale. Par la suite, certaines d'entre elles se sont repositionnées dans le domaine de l'innovation démocratique en partant de leurs activités fédératrices dans le domaine de la protection de l'environnement pour s'impliquer davantage dans celui du rapport entre la société civile et les élus.

## ESCAPADEMOS

À travers des voyages de découverte réalisés en France et en Amérique latine, les quatre membres de cette organisation se sont donné pour objectif de partir à la découverte, en France et à l'étranger, d'initiatives démocratiques innovantes pour mieux les faire connaître auprès d'un large public. En recueillant des témoignages et expériences de terrain au cours de six mois d'exploration en France, au Pérou, en Colombie, en Bolivie et en Argentine, Escapademos explore le fonctionnement de différents outils participatifs et d'*empowerment* mis en œuvre sur ces terrains internationaux afin d'en comprendre le fonctionnement, le potentiel, les limites et la portée transformative.

Plus globalement, dans l'objectif de diffusion de ces éléments d'analyse et d'observation, l'association vise à faire connaître aux 15-30 ans les initiatives de renouveau démocratique, à partager avec acteurs impliqués dans ce type de démarche les différentes analyses produites, à échanger sur les facteurs de réussite et d'échec dans la mise en œuvre d'initiatives de renouveau démocratique et à mettre en relation des acteurs investis dans le champ.

## 5. Cadrage de l'action et production de sens des collectifs d'expérimentation démocratique

---

Les jeunes militants des mouvements d'expérimentation démocratique sont à considérer comme des acteurs signifiants engagés dans des activités de production de sens auprès des autres membres bien sûr, mais aussi plus largement auprès de leur auditoire ou des observateurs extérieurs, y compris nous-mêmes. Tout comme les médias, le personnel politique, les administrations, ces jeunes militants sont intimement impliqués dans ce que Stuart Hall (2007) nomme « une politique de la signification ». Notre objectif est donc de saisir ici de repérer les enjeux fédérateurs de ces collectifs et la façon dont ils ajustent le sens de leurs actions au contexte politique et social de la mobilisation. À partir de la théorie des cadres<sup>8</sup>, il s'agit ici de rendre compte des coulisses de l'action collective et du travail de signification et de légitimation à travers lequel les collectifs d'expérimentation démocratique tentent d'insuffler dans l'espace public de nouvelles raisons d'agir pour le renouvellement de la démocratie. Ces cadres de l'action collective reposent en effet sur la mise en œuvre d'une « grammaire de la vie publique » (Cefaï, Trom, 2001) qui permet aux militants de convertir les troubles éprouvés dans le fonctionnement de la vie démocratique afin de les doter de formats d'expression acceptables publiquement, c'est-à-dire identifiables par l'opinion publique et par là, susceptibles d'être traités par l'action publique.

Le travail de signification et de construction de sens a été abordé par les spécialistes des mouvements sociaux à travers le verbe « cadrer ». En sociologie, le concept de cadrage, inspiré de la sociologie interactionniste, a été appliqué à de nombreuses recherches sur les mouvements sociaux et l'action collective et a permis un enrichissement substantiel des connaissances sur les mécanismes internes qui sous-tendent les mouvements sociaux. Dans la perspective développée par Erving Goffman (1991, p. 21), les cadres correspondent à des « schèmes d'interprétation » qui permettent aux individus de « localiser, percevoir, identifier et étiqueter » de situations. Ils permettent de donner du sens à des événements et à des situations et remplissent de ce fait une fonction interprétative en simplifiant certains éléments du monde extérieur de manière à élargir le cercle des sympathisants, à mobiliser plus largement des adhérents et des membres potentiels et à obtenir leur soutien. Les cadres de l'action collective sont ainsi constitués de croyances et de significations orientées vers l'action qui participent à légitimer auprès du public les actions engagées.

Le travail de cadrage des collectifs impliqués dans des mobilisations visant à faire advenir un nouvel ordre démocratique implique en effet une « capacité d'agir » (*agency*), dans la mesure où les évolutions des actions engagées sont avant tout liées au travail des organisations de mouvement social et de leurs militants. Il s'agit de ce point de vue d'affiner notre compréhension de la relation entre processus de cadrage et fonctionnement interne des collectifs impliqués dans des démarches d'expérimentation démocratique. Les cadres de l'action collective ne pourraient ainsi se réduire à un

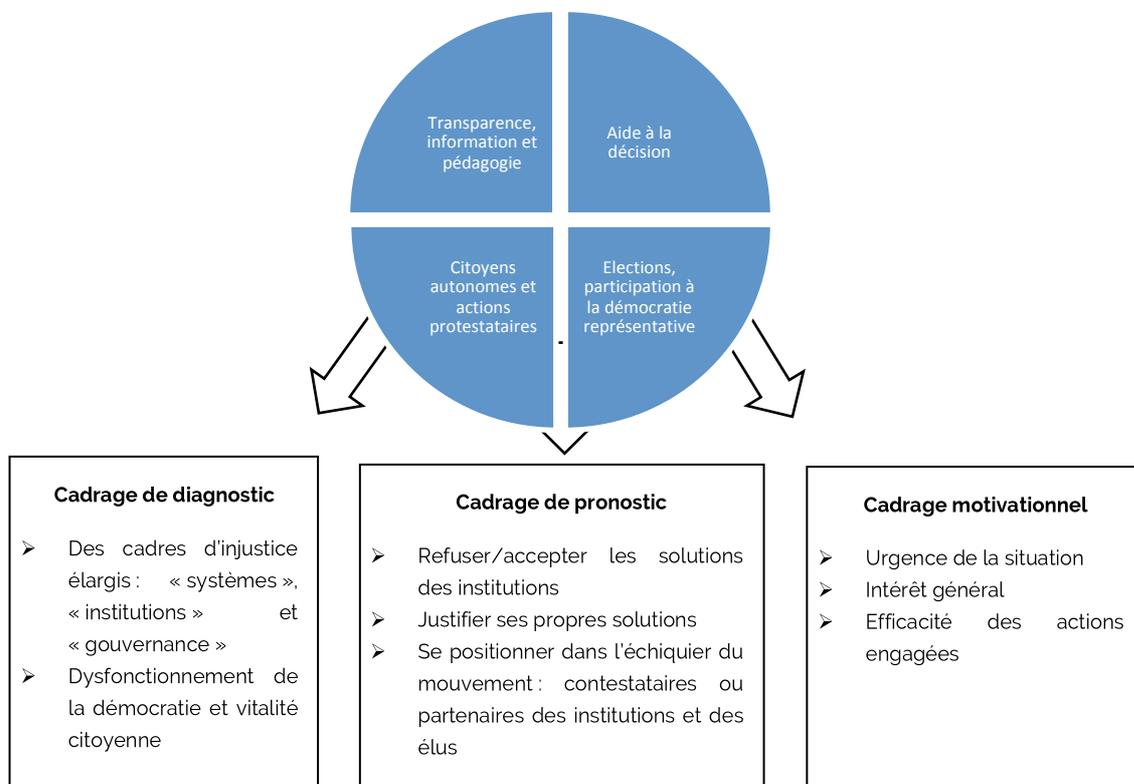
---

<sup>8</sup> Inspirée de la sociologie interactionniste d'Erving Goffman, la théorie des cadres a trouvé des prolongements dans le domaine des mouvements sociaux afin de mettre en évidence le travail de signification produit par des militants dans des actions collectives. Pour Robert Benford et David Snow (2000), « les cadres de l'action collective sont ainsi constitués de croyances et de significations orientées vers l'action qui participent à légitimer auprès du public les actions engagées ».

agrégat d'attitudes et de perceptions individuelles. Ils sont au contraire l'aboutissement de la négociation d'un sens partagé qu'il s'agit ici de mettre au jour (Gamson, 1992).

Nous revenons ici sur trois opérations essentielles des activités de cadrage des collectifs d'expérimentation démocratique : le cadrage de diagnostic, le cadrage de pronostic, et le cadrage motivationnel. Chaque opération exercée dans l'un de ces différents cadres consiste à repérer des voies de consensus pour mieux mobiliser les militants. Tandis que le premier – le cadrage de diagnostic, c'est-à-dire l'identification et l'attribution des problèmes – favorise ou facilite l'accord, le second – le cadrage de pronostic – tend davantage à favoriser l'action et le troisième – le cadrage motivationnel – à mobiliser les troupes autour d'enjeux partagés.

**SCHEMA 2. ACTIVITÉS DE CADRAGE DES COLLECTIFS D'EXPÉRIMENTATION DÉMOCRATIQUE**



## 5.1. Cadrage de diagnostic : nature du problème, causes et responsables

Le cadrage de diagnostic, dont l'objectif pour les membres d'un mouvement consiste à s'entendre sur la définition d'une situation problématique, sur le repérage de ses responsables et l'identification des victimes, se rapporte plus spécifiquement à ce que William Gamson (1992) a nommé les « cadres d'injustice ». Mais alors que la plupart des travaux entrepris sur cette dimension attirent l'attention sur la manière dont les mouvements identifient les « victimes » d'une certaine injustice, voire amplifient leur victimisation pour mieux élargir le cercle des potentiels adhérents concernés par le problème, la

problématique de la démocratie est sans doute trop vaste pour cibler de manière consensuelle un groupe d'individus plus durement affectés par certains de ces dysfonctionnements.

Cette situation ne signifie pas que les protagonistes d'un mouvement d'expérimentation démocratique ne parviennent pas à s'accorder sur la définition du problème et de ses enjeux, mais que la connotation théorique et, sous certains points, abstraite et philosophique de la démocratie se distingue fortement des enjeux habituellement plus concrets qui incitent des militants à se mobiliser pour une cause à défendre. Les « victimes » directes et indirectes d'un modèle démocratique défaillant étant en effet difficilement représentables, et les responsables de ces imperfections tout aussi difficilement saisissables, les mécanismes déployés par ces organisations pour étendre la portée de leur mobilisation obéissent à des règles propres qui se distinguent par bien des points des ressorts habituels de la mobilisation collective :

« Nous nous apercevons qu'il est parfois compliqué d'arriver avec la porte d'entrée démocratie en tant que telle et de parler de méthodes de gouvernance, parce que l'on tombe très vite sur des questions de procédures et de procédés. Cela sera assez abstrait et éloigné du quotidien de bon nombre de personnes. Pourtant, c'est le travail que nous essayons de faire, c'est-à-dire partir de choses qui concernent les uns et les autres, et tirer le fil pour montrer à quel point, derrière, c'est une vraie question de gouvernance et de démocratie, de méthodes et d'outils, de manière de prendre les décisions et de mettre en œuvre des actions. Ce qui fonctionne bien, c'est partir de la révolte des gens. Il s'agit de partir de ce qui fait de la contestation à un endroit. C'est ce qui mobilise. Il y a un vivier de mécontentements, mais aussi de créativité sur la manière d'exprimer le mécontentement et de transformer cela en logique plus constructive. C'est la stratégie de certains membres. » **(Paul, 35 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ de la participation et l'aide à la décision.)**

Le moteur de l'action trouvant ses origines dans un ressenti collectif d'insatisfaction relativement impersonnel, les différents mouvements d'expérimentation démocratique conçoivent les « cadres d'injustice » de manière large et souple comme un mode d'interprétation, préliminaire à une protestation, produit par des acteurs qui définissent comme arbitraires les actions d'une autorité. Dans la mesure où les mouvements d'expérimentation démocratique cherchent à intervenir sur un fonctionnement démocratique considéré comme problématique, la cible de leur action dépend pour une large part de l'identification de la nature du problème et des responsabilités. Les entretiens réalisés auprès d'une diversité d'acteurs engagés sur le terrain de l'innovation démocratique révèlent une pluralité de points de vue entre les différentes organisations. Cette composante des cadres de l'action collective peut d'ailleurs être source de controverses au sein du mouvement. Les différents collectifs d'expérimentation démocratique peuvent en effet être divisés à la fois sur la nature du problème, mais aussi sur l'attribution de sa cause.

Du point de vue de la nature du problème, un certain nombre de collectifs se refusent d'employer l'expression consacrée de « crise démocratique », voyant dans le mouvement actuel le signe au contraire d'une vitalité citoyenne qui cherche à questionner autrement le lien entre élus et citoyens. Pris dans une situation complexe où il s'agit à la fois de constater un dysfonctionnement et de voir dans ces imperfections les conditions d'émergence d'une possible vitalité citoyenne, ces collectifs cherchent à trouver un point d'équilibre pour le moins fragile. Le modèle démocratique actuel est considéré comme inadapté dans une société post-moderne dans laquelle les citoyens cherchent à participer davantage, mais autrement, aux affaires de la cité :

« Le constat comme quoi notre système démocratique tel qu'il est aujourd'hui n'est pas efficace et ne répond plus aux attentes et aux besoins des citoyens est partagé par un très grand nombre de gens. Même les moins ouverts sur ces questions-là ne peuvent pas dire que tout va bien. Le constat est déjà partagé,

même par les élus eux-mêmes, même parfois par ceux qui sont les plus réticents à mettre en place de nouveaux outils de participation [...]. Mais je crois que c'est déjà un bon point de départ et nous pourrions parler de démocratie quand ceux qui étaient censés l'incarner et la mettre en œuvre aujourd'hui décident de trouver des solutions ensemble aux problèmes. C'est sur cette base qu'il sera ensuite possible de faire revenir autour de la table ceux qui ont disparu, les citoyens qui n'y croient plus, qui ne votent plus ou qui votent, mais uniquement pour déstabiliser le système actuel. » **(Paul, 35 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ de la participation et l'aide à la décision.)**

« J'ai l'impression que par "crise démocratique", on entend le fait qu'il y a de plus en plus de gens qui s'abstiennent ou qui votent pour des partis extrêmes. On fait souvent référence aux institutions, mais encore une fois, pour moi, les institutions sont une toute petite part de la démocratie. À partir du moment où la démocratie veut dire "manière de faire et d'être en société", qu'est-ce que cela veut dire la "crise démocratique" ? Si on élargit le sens de la démocratie, il n'y a pas de crise, au contraire, il y a des attentes très très fortes. » **(Lucie, 31 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ de l'information, de la transparence et de la pédagogie.)**

À rebours d'un certain nombre d'analyses qui voient dans la forte abstention des électeurs à chacune des élections ou dans le succès grandissant de certains partis populistes xénophobes le signe d'un déclin démocratique, plusieurs membres de collectifs considèrent que cela est l'expression d'un désir frustré, de participer aux débats démocratiques actuels, mais dans des configurations rigoureusement renouvelées. Ce ne sont pas les citoyens qui sont alors pointés comme responsables de la désaffection actuelle, mais un « système », des « institutions », des « gouvernances » qui ne correspondraient plus à leurs attentes et qui annihileraient toute possibilité de controverse ou empêcheraient les avis opposés d'être réellement pris en compte :

« Nous devons casser finalement la pyramide qu'il y a dans le système. C'est vraiment ce qui manque aujourd'hui. C'est la capacité à débattre, à prendre les décisions de manière coopérative et la capacité à gérer les conflits. En France, le conflit est mal vu. Les institutions actuelles le rejettent. C'est quelque chose qu'il faut fuir. Nous avons dit de nombreuses fois que le conflit était très bien et qu'il en fallait. La question est de savoir de quelle manière tu le gères. C'est quelque chose que nous n'apprenons pas dans le monde politique. Je n'ai jamais appris à gérer un conflit à Sciences Po par exemple. Pour moi, c'est la base du débat. » **(Giulia, 29 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ des civic tech.)**

« En fait, quand tu penses "citoyen", tu penses forcément à participer à des consultations, à aller à des rencontres pour des délibérations, etc. Mais je pense qu'il faut aller au-delà de cela. Selon moi, aller donner des vêtements pour des réfugiés est tout aussi important que d'aller à une réunion de quartier pour décider de la place d'un rond-point. Il faut redonner la même valeur à ces deux choses. Le politique, c'est bien au-delà que simplement les institutions publiques. Tout le monde fait de la politique. Du coup, je ne vois pas pourquoi l'on cantonne à chaque fois la démocratie à juste quelque chose de circonscrit aux institutions publiques et qui aide la décision publique. Un exemple que je trouve dingue et dont on ne parle jamais, c'est que les agences de l'eau, les organisations publiques qui gèrent l'eau dans les départements, ont 1 % de leur budget qui doit être dédié à l'aide au développement international. Personne ne le sait, et on n'en parle jamais, car cela ne correspond pas aux politiques telles qu'on le conçoit. En fait, ce sont vraiment des choses qui changent le monde et dont on ne parle pas. Le politique, c'est justement tout ce qui tient à changer le monde ou à le garder tel qu'il est. » **(Martina, 33 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ des civic tech.)**

Les termes génériques employés pour évoquer la situation actuelle d'un déficit démocratique sont suffisamment vastes et englobants pour trouver un accord commun sur la nature du problème. Mais dans le même temps, placer le « système » ou les institutions au centre de la problématique en les désignant comme les principaux responsables des dysfonctionnements démocratiques actuels implique aussi de ne pas déresponsabiliser les citoyens qui doivent rester, pour la plupart des militants

de notre enquête, au cœur de la discussion. Là encore, la marge de manœuvre peut rapidement sembler étroite entre le fait de désigner les institutions comme responsables de la situation actuelle et la nécessité de replacer au centre de l'échiquier les citoyens :

« Il est vrai qu'il y a une crise de confiance à ce jour dans nos représentants politiques, liée au fonctionnement de nos institutions. Mais il n'y a pas qu'un problème institutionnel. C'est aussi à cause de notre fonctionnement à nous, à la conception que nous nous faisons de la démocratie. Je pense que nous, en tant que citoyens, nous leur avons un peu trop délégué les choses, comme si c'était devenu une profession, alors que cela n'en est pas une. » **(Gabriel, 24 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ de la participation et l'aide à la décision.)**

« Pour nous, la politique justement, c'est étymologiquement la gestion des affaires de la cité. Elle ne se réduit donc pas aux institutions. C'est la "place publique". Nous voulons sortir de la notion formelle pour rappeler que c'est à chacun de nous, chaque jour, d'agir pour le bon fonctionnement de notre pays. » **(Laura, 31 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ de la participation et l'aide à la décision.)**

À l'intersection des institutions et des citoyens, les collectifs qui orientent leurs activités militantes du côté des démarches pédagogiques auprès des citoyens situent d'abord la cause d'un dysfonctionnement démocratique dans les inégalités sociales, territoriales, de sexe, d'âge ou d'origine ethnoraciale. Le constat partagé par ces militants est double : d'abord celui d'une complexification accrue du système politique français ; celui ensuite d'une mise à l'écart de ceux qui sont les plus éloignés des processus de décision, en priorité les catégories populaires et les jeunes.

« Mais comment voulez-vous que celui qui n'a pas fait l'ENA ou Science Po comprenne le fonctionnement de nos institutions, saisisse les enjeux de la vie publique et du coup s'investisse et participe aux discussions ? On participe et on s'engage quand on sait déjà pourquoi on le fait. Alors si on ne sait pas comment tout ce système fonctionne, comment voulez-vous que les personnes les plus en retrait, celles qui sont le plus en difficulté et qui considèrent qu'elles ont d'autres priorités, participent à la décision ? Elle ne le fera pas, et du coup ce sera celui qui a fait des bonnes études, bien éduqué, classe supérieure, Blanc, beau quartier... qui le fera à sa place. Si le fonctionnement de la démocratie doit changer, c'est d'abord vers sa simplification qu'il faut aller pour élargir son accès au maximum et qu'on aille réellement vers plus de diversité. La démocratie c'est avant tout la diversité. » **(Raphaël, 22 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ de l'information, la transparence et la pédagogie.)**

À ces inégalités d'accès s'ajoute par ailleurs, dans une période marquée par une démultiplication des canaux d'information et, dans le même temps, par la consolidation des « bulles d'opinion », la difficulté pour les citoyens d'obtenir une information claire, neutre, et exhaustive. La mise en place d'algorithmes dans les réseaux sociaux pour filtrer les informations et les ajuster au profil de l'utilisateur conduit à ignorer les avis divergents et, de ce fait, à limiter le processus démocratique. Ce ne sont alors ni les citoyens ni les institutions qui se trouvent responsables d'un dysfonctionnement démocratique, mais le secteur des médias de façon générale, et celui des réseaux sociaux de manière plus spécifique :

« Le deuxième impact que nous allons chercher, c'est le fait de sortir de sa bulle d'opinion, la « *filter bubble* » en anglais. Notamment avec les algorithmes Facebook, aujourd'hui, nous avons tendance à voir que ce sur quoi nous sommes déjà d'accord. Plus on aime un type de contenu, plus Facebook nous en proposera et masquera au fur et à mesure les contenus sur lesquels nous ne sommes pas d'accord. Au final, nous allons être dans une bulle d'opinion, c'est-à-dire entourés de gens qui pensent exactement comme nous, tout en pouvant avoir l'illusion que l'ensemble de la société pense ainsi. Nous nous sommes rendu compte que sur nos lecteurs peut-être un peu plus âgés, des lecteurs qui ont des opinions arrêtées sur différents sujets, ils développent en fait une curiosité pour le point de vue adverse, et ils se rendent compte que cela fait dix ans qu'ils n'ont pas entendu quelqu'un défendre un argumentaire du point de vue adverse. C'est intéressant, car nous avons développé une certaine curiosité chez ces lecteurs qui ont envie de voir ce que diront les autres. En effet, ils sont tellement dans une bulle d'opinion bien ficelée, hermétique et très étanche qu'ils n'ont même pas conscience que d'autres arguments peuvent être

valables de l'autre côté.» **(Jules, 29 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ de l'information et de la pédagogie.)**

Si l'ensemble des jeunes militants rencontrés s'accordent sur la problématique actuelle entendue en termes de « déficit démocratique », de « dysfonctionnement », ou encore d'un modèle considéré comme « dépassé », « inadapté » ou « élitiste », les responsables désignés sont en revanche nettement plus divers. Le « cadrage des frontières » désigné par les sociologues américains Alan Hunt, Robert Benford et David Snow (1994) comme un cadrage permettant de définir les adversaires et les partenaires de la mobilisation apparaît plus délicat à déterminer pour l'ensemble des acteurs rencontrés. Ces cadrages antagonistes du mouvement ne sont pas toujours effectifs, comme l'illustrent les mobilisations engagées sur les expérimentations démocratiques dans lesquelles il apparaît ardu de trouver un même responsable pour l'ensemble des griefs constatés, qu'il s'agisse du déficit démocratique, des inégalités d'accès aux processus de décision ou de participation, de l'absence de transparence, etc. :

« Les activités que nous menons visent à faire changer l'ensemble de la société, à transformer tout le monde pour que chacun prenne bien conscience qu'il a son mot à dire. Nous ne partons pas du principe que seuls les élus seraient responsables, les institutions, les administrations, les médias ou même nous-mêmes. Il n'y a pas d'un côté ceux qui veulent tout changer et de l'autre ceux qui veulent le statu quo. La réalité est bien plus complexe, et nous devons faire en sorte d'intégrer cette complexité dans nos activités. » **(Louise, 24 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ de l'information et de la pédagogie.)**

« La plupart des organisations qui travaillent sur la démocratie, toutes auront un regard différent. On ne désigne jamais les mêmes responsables, c'est clair, parce que justement on ne fait pas tous la même chose et qu'on n'intervient pas sur les mêmes questions.. Je veux dire, on ne peut pas s'arrêter sur un seul problème, on ne peut pas dire que seul l'accaparement du pouvoir par quelques-uns est le nœud du problème. Le nœud du problème ce n'est pas que ça. Déjà pour faire un nœud, il faut plein de bouts de fil ! Il faut intervenir sur chacun de ces fils pour trouver éventuellement une solution. » **(Mila, 33 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ de l'information et de la pédagogie.)**

Il peut exister de ce point de vue un accord sur la nature du problème, mais des divergences sur sa cause entre les composantes cognitives et affectives des cadres antagonistes de ces militants. Ces divergences sont aussi des marqueurs permettant de définir plus efficacement le mouvement. Elles peuvent donc être volontairement exacerbées par certains militants pour donner une visibilité plus forte aux actions engagées et se démarquer des autres collectifs dans un espace militant fortement concurrentiel.

## 5.2. Cadrage de pronostic : proposer des solutions avec ou sans les institutions et les élus ?

Le cadrage de pronostic vise à définir les solutions préconisées aux problèmes identifiés préalablement au cours du cadrage de diagnostic. Comme pour d'autres activités de cadrage de l'action collective, le cadrage de pronostic s'effectue dans une arène où gravitent les différentes organisations formant l'économie générale du mouvement d'expérimentation démocratique, allant des contradicteurs jusqu'aux partenaires du mouvement, en passant par les cibles d'influence, les médias et les auditoires auxquels ces différents protagonistes s'adressent. Plusieurs stratégies peuvent ainsi être déployées pour définir les voies d'amélioration et les initiatives engagées par ces groupements

d'expérimentation démocratique : réfuter les solutions préconisées par les « responsables » de la situation ; justifier ses propres solutions ; se positionner dans l'échiquier du mouvement.

## Réfuter ou accepter les solutions des institutions

Dans certains cas, proposer des alternatives visant à améliorer les processus démocratiques et les relations entre élus et citoyens passe préalablement par la critique des méthodes proposées par ceux qui constituent justement le cœur de cible du mouvement. Les élus ne sont de ce point de vue pas en reste en matière de propositions pour surmonter la défiance régulièrement constatée et pour renouveler les processus de décision. Mais, dans un contexte où les initiatives visant à élargir le champ d'application de la participation des citoyens se sont profondément démultipliées, notamment au niveau des collectivités afin d'impliquer davantage les citoyens aux décisions prises et redonner un nouvel élan aux débats publics (Lardeux, 2015), les critiques formulées par plusieurs collectifs se sont concentrées sur l'institutionnalisation croissante de cette pratique démocratique sous forme de techniques standardisées, le plus souvent organisées et contrôlées par une autorité politique ou administrative et non par les citoyens eux-mêmes (Mazeaud *et al.*, 2012). Cette « procéduralisation » croissante a conduit plusieurs mouvements d'expérimentation à souligner les limites de ces initiatives, notamment en termes de risque d'instrumentalisation par les initiateurs de la participation.

« On ne peut pas ignorer le fait que les élus s'intéressent à cette question de la participation des citoyens, tentent de faire venir auprès d'eux, des citoyens qu'ils ne voient pas ou plus, tentent de les impliquer davantage aux décisions [...]. C'est une démarche louable, mais c'est une démarche à double tranchant. Soit c'est fait avec un vrai esprit démocratique, soit c'est purement électoraliste pour tenter de montrer qu'ils comprennent les enjeux actuels et ça finira bien par leur servir un moment ou à un autre. Peu importe si ça fonctionne ou pas, l'essentiel c'est d'avoir mis un peu de participation et le tour est joué. Et ça, c'est à double tranchant parce que soit ça marche et c'est génial, soit c'est fait dans un mauvais esprit et ça peut clairement se retourner contre nous. Il ne faut pas prendre les gens pour des idiots. On ne peut pas leur demander de passer du temps sur un truc et leur dire ensuite que ça n'a servi à rien, tout simplement parce que le désaveu sera encore plus fort et qu'ils ne reviendront plus jamais. » (Stéphanie, 28 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ de la participation et l'aide à la décision.)

Ces observations rejoignent par ailleurs l'analyse de plusieurs spécialistes de la participation. Selon Alice Mazeaud (2010) par exemple, si l'on définit à la manière de Giorgio Agamben le dispositif comme « tout ce qui a, d'une manière ou d'une autre, la capacité de capturer, d'orienter, de déterminer, d'intercepter, de modeler, de contrôler et d'assurer les gestes, les conduites, les opinions et les discours des êtres vivants » (Agamben, 2007, p. 31), le risque est grand de voir la participation réduite à un simple instrument de gestion ordinaire des conflits en renforçant les positions des acteurs déjà reconnus. Selon certains militants, lorsque ces initiatives sont issues d'une politique initiée et conçue de manière unilatérale par l'administration, les dispositifs institués passent le plus souvent à côté de multiples formes de participation citoyenne plus souterraines et informelles qui se déploient par ailleurs. Ces politiques incitatives peuvent également se limiter à la simple circulation d'informations ou sur des actions déjà décidées ; elles peuvent chercher l'assentiment de la population sur des projets ou des politiques données, ou empêcher l'expression du conflit et du pluralisme qui reste silencieux dans un ordre politique considéré comme sclérosé.

Les dispositifs de participation initiés au niveau institutionnel, aux formes tantôt stabilisées tantôt labiles selon les dynamiques que souhaitent leur donner ces initiateurs, seraient pour de nombreux jeunes interviewés essentiellement « décoratifs », contribueraient à reproduire des logiques classiques de la

domination politique et n'auraient en réalité aucune influence sur le cours de la décision. Pour plusieurs collectifs de notre échantillon, il s'agit en effet de ne pas succomber aux illusions de ré-enchantement politique, dans la mesure où ces outils ne sont en réalité pas réellement opérants en termes de redistribution de pouvoir, et certains peuvent apparaître comme des éléments de décor d'une scène dont le contenu est déjà connu à l'avance.

Dans tous les cas, les formes d'association des citoyens aux décisions et aux débats publics se multiplient, révélant une transformation profonde des modes de production de l'action publique. Cette production nouvelle de dispositifs s'accompagne d'une professionnalisation accrue du secteur avec des collectivités incitées à recourir de plus en plus souvent à des consultants extérieurs pour organiser et animer les dispositifs participatifs. Elles ont par ce biais contribué à l'émergence d'un véritable « marché de la participation » (Bonaccorsi, Nonjon, 2012) dans lequel les associations d'expérimentation démocratique, trop souvent considérées selon leurs membres comme subversives ou militantes, se trouvent toutefois souvent mises à l'écart. Composé initialement en grande partie de militants de l'éducation populaire, de travailleurs sociaux ou de chargés de mission, le milieu de la participation s'est progressivement ouvert à de nouveaux profils professionnels engagés pour leur capacité à produire de la « médiation » et à organiser le débat public et l'arbitrage entre des cultures de travail très diversifiées.

Ce « nouvel esprit de la démocratie » pour reprendre la formule de Loïc Blondiaux (2008) marque une évolution substantielle des pratiques politiques contemporaines avec une floraison de différents types d'acteurs intervenant dans la prise de décision, l'ouverture de nouveaux espaces d'interlocution, ou encore la consécration, sur le plan des politiques publiques, d'un « impératif participatif » qui passe par l'élaboration de nouvelles procédures d'intervention de la société civile. Mais, pour un certain nombre de militants engagés dans des collectifs d'expérimentation démocratique, se pose toutefois la question de savoir si certains dispositifs ne contribueraient pas à définir tout à la fois le public et les formes de participation « légitimes », réduisant par là même la portée de telles actions. En quoi désarmeraient-ils ceux au nom desquels ils sont pourtant mis en place ? Le tropisme procédural opéré pourrait ainsi conduire les opérateurs à désertier les coulisses et les interstices de la participation malgré l'existence, en dehors de toute institution, de pratiques démocratiques informelles :

« Si je prends l'exemple de la ville de X, ils ont voulu mettre en place plus de participation. Ils se sont mis à un moment donné autour d'une table, ils se sont dit : "On va faire venir la société civile et on va discuter ensemble de ce qui est bien pour notre ville." Sauf que pour eux, la société civile, ce sont les grosses structures dans lesquelles on retrouve dans les conseils d'administration les élus qui décident justement de faire plus de participation. Et là on se mord la queue. Et une fois encore ce sont ceux qui sont les moins visibles qui passent à la trappe. » (Jade, 35 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ des civic tech.)

Des antagonismes peuvent apparaître entre les collectifs sur les critiques adressées, dans la mesure où certains y voient aussi l'occasion de participer aux nouvelles discussions engagées : certains se positionnent du côté institutionnel, voyant dans les dispositifs de participation initiés par les administrations ou les collectivités un instrument de modernisation de la gestion publique, de gouvernance de l'action publique :

« On ne va pas se mentir, c'est une excellente chose que les collectivités, les institutions, les administrations... se disent qu'il faut gouverner autrement, que le pouvoir, il est partagé entre tous les citoyens, et que chacun à sa place. On peut penser que ça demande du temps et que ça ne sert à rien, mais en réalité, on en gagne énormément car quand tout le monde est impliqué et joue le jeu alors les

décisions sont appliquées beaucoup plus rapidement. » (Lina, 20 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ de l'information et de la pédagogie.)

Les autres se plaçant du côté des impacts sociaux, soulignant la capacité d'émancipation que cette participation suppose en l'abordant dans son rapport à la lutte contre les injustices sociales et pour l'égalité :

« La démocratie, c'est le pouvoir de tous, par tous, pour tous. Et dans ce "tous" il y a toute la diversité, toutes les classes, toutes les origines [...]. Je crois que si on met en place plus de pratiques participatives, plus d'initiatives citoyennes, alors on aura plus de chances de trouver un peu plus de diversité que ce n'est le cas en ce moment. » (Nora, 29 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ des innovations auto-organisées.)

Entre les deux, entre la procédure institutionnelle et les impacts sociaux et sociétaux, un certain nombre de jeunes militants situent l'enjeu prioritaire de la participation dans sa capacité à légitimer la décision et à améliorer l'ordre social en le démocratisant.

« Une décision est acceptée qu'à partir du moment où elle a été discutée. Et pour qu'elle soit discutée, il faut faire un travail d'information et ensuite sur la base de cette information, faire en sorte que les citoyens dialoguent entre eux, discutent, débattent sur la façon dont ils voient les choses. Moi je pense personnellement qu'on ne pourra jamais lutter contre la défiance actuelle sans impliquer beaucoup plus fortement les citoyens aux décisions qui les concernent directement. » (William, 23 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ de la participation et l'aide à la décision.)

Plutôt qu'une « délégation de pouvoir » qui supposerait dans un cadre de « codécision » effectif, l'occupation d'une position majoritaire des citoyens dans l'instance de décision, ou d'un « contrôle citoyen » où les décisions relèveraient directement de la société civile, il s'agit bien plus d'une redistribution des pouvoirs qui, sans remettre en cause les hiérarchies et les relations verticales entre citoyens et élus, contribue toutefois à réduire les distances entre les deux polarités. Il s'agit toutefois pour les collectifs d'expérimentation démocratique, souvent (mais pas toujours) écartés des discussions engagées par les institutions, de trouver une position alternative à faire valoir auprès du public, en s'affichant non pas seulement en opposition aux alternatives venues des institutions, mais en se prévalant comme nouvelles forces de proposition.

## Justifier ses propres solutions et anticiper les attaques à venir : contre-cadrage

Dans la mesure où les activités militantes des collectifs d'expérimentation démocratique s'exercent dans une arène politique concurrentielle, où circulent une multiplicité d'acteurs engagés dans des relations de pouvoir, il n'est guère surprenant que l'activité de cadrage de pronostic implique de prévenir d'éventuelles manœuvres visant à limiter la force de frappe du mouvement. Plusieurs militants nous ont en effet fait part de l'attitude parfois « malveillante » de la part d'élus, pourtant engagés dans des réflexions de renouvellement démocratique, mais dans un sens qui peut parfois se trouver fortement opposé aux intentions des collectifs. L'enjeu est alors d'anticiper et de prévenir les tentatives de court-circuitage visant davantage à asseoir les positions des « décideurs » qu'à amplifier la discussion et les prises de décision à des cercles élargis. Cette opération appelée « contre-cadrage » (Benford, Snow, 2012) peut affecter les orientations initiales du mouvement dans la mesure où les organisations sont amenées à s'ajuster aux solutions préconisées par les représentants de la démocratie représentative.

Devant la diversité des positions à l'égard de ce renouvellement démocratique opéré par le haut, ces initiatives institutionnelles poussent les différents collectifs à élaborer des solutions et des stratégies plus claires, mais aussi à anticiper les éventuelles attaques de ceux qui ne souhaitent pas nécessairement leur succès, notamment « ceux qui souhaitent le *statu quo* en termes de redistribution de pouvoir entre citoyens et élus » (Harry, 22 ans), dans la mesure où ils auraient sans doute plus à perdre qu'à gagner dans un système politique marqué par un mode de fonctionnement plus horizontal :

« Les partis politiques ne nous voient pas d'un bon œil. Typiquement, à un moment donné, à la primaire citoyenne, [ils – nom d'un-e candidat-e et de son parti –] n'ont rien fait au final, ils sont venus vers David et lui ont dit : "On aimerait bien rentrer dans le processus, mais vous donnez tous les fichiers de tous les inscrits de la plateforme et vous changez les règles de la plateforme." Ils voulaient inscrire le mouvement dans une logique partisane. Ils voulaient l'instrumentaliser dans le cadre de leur parti pour avoir une légitimité citoyenne. Il y a aussi eu des tentatives d'attaques informatiques. En fait, ils nous ont pris un peu pour des "amateurs", alors qu'ils sont plus "amateurs" que nous. Dès qu'on parlait à des personnalités politiques qui commençaient à être gradées dans une hiérarchie partisane, la discussion ne s'enclenchait pas. » **(Charles, 22 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ des civic tech.)**

Pour plusieurs collectifs d'expérimentation démocratique, plus particulièrement ceux qui se trouvent dans des logiques plus frontales avec le pouvoir en place et qui ne cherchent pas nécessairement à collaborer avec les institutions existantes, mais davantage à proposer un nouvel ordre démocratique hors du cadre actuel, les attaques dont ils se disent la cible se situent sur différents registres :

■ le **déni d'un dysfonctionnement démocratique** en niant l'existence d'une « défiance » des citoyens à l'égard du système politique actuel :

« Beaucoup n'ont toujours pas pris conscience de la situation. Certains qui sont encore tout fraîchement élus se refusent de dire que la démocratie est en crise, car ça reviendrait à dire qu'ils sont eux-mêmes les représentants de cette crise, ce que tout le monde n'accepte pas forcément. Sans doute aussi ça enlèverait un peu de leur prestige ou ça nuirait à leur image, je ne sais pas. Mais, soit ils sont dans la négation totale, soit ils ne voient effectivement pas l'urgence de la situation, ce qui dénote aussi le peu de compréhension qu'ils ont du monde dans lequel ils vivent. » **(Chloé, 20 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ des innovations auto-organisées.)**

■ les **contre-attributions** en déplaçant les responsabilités et leurs auteurs :

« Je me souviens que [X. – nom d'un maire] m'a dit un jour que l'origine de la défiance, ça ne venait pas d'eux, des élus, mais de nous parce que nous parlions du discrédit de la démocratie représentative, de ses anomalies, etc. Et selon lui, parler de la démocratie sur un mode négatif, c'est être contre elle. Les responsables, du coup, si on peut parler de défiance, c'est nous, ou en tout cas tous ceux qui donnent de la visibilité à ce qui ne marche pas ! » **(Aaron, 23 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ de la participation et l'aide à la décision.)**

■ le **contre-pronostic**, stratégie la plus fréquemment mobilisée, visant, pour les représentants de la démocratie représentative, à présenter en interne d'autres solutions, restreintes uniquement aux acteurs institutionnels ou aux partenaires reconnus comme légitimes par ces mêmes institutions, pour apporter des alternatives.

« Lorsqu'ils ont commencé à réfléchir au dispositif, on s'est dit : "Voilà une belle occasion pour en faire partie !" Tous les sujets sur lesquels on travaille depuis de nombreuses années étaient sur la table [...]. Le problème c'est que les dossiers ont beau être sur la table, les personnes autour ne sont pas forcément ceux qui portent ces initiatives [...]. Oui, on a pris notre téléphone et on a appelé [X.], il a utilisé tout le langage diplomatique pour nous dire tout le bien qu'il pensait de nous, mais la porte ne s'est jamais ouverte. » **(Alex, 34 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ de la participation et l'aide à la décision.)**



divergents. Pour cela, leur mode de fonctionnement se définit prioritairement par l'« action », laquelle vient se situer à l'exact opposé de la « représentation » jugée stérile, absconse et sans réelle portée sur les citoyens :

« Nous nous définissons un peu comme une "actioncratie". Nous sommes vraiment dans cette idée que si tu agis, alors tu es la bonne personne pour prendre des décisions. Comme ces *pools* de personnes changent, tu peux être plus ou moins actif. Tu es cependant la bonne personne pour faire avancer certains projets. Dans cette actioncratie, les personnes les plus actives se retrouvent autour d'un organe. C'est une sorte de conseil d'administration réunissant tous les porteurs de projets et les membres les plus actifs du mouvement qui le font avancer de manière pragmatique. Ils ne prennent pas de grandes décisions dans le mouvement, mais disent : "Nous avons une direction à prendre. Comment devons-nous l'organiser ?" Cette instance est donc très organisationnelle. À côté de cela, nous organisons des weekends alternatifs à la campagne où nous aurons plein de monde qui vont arriver pour passer le weekend ensemble. Ils prendront de bonnes décisions pour le mouvement. Cela signifie que tu as à la fois des membres très impliqués depuis longtemps et des nouveaux qui font avancer ensemble le mouvement. Au milieu de tout cela, tu as des outils en ligne pour que chacun puisse donner son avis sur notre fonctionnement. » **(Vincent, 28 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ des innovations auto-organisées.)**

## Se positionner dans l'échiquier du mouvement : contestataires ou partenaires ?

Nous l'avons souligné dans la partie relative au cadrage de diagnostic, un accord sur la nature du problème n'aboutit cependant pas automatiquement à un consensus sur la cause de ce problème. Si tous les collectifs partagent le constat d'un affaiblissement démocratique, entendu en termes de « défiance », de « crise », de « dysfonctionnement », les avis divergent sur les responsabilités engagées, les uns considérant que la responsabilité provient principalement des « institutions » de la démocratie représentative, accusées de laisser un espace trop restreint aux citoyens ; les autres considérant que la distance constatée est d'abord liée à un désintérêt des citoyens qu'il s'agit d'impliquer davantage par des actions de pédagogie ou de sensibilisation à la « cause démocratique ».

Le cadrage de diagnostic distinguant différentes causes au problème, les solutions préconisées tendent également à se fractionner autour de deux pôles – les « contestataires » et les « partenaires » – marqués par des degrés très différents de proximité avec les institutions de la démocratie représentative. Schématiquement, les « contestataires » défendent l'idée que le renouvellement démocratique auquel ils aspirent implique de faire table rase du modèle actuel. Les « partenaires » se situent davantage dans une logique de coopération avec les institutions en place pour les accompagner dans leur démarche d'innovation.

Les « contestataires » se placent en opposition au fonctionnement politique et institutionnel actuel et visent, par leurs actions, à déstabiliser le système via la pression populaire. Le mouvement le plus médiatique reste à cet égard Nuit debout, dont l'ambition était d'abord d'investir l'espace public pour construire une « convergence des luttes » à partir de la loi Travail dans un premier temps, puis en élargissant la contestation à l'ensemble des institutions politiques et du système économique. Par la contestation, il s'agit pour ces militants de trouver de nouvelles formes de pression populaire sur les institutions et d'expérimenter de nouvelles formes de politique :

« Notre action n'est pas dédiée à justement le *hacker* de l'intérieur ou quoi que ce soit. Nous voudrions qu'il change complètement. Pour ce faire, nous préférons sensibiliser les citoyens à notre volonté de changement plutôt que d'agir en allant militer à l'intérieur du système. Comment procédons-nous ? Par des

actions au quotidien, beaucoup d'évènements et de rencontres, de vivre-ensemble, qui connectent les individus et leur dit : "Comment pouvez-vous vous positionner dans cette société ? Quel est ton rôle dans cette société ? Comment te vois-tu agir au quotidien dans ce système ?" C'est là où nous essayons d'apporter le plus de choses possibles pour que la personne se reconnecte à la société dans sa consommation, dans son vivre-ensemble, dans ses choix, dans ses volontés, quand il part en vacances, en voyage, quand il parle à quelqu'un. "As-tu envie de comprendre un peu mieux les personnes qui t'entourent ? As-tu envie de les juger au quotidien ? Préfères-tu plutôt te dire qu'il y a peut-être quelque chose que tu ne comprends pas dans la volonté de chacun ? Qui es-tu pour les juger ?" C'est plutôt comme cela que nous nous inscrivons. » **(Vincent, 28 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ des innovations auto-organisées.)**

On retrouve également dans la catégorie des « contestataires » les différents collectifs qui investissent le champ plus ponctuel des élections pour tenter de « hacker » le système. Il s'agit pour eux d'utiliser la résonance médiatique des élections pour remettre en cause la politique professionnelle, la personnification de l'élection et le fonctionnement plus général des partis politiques, en proposant des candidats citoyens « augmentés », qui auront préalablement été formés à l'exercice du mandat. Le collectif MaVoix défend à cet effet un principe d'horizontalité absolu visant à faire élire lors des législatives des citoyens volontaires tirés au sort, qui auront la charge durant leur mandat de voter les lois selon les décisions prises par les électeurs et non par un parti ou un organe. L'enjeu commun pour les différents collectifs investis pendant les élections dans ce type de démarche est de rétablir le sens premier de la démocratie directe, en redonnant la primauté au citoyen dans le système de représentation :

« On cherche à briser le monopole des partis politiques dans la désignation des candidats aux élections présidentielles. Comme on s'est lancé ici dans les législatives, il s'agit des candidats aux élections législatives. Pour résumer, c'est une plateforme qui est certes politique, mais qui n'est pas partisane. Elle a pour but de permettre à n'importe quel citoyen d'avoir les moyens de se lancer dans la politique et dans une députation ou un lancement à la présidentielle. Nous fournissons un support technique, et nous les formons aussi – même si ce sera plus compliqué pour les législatives, car il y aura plus de monde – à cette mission-là. » **(Charles, 22 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ des civic tech.)**

Pour les « partenaires », les institutions démocratiques et leurs représentants ne sont pas considérés comme des éléments à contourner, mais davantage comme des collaborateurs avec lesquels il s'agit d'échanger afin que le rapport entre élus et citoyens s'en trouve amélioré. Il s'agit alors de répondre efficacement aux besoins exprimés par les institutions démocratiques, que ce soit au niveau des collectivités ou de l'État, afin de proposer des réflexions, des espaces de discussion, des services et des outils, qui puissent apporter des améliorations dans le dialogue entre l'institution et le citoyen :

« Nous considérons qu'à l'intérieur des institutions, que ce soit à l'échelle nationale ou locale, des individus ou des personnes souhaitent faire évoluer ces institutions vers plus de transparence, plus de place donnée aux citoyens, plus de logique collaborative. Du coup, plutôt que de se construire ou se dire contre des institutions ou en réaction contre les institutions, on a plutôt envie de faire avec elles, en tout cas que ceux qui sont au sein de ces institutions partagent cette envie de faire évoluer les choses et de changer le système de l'intérieur. » **(Paul, 35 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ de la participation et l'aide à la décision.)**

L'objectif pour ces organisations est d'accompagner le changement de représentation des élus sur les citoyens qui ne doivent plus être considérés comme des individus « à protéger », mais comme des acteurs « à écouter », passage caractéristique d'une représentation progressiste des citoyens repositionnés au centre d'une démarche politique. Les citoyens sont dans ce cas considérés comme ressources et comme potentiels de développement social et territorial et se situent dans un rapport

d'égalité avec l'élu, dont le rôle est davantage d'animer le débat que de mettre en place des outils de la participation à des fins de validation de décisions déjà prises.

« L'une des stratégies consiste à s'adresser aux institutions et aux élus, pour qu'ils s'adressent à leurs citoyens avec une autre posture et une autre manière de faire. Il s'agit de travailler sur comment faire venir des gens qui ont un intérêt catégoriel ou particulier à défendre dans une réunion publique, et comment avoir des outils et des méthodes permettant de mettre en discussion les différents intérêts particuliers, et derrière, mettre l'élu non plus en position de décideur, avec une vision qu'il proposerait aux citoyens, mais avec un rôle d'animateur. En effet, nous constatons bien que les intérêts ne sont pas les mêmes. Cependant, une décision doit bien être prise pour avancer. Quand l'élu se trouve dans cette position d'animateur de débat public et de coordinateur sur son territoire, les choses fonctionnent bien mieux. » **(Paul, 35 ans. Membre d'un collectif intervenant dans le champ de la participation et l'aide à la décision.)**

« Je pense qu'au niveau des collectivités locales quelque chose se joue réellement à ce niveau contrairement à la politique nationale, centralisée qui, je pense, est complètement à côté de la plaque et qui est assez décorrélée de l'engagement citoyen. Par contre, la politique locale, les conseils de quartiers, les trucs un peu participatifs dans les villes, etc., je n'en avais pas du tout conscience, mais ça va se jouer au local. À petite échelle, on peut avancer et après, il s'agit de faire une toile d'araignée. » **(Vincent, 28 ans. membre d'un collectif intervenant dans le champ des innovations auto-organisées.)**

La question de la coopération avec les institutions de la démocratie représentative constitue une véritable ligne de démarcation entre les différents collectifs. Pour les « partenaires », les positions défendues par certaines organisations en matière d'opposition aux institutions démocratiques ou sur la question des principes de démocratie directe et d'horizontalité absolue sont régulièrement perçues tour à tour comme « idéalistes », « naïves » ou encore « utopistes » : « Je n'adhère pas du tout à la "toute horizontalité". C'est très beau comme idéal, mais je pense que je suis trop pragmatique et pas assez rêveur pour être convaincu » (Martin, 25 ans). Pour les « contestataires », les démarches engagées par certains collectifs avec les institutions de la démocratie représentative leur feraient inévitablement perdre leur autonomie :

« Nous sommes a-partisans et au-delà des institutions puisque justement, nous ne souhaitons pas être bridés par des groupes partisans – notamment les partis politiques – qui imposent une ligne de pensée. On ne veut pas avoir une ligne de pensée. Nous voulons pouvoir penser ce que l'on veut et prendre un peu à gauche à droite du sens à ce que l'on veut. » **(Lucie, 31 ans.)**

Aussi schématique que soit cette grille de lecture, les positions défendues par les militants n'en sont pas moins clivantes en matière de coopération avec les institutions, entre les uns, qui considèrent que la nécessaire indépendance et autonomie de leurs actions passe par une distance avec les institutions et les politiques, et les autres, pour lesquels le changement démocratique auquel ils aspirent ne pourra se faire sans les institutions.

### 5.3. Cadrage motivationnel : l'appel aux « armes »

Sur la base de quels principes les collectifs d'expérimentation démocratiques réussissent-ils à faire connaître à certains publics leurs actions et à mobiliser de nouveaux militants ? À quelles conditions les motifs et les enjeux d'une mobilisation parviennent-ils à susciter une adhésion collective propre à être ensuite relayée dans l'espace public ? Si les raisons ayant conduit à une situation problématique peuvent être clairement identifiées, elles ne sont toutefois pas suffisantes pour élargir le cercle des militants et aller au-delà de la base des adhérents. La résonance des cadres suppose de ce point de vue un accord partagé, un « alignement des cadres » pour reprendre les termes de David Snow *et al.*

(1986), c'est-à-dire une mobilisation dont le succès dépend de l'adéquation entre les cadres produits dans le cours de l'action collective et les motifs initiaux avancés par les adhérents. On cherche plus précisément ici à comprendre comment les ressorts de la mobilisation relevant d'une expérience négative des processus démocratiques actuels sont transformés pour donner lieu à un engagement soutenu dans les différentes formes de la dénonciation et de la revendication publique.

Le cadrage « motivationnel », qui vient s'ajouter au cadrage de diagnostic et au cadrage de pronostic, constitue « un appel aux armes » et offre aux potentiels adhérents différentes raisons de s'engager dans une action collective, qui vise donc essentiellement à développer ce que Gamson (1992) nomme l'« *agency* », c'est-à-dire la faculté d'action, la capacité à agir sur le monde, les choses, les êtres, et à les influencer. De ce point de vue, les différentes organisations intervenant dans le champ de l'innovation démocratique proposent aux adhérents des justifications convaincantes pour s'engager dans l'action collective et pour maintenir leur participation. Trois registres de mobilisation peuvent ainsi être employés pour susciter l'adhésion des acteurs extérieurs au mouvement : l'urgence, l'intérêt général et l'efficacité.

**1.** En premier lieu, plusieurs collectifs mettent en avant l'« urgence » à agir en raison d'une démocratie considérée comme étant en déliquescence et dont les conséquences dans le domaine sociétal pourraient rapidement devenir funestes pour l'ensemble des citoyens. Plusieurs militants se définissent d'abord comme des « lanceurs d'alerte » face au dysfonctionnement démocratique constaté, lié principalement à la place trop réduite dévolue aux citoyens, à l'absence de transparence des institutions, à l'accaparement du pouvoir par une minorité de « décideurs » :

On ne peut pas chaque jour se dire que la situation empire et ne rien faire. Ça fait des années tout le monde constate que les citoyens n'ont plus la parole, que les politiques sont déconnectés de la réalité et que non seulement ils sont déconnectés de la réalité, mais qu'en plus ils décident à la place de ceux qui la subissent chaque jour cette réalité. Et tous les jours qui passent, on a l'impression que ça s'aggrave et qu'on va tous finir dans le mur. Alors oui, il y a un danger immédiat et je me refuse de rester les bras croisés en attendant que ça passe. Il faut non seulement sensibiliser les citoyens de ce qui se passe, mais aussi leur proposer des alternatives. **(Jade, 35 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ des civic tech.)**

Tout en étant dans une posture de dénonciation dans l'objectif d'alerter et de faire connaître au public les dangers d'un recul démocratique, plusieurs jeunes militants anticipent, au cours de l'entretien, la critique selon laquelle leur collectif ne serait qu'une réaction de défiance face aux institutions démocratiques actuelles. Leur participation à des manifestations, à des blocages lors de sommet, leur « abstention militante », qu'ils disent dans certains cas défendre pour s'opposer au processus électoral actuel, peuvent constituer une défense des principes démocratiques qui auraient été, selon certains militants, « dilapidés » par le système politique actuel. En se référant à des principes élémentaires de la démocratie (« souveraineté populaire », « citoyenneté », « horizontalité », etc.) pour étayer la crédibilité et la recevabilité de leurs actions, certains militants invoquent des principes supérieurs en soulignant les carences du système actuel.

**2.** Le deuxième registre du cadrage motivationnel se rapporte à la question de l'intérêt général. La force de conviction des militants et leur capacité à susciter l'adhésion des adhérents potentiels dépendent de la « montée en généralité » de leur cause particulière en défendant l'idée d'une lutte collective visant la défense du bien public. L'élargissement de la cause va de pair avec l'assentiment recherché auprès de publics différents. Déterminant pour la dynamique de leur mobilisation, le jugement des publics et des auditeurs extérieurs ne doit pour cela pas relever d'une logique binaire de l'accord ou du désaccord : « Il ne s'agit pas de savoir si on a raison ou si on a tort. Il s'agit de constater

objectivement les problèmes de démocratie actuels, et de proposer des alternatives nouvelles pour améliorer son cours. » (Martina, 33 ans.) Et même lorsque les actions engagées peuvent sembler à première vue opposées au principe démocratique, à l'image de l'abstention parfois défendue par certains militants, les justifications apportées visent à démontrer la fidélité de leurs actions à l'exercice de la démocratie :

« [Au sujet de l'abstention] Ce n'est pas par désintérêt. Au contraire. On me dit souvent que je fais gonfler le chiffre de ceux dont on pense qu'ils s'en foutent. Parce qu'aujourd'hui le chiffre de l'abstention est seulement vu comme un désintérêt. Ça change un peu, mais si aujourd'hui il y a tout un tas de personnes qui ne votent pas, c'est bien pour faire comprendre qu'on n'adhère pas à ce système, à cette parodie de démocratie [...]. Oui, c'est un véritable acte militant qui cherche à défendre ce qui nous semble essentiel. »  
**(Alice, 18 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ des civic tech.)**

« Finalement, tout est une forme d'engagement. Le fait de ne pas aller voter ou le fait de ne pas s'engager est aussi une forme d'engagement par la négative. Elle exprime aussi par le mécontentement et les attentes très fortes adressées par les citoyens au fonctionnement démocratique. » **(Ethan, 24 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ de l'information et de la pédagogie.)**

Certaines actions engagées visent ainsi à démontrer aux différents publics l'importance de défendre la volonté générale. Le succès d'une mobilisation est de ce point de vue conditionné par la résonance du cadre, c'est-à-dire la congruence au moins partielle avec les valeurs et normes instituées (Snow, Benford, 2000), ce qui implique aussi un certain conformisme pour ne pas « brusquer » des militants plus modérés. Cette résonance vise le consensus davantage que l'opposition et cherche de ce fait à dépasser l'alternative de l'approbation ou de la condamnation.

« On ne va pas faire la révolution et tout brûler non plus. On a bien conscience dans [nom du collectif] que certains sont là parce qu'on est aussi relativement soft dans les actions engagées. On fait de l'éducation populaire, on tracte, on discute, on explique, parfois on participe à des manif où on signe des pétitions, mais on ne cherche pas à renverser le pays. On cherche à le réformer, ce qui veut dire, et ça rassure beaucoup de monde, qu'on pense encore qu'on peut améliorer le fonctionnement de notre État, de nos institutions. Mais pas de les renverser, sinon personne ne croirait à ce qu'on fait et on serait en plus deux fois moins nombreux. » **(Aaron, 23 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ de la participation et l'aide à la décision.)**

Cette recherche du consensus nécessaire à un élargissement du vivier des adhérents potentiels passe aussi par la mise en évidence des cadres d'injustice. Militer pour défendre l'intérêt général suppose en effet de s'accorder sur les expériences négatives de certains processus démocratiques vécues individuellement. Les entretiens font en effet régulièrement ressortir le fait pour ces militants de s'être longtemps sentis « exclus » de la décision, d'avoir été de simples « marionnettes », des « pions », ou encore des « spectateurs » des débats publics. D'autres, parfois investis dans le champ politique formel avant leur engagement dans des collectifs d'expérimentation démocratique, font part de leur « déception » en invoquant le caractère « clanique » ou « élitiste » de l'engagement partisan. Il s'agit alors de passer de la singularité d'une perception individuelle à un sens commun partagé qui fait que chacun est en mesure de s'identifier aux injustices rapportées de l'intérieur. Pour cela, il s'agit d'élargir les arguments avancés en procédant à une décontextualisation des exemples cités. Autant de cadrages qui mettent en avant la nécessité de s'engager en faveur de la cause démocratique pour convaincre de nouveaux adhérents directement concernés par les problèmes repérés :

« Traditionnellement, et même encore aujourd'hui, l'engagement est très blanc avec des gens qui ont fait des études supérieures, etc. Notre mouvement par contre n'est pas complètement homogène, il y a des gens quand même assez différents. Il y a des gens très "roots", et des gens plus institutionnels. Certaines personnes ont fait des études, et d'autres pas. Je trouve qu'en termes de catégories sociales, en termes de

revenus, en termes de métiers, en termes de précarité ou pas, etc., je trouve que nous ne sommes pas trop mauvais. En termes de mixité, d'origine, et de cultures, on est très souvent sur le même logiciel. C'est pour cette raison justement qu'on a aussi essayé de créer des collectifs à Saint-Denis, à Argenteuil, dans les quartiers, etc., et ça marche. En tout cas, ça a marché quand on a essayé. Il faut vraiment que l'on essaye plus. » **(Mila, 33 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ de l'information et de la pédagogie.)**

**3.** Enfin, le troisième et dernier registre de cadrage motivationnel porte plus directement sur la question de *l'efficacité* des actions engagées. La force de conviction repose dans ce cas sur la capacité du collectif à mettre en avant la réussite de leurs actions et les résultats concrets obtenus même si les avancées sur ce type de sujet restent difficilement quantifiables :

« Faire des réunions de cinq heures pour discuter de tel mot et de tel positionnement sur tel sujet, ce n'est pas ce qui intéresse à mon avis la plupart des jeunes. Par contre, organiser concrètement et faire complètement un truc qui a un impact sur le réel, cela plaît plus et c'est normal. Nous avons donc le devoir de répondre à cette exigence, à faire en sorte qu'à chaque action, ils sachent exactement ce que ça a produit, quels effets ça a engendrés. Tout ne produit pas forcément des effets, on rappelle souvent que ce sont par des petits résultats qu'on arrive à en produire de plus grands, mais il faut à chaque fois savoir pourquoi telle ou telle action est importante et nécessaire. » **(Lise, 33 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ de la participation et l'aide à la décision.)**

Le vocabulaire mis en avant par les militants apporte des éléments d'évaluation sur les initiatives engagées en évoquant la « fréquentation croissante » de leur site internet, le « nombre de réunions », « séminaires » ou « rassemblements » tenus ou encore le nombre de « votants » lorsque des consultations ont été organisées. Il s'agit à chaque fois de faire part du succès croissant, qui va de pair avec un intérêt grandissant des citoyens pour les questions de démocratie.

« Typiquement, une mobilisation importante qui est un peu l'acte de naissance aussi, c'est une mobilisation qui a eu lieu en avril 2016. Plus de 300 militants sont allés pendant toute une semaine bloquer et perturber au maximum un sommet sur l'extraction pétrolière. L'objectif était de montrer que partout où ils négocieront et partout où ils essayeront de faire en sorte de développer ces activités fossiles destructrices de climat, nous serons là pour les en empêcher et pour montrer ce qu'ils sont en train de faire. Cela a été très fort. Beaucoup de gens n'avaient jamais expérimenté la désobéissance civile avant cela ; ils sont venus. Au bout de deux jours, ils fondaient couverts de boue sur les flics avec le sourire. C'est très drôle de voir que les gens sont prêts à aller aussi loin. Ils sont nombreux à se mobiliser pour ça. Justement, c'était un acte fort pour montrer que trois ou quatre mois après la COP 21, on était toujours là. On est d'autant plus déterminé à faire des trucs de masse pour le climat. » **(Adam, 27 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ de l'innovation auto-organisée.)**

Les discours se démarquent nettement et clairement des façons de faire en politique qui consistent à renvoyer les résultats à un stade ultérieur. Il s'agit à l'inverse de valoriser des impacts rapides, facilement identifiables et mesurables afin de positionner le collectif à l'exact opposé de l'immobilisme des politiques. Le principal enjeu consiste de la sorte à « transformer ses proches en adhérents » en leur apportant des éléments non pas seulement sur le bien-fondé de leurs actions, mais aussi sur leurs effets en termes d'élargissement de la participation, de prise de décision, d'hétérogénéité des publics impliqués :

« [...] l'ensemble de ces militants semblent partager l'idée que, quelles que soient leurs opinions politiques, une orientation pragmatique est nécessaire : ils considèrent que leurs actions ne sont pas mesurables à l'aune des discours qu'elles portent, mais au regard de leurs effets avérés. » **(Jade, 35 ans.)**

Afin de mettre davantage de distance avec le champ politique, l'objectif d'efficacité résonne souvent dans les discours de ces militants comme une critique de l'inaction des autorités publiques. L'action circonstanciée et localisée se présente alors comme une défiance publique à l'égard du jeu politique, accusé de n'être pas assez « efficace », de ne pas agir concrètement sur les situations dénoncées.



## 6. Profils de militants engagés dans des expérimentations démocratiques

---

Dans un contexte marqué par une très forte défiance de la population à l'égard des institutions de la démocratie représentative, la question de savoir pour quelles raisons certains jeunes expriment le désir de s'investir dans une cause visant à améliorer les pratiques démocratiques se trouve régulièrement posée. Quels sont les moteurs et les ressorts de cet engagement ? À partir de quel moment, sur la base de quel principe, de quelles compétences ou dispositions, certains jeunes décident-ils de franchir le pas pour s'investir dans un collectif d'expérimentation démocratique ? Inévitablement, la question nous amène vers une double orientation liée à la fois à des motifs d'ordre organisationnel d'un côté et/ou à des causes plus personnelles de l'autre.

Dans le premier cas, les *dimensions organisationnelles* permettent de rendre compte des motifs liés à une offre militante jugée pertinente par les jeunes engagés. La position de l'organisation dans l'espace des mouvements sociaux et la résonance des actions initiées sont de ce point de vue à prendre en ligne de compte. L'accueil favorable d'un mouvement y acquiert le gain d'un poids symbolique important et contribue au renforcement de l'engagement. Réciproquement, la dynamique propre de la structure organisationnelle se trouve conditionnée par les réseaux de sociabilité des militants, par leur investissement et les actions qu'ils y développent pour accroître la résonance du mouvement. Pour reprendre Frédéric Sawicki et Johanna Siméant, ce cadre institutionnel permet d'expliquer comment les « organisations travaillent les individus et sont travaillées par eux » (2009, p. 432).

Dans le second cas, l'origine de l'engagement est à rechercher dans une *dimension plus personnelle* liée notamment à la socialisation politique, aux mécanismes de formation et de transformation des systèmes individuels de représentations, d'opinions et d'attitudes politiques. L'engagement dans ce type de collectif implique en effet de la part de ces jeunes militants une réflexion personnelle sur leur place dans la société et sur la façon dont ils peuvent s'impliquer pour influencer sur les décisions. Cette dimension implique de ce point de vue de travailler ensemble les questions des prédispositions au militantisme, du passage à l'acte, des formes différenciées et variables dans le temps prises par l'engagement, de la multiplicité des engagements le long du cycle de vie et de la rétraction ou de l'extension des engagements (Fillieule, 2001).

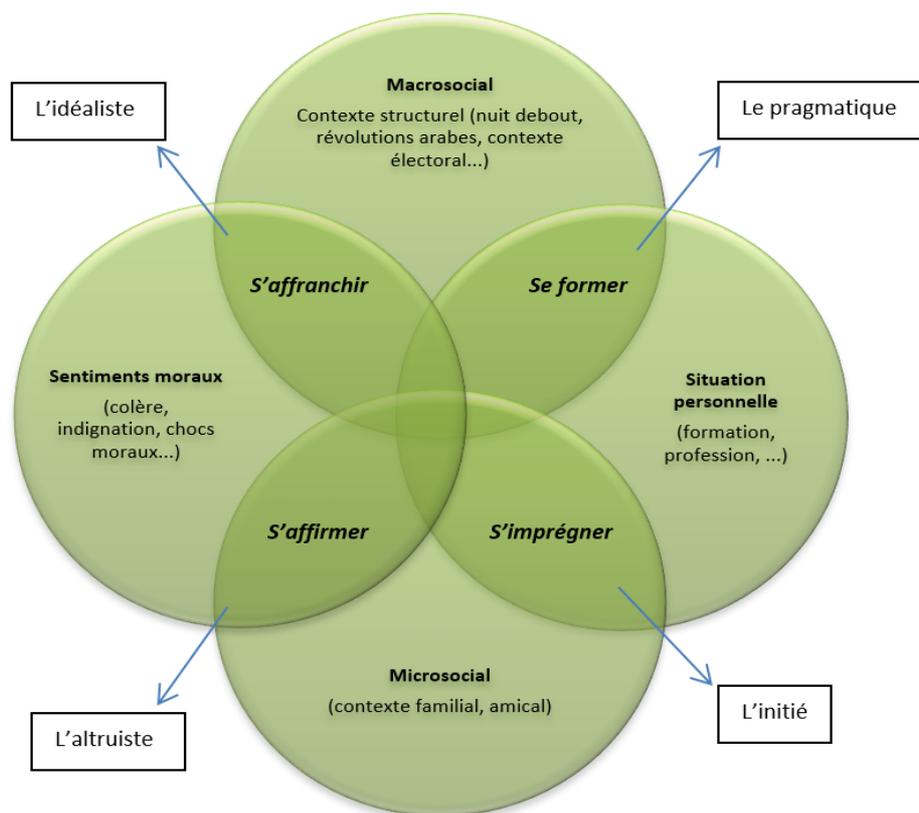
À l'articulation de ces deux dimensions, organisationnelles et personnelles, nous proposons d'identifier les différents éléments qui conditionnent l'engagement dans un collectif d'expérimentation démocratique et de présenter les dynamiques à l'œuvre dans le cheminement militant de ces jeunes. Pour rendre compte de ces dynamiques, plurielles et variées, nous avons eu recours à une typologie qui caractérise de manière nécessairement synthétique, les intentions, justifications et motifs avancés par ces jeunes militants pour expliquer leur parcours d'engagement, le sens qu'ils y donnent et les objectifs qu'ils recherchent.

Car s'il semble y avoir un consensus sur la finalité de leurs actions, plus particulièrement dans la recherche d'une plus forte fluidité des échanges entre gouvernants et gouvernés et d'une plus large ouverture des citoyens aux institutions de la démocratie représentative, les origines de cet engagement, les manières de s'y impliquer, et les liens avec d'autres espaces sociaux peuvent dans

plusieurs cas se différencier fortement. Pour rendre compte de cette diversité, plusieurs critères ont été retenus afin de distinguer dans l'ensemble de notre échantillon différentes catégories de jeunes engagés, aux parcours et aux motifs parfois très opposés. Retenons d'abord ici la mise en évidence de quatre sphères (voir schéma ci-dessous) intervenant dans l'élaboration des carrières militantes de ces jeunes rassemblés en deux axes distincts :

- Un axe vertical, lié à l'espace social, intégrant :
  - ✓ un niveau macrosocial, en haut du schéma, qui se réfère à un contexte politique, économique, social, pouvant fournir des structures d'opportunité favorables à l'engagement des jeunes dans des mouvements d'expérimentation démocratique (COP 21, Nuit debout, contexte électoral, les révolutions arabes, etc.) ;
  - ✓ un niveau microsociale lié à l'univers familial, amical susceptible d'intervenir dans les mécanismes d'entrée dans une carrière militante.
- L'autre horizontal, lié à l'espace personnel et incorporant :
  - ✓ à gauche du schéma, le registre de l'émotion lié aux différents états affectifs ressentis face à des situations considérées comme injustes ou arbitraires, et susceptibles d'enclencher une réaction ;
  - ✓ à droite, l'univers professionnel ou de formation et correspondant à la situation sociale et professionnelle du jeune engagé, susceptible d'intervenir dans le parcours d'engagement initié.

**SCHÉMA 2. PROFILS IDÉALTYPIQUES DES JEUNES ENGAGÉS DANS DES COLLECTIFS D'EXPÉRIMENTATION DÉMOCRATIQUE**



Si chacune de ces sphères peut intervenir isolément dans la carrière militante de ces jeunes, ce sont toutefois davantage les croisements opérés entre elles et les frictions produites qui sont susceptibles de réunir des conditions favorables à l'engagement. À l'intersection de ces différents domaines se situent les objectifs recherchés, définissant à travers eux plusieurs types de jeunes engagés.

Rappelons ici qu'il s'agit bien entendu d'une typologie « idéale », aucune figure d'engagement ne pouvant correspondre parfaitement à ce modèle. Elle présente néanmoins l'avantage d'apporter une lecture simplifiée et schématique d'une réalité polymorphe et extrêmement diversifiée. Par ailleurs, l'évolution de ces jeunes au cours de leur carrière militante peut conduire certains d'entre eux à modifier le sens de leur engagement, ce qui implique que les objectifs recherchés et leurs correspondances en termes de figures idéaltypiques peuvent évoluer durant leur parcours ou correspondre à plusieurs types à la fois.

## 6.1. Engagement pragmatique : « joindre l'utile à l'agréable »

À l'intersection d'un contexte social, sociétal, politique marqué par des événements mobilisateurs ayant un important pouvoir d'attraction auprès de certaines catégories de jeunes, d'une part, et d'un environnement professionnel ou de formation dont certains champs couverts peuvent entrer en cohérence avec des questions d'actualité, d'autre part, se trouvent des lignes de porosité à même de susciter en engagement « pragmatique ».

Par exemple, un certain nombre de militants de notre enquête sont en formation ou issus de filières liées à la science politique ou à l'environnement et exercent des activités dans ces différents champs. Plusieurs d'entre eux se sont engagés à la suite de certains grands événements mobilisateurs en relation directe avec leur domaine de compétence, à l'instar de la COP 21. Plusieurs collectifs de jeunes apparus au cours de ce sommet ou dans le cadre de la COY 11 (tels que WARN, Escapademos, Alternatiba) dont les enjeux ont largement dépassé les seules questions environnementales pour rejoindre celles de la place des citoyens dans les décisions prises, ont mobilisé des jeunes bien souvent (mais pas exclusivement) issus de filières en lien avec les questions environnementales ou de science politique. Ces derniers saisissent l'opportunité de cet événement pour faire coïncider leur centre d'intérêt ou leurs convictions d'une part et leur insertion professionnelle d'autre part :

« L'organisation de la COY a été mon moment fort, mon moment d'engagement le plus intense... J'avais pendant dix mois l'équivalent de deux temps pleins, parce que j'avais mon travail au xxx [nom d'un réseau étudiant], et à côté, à 18 ou 19 heures, je me mettais à bosser sur la COY. Cet engagement-là, si je l'avais avec des gens avec qui je n'aime pas passer du temps, je ne l'aurais pas fait. Cela a été quelque chose que j'ai beaucoup travaillé pour l'équipe de manière générale pour la COY pour faire en sorte que les gens se sentent bien. Et ça m'a apporté énormément du point de vue de mon horizon professionnel qui s'est considérablement élargi par la suite. [...] Aujourd'hui, en 2017, je considère que j'ai assez de connaissances en environnement, et que du coup, je peux élargir mon spectre en réfléchissant sur l'aspect social et emploi. C'est notamment ce que je recherche dans mon travail, faire le lien entre mon engagement personnel et mes engagements professionnels. C'est-à-dire lier un peu ces deux mondes qui ont parfois du mal à parler, parce qu'il y a encore une dichotomie. » **(Nora, 29 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ des innovations auto-organisées.)**

« Nous nous sommes connectés avec toute la mouvance citoyenne qu'il y a eu pendant la COP 21 avec notamment le réseau climat de la coalition COP21 qui s'est construit, avec tous les mouvements civils qu'il y

a eu, tous ces citoyens qui se sont connectés et investis durant la COP 21. Peu à peu, nous n'avons plus abordé le thème de l'environnement par l'environnement. Nous avons abordé le thème environnement par le vivre-ensemble. Nous avons créé des événements qui étaient faits pour cela, qui connectaient justement les jeunes à plein de solutions autour de l'alimentation, de la santé, des transports, etc. Comment est-ce que je vis différemment, moi jeune qui aujourd'hui me pose des questions ? Je souhaite agir, mais je ne sais pas trop de quelle manière. » **(Chloé, 20 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ des innovations auto-organisées.)**

Il s'agit véritablement ici, comme on l'entend souvent au cours des entretiens, de « joindre l'utile à l'agréable » avec une recherche de rétributions secondaires (Gaxie, 1978) dans un contexte marqué par des difficultés d'accès à un premier emploi, dont sont plus particulièrement victimes les jeunes. De ce point de vue, l'analyse des ressorts de l'engagement de jeunes dans des mouvements d'expérimentation démocratique ne peut faire l'économie des bénéfices et des coûts qui incitent ou limitent le désir d'engagement. Si nous suivons en effet la perspective développée par Daniel Gaxie, l'engagement militant « génère des rétributions qui le stimulent en retour », mais il « peut aussi être coûteux (en temps, énergie, disponibilité, pénibilité, style de vie, etc.) [Gaxie, 2005]. Les propos recueillis auprès des jeunes engagés révèlent en effet souvent ce double ancrage de leur motivation, même si les coûts de l'engagement semblent en réalité très vite s'effacer au profit des sensations d'apaisement, de satisfaction morale et de rétributions matérielle et symbolique produites par leurs activités.

« Ensuite, j'ai fait une école de design industriel, et c'est là que cela a commencé à me questionner. Finalement, je m'apercevais que les différentes méthodes utilisées par les designers étaient quelque chose de super intéressant. J'allais mettre tous ces outils et méthodes à disposition de l'industrie pour les rayons des supermarchés – je caricature. Je me suis aperçu que ce n'était pas vraiment ce que j'avais envie de faire. En 2007, il y a eu les élections présidentielles. On nous demandait de voter pour quelqu'un, et je ne savais pas vraiment pour qui. Je n'avais pas vraiment eu le temps de m'intéresser à la politique, ni l'occasion, ni l'opportunité. J'ai fait mon projet de fin d'études sur le design et la politique, et la manière dont le design industriel, la créativité et les méthodes visuelles peuvent apporter des choses à la politique, et vice versa. Je me suis rapproché d'une association qui traitait de questions de politique publique, pour ensuite me mettre à travailler avec des collectivités locales. En animant des ateliers créatifs et des choses sur place, je me suis aperçu qu'il y avait une souffrance énorme dans bon nombre d'institutions, et que tout ce que l'on nous apprenait avec la démocratie, le meilleur des modèles, celui qui fonctionne bien, il fallait peut-être regarder de plus près, car il y avait plein de dysfonctionnements. » **(Paul, 35 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ de la participation et l'aide à la décision.)**

Pour la plupart des jeunes engagés interrogés sur les motivations personnelles les poussant à agir sur ce type d'objet, l'« éthique » d'un côté et la « satisfaction personnelle » de l'autre semblent être le double moteur de leurs activités. Pourtant, la coexistence de ces deux principes de l'action ne semble pas nécessairement aller de soi tant elle met en évidence la contradiction entre, d'une part, le désintéressement constitutif de l'acte de don qui fonde une grande partie de la valorisation qu'ils tirent de leur engagement (Caillé, 1994) et, d'autre part, la nécessité largement revendiquée du plaisir personnel éprouvé dans l'action. Cette ambiguïté entre dévouement altruiste et plaisir personnel est d'ailleurs souvent relevée par les jeunes eux-mêmes :

« Même sur quelque chose qui a trait à la politique, les jeunes sont prêts à se mobiliser. Il faut juste qu'ils voient que c'est utile. À partir du moment où ils voient que c'est utile et que c'est gratifiant, que ce soit en termes d'image ou d'engagement, ils sont aujourd'hui prêts à s'engager. Je le vois dans mon parcours personnel, je ne m'investis jamais autant que lorsque je vois personnellement ce que ça peut aussi m'apporter personnellement. Ça peut paraître étrange, mais vu la charge de travail que ça représente aussi, il faut bien que chacun s'y retrouve. » **(Laura, 31 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ de la participation et l'aide à la décision.)**

« J'ai fait des études d'ingénieur en énergie et environnement. Effectivement, j'ai eu un engagement associatif qui a commencé assez tardivement, pas avant 22 ou 23 ans et qui n'a au final jamais été éloigné de ce que je savais faire, et surtout de ce que j'aimais faire. Ayant été sensibilisé à l'environnement, j'ai commencé à ouvrir les yeux sur bon nombre de choses. Je me suis rendu compte par la suite qu'il y a une détresse humaine qui passe avant l'environnement. Je me suis engagé au sein de la Croix-Rouge. Ensuite, nous avons commencé à réfléchir de façon un peu globale et à nous intéresser à la politique, et nous nous sommes dit que la première chose à réformer avant de réformer la politique, ou parallèlement, ce sont les médias. Il n'y a pas énormément d'effet déclencheur. Il y a des petites anecdotes que l'on raconte qui sont plutôt du *story telling*, mais il n'y a pas forcément eu de gros fait déclencheur. Nous estimons que certains sujets scientifiques n'étaient pas bien traités dans les médias. La science nous parlait, c'était notre sujet de prédilection et on a orienté notre engagement autour de ça. » **(Jules, 29 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ de l'information et de la pédagogie.)**

Outre qu'il offre des possibilités de stage, de missions de service civique, voire de recrutement, le choix de s'engager peut aussi s'expliquer par la recherche de gratifications secondaires matérielles, dimension qui peut en effet apparaître centrale dans un contexte marqué par des difficultés d'accès à un premier emploi. Sans être déterminantes, et même si elles sont parfois déniées au profit de motifs plus altruistes ou idéologiques, les rétributions personnelles de leur participation à l'action collective existent et sont de différents ordres. Pour plusieurs enquêtés, les compétences acquises au cours de l'engagement, notamment en termes de gestion de projet, d'organisation, de recherche de financement, de prise de contact, peuvent offrir un complément aux connaissances acquises au cours de la formation professionnelle et permettent à certains jeunes de mieux les valoriser dans le cadre de leur recherche d'emploi auprès de recruteurs potentiels :

« C'est clair que tout ça m'a permis d'avoir des compétences que je n'aurais jamais eues ailleurs. C'est un peu comme si j'avais eu droit gratuitement à des formations à la communication, à la prise de parole, à l'organisation logistique, à l'organisation d'actions, à la gestion des bénévoles, etc. Des éléments très concrets comme ceux-là. Il s'agit sinon carrément de la réflexion stratégique sur ce qu'est une campagne, qu'est-ce qu'on peut gagner, quels sont les objectifs, etc. Ce sont même des connaissances de fond parfois sur le climat, les traités de libre-échange, l'agriculture, etc. » **(Manon, 22 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ des civic tech.)**

Mais les rétributions ne sont pas que matérielles et peuvent être plus difficilement quantifiables, plus particulièrement lorsque l'engagement engendre une meilleure estime de soi. L'engagement peut de la sorte constituer une réponse à la désaffiliation ou au déclassement parfois ressentis, en modifiant le regard que ceux qui s'engagent portent sur eux-mêmes et en convertissant le sentiment d'échec en une perception de soi plus valorisante, où ils se sentent reconnus comme des acteurs à part entière.

## 6.2. Engagement initié : « Je suis né dedans, je resterai dedans »

L'univers familial est régulièrement présenté comme étant l'un des principaux sites de socialisation politique. Les travaux d'Annick Percheron (1993) ont tout particulièrement permis de rendre compte à ce sujet des processus d'acquisition d'un « outillage politique » au cours du processus de socialisation familiale, ainsi qu'aux composantes explicitement politiques de l'identité sociale construite au cours de cette socialisation. Les travaux d'Anne Muxel poursuivent ces réflexions sur les questions de jeunesse en soulignant que la famille – et donc la classe sociale d'origine – reste le « creuset de l'identité politique » (2001).

La présente étude permet également de constater que la plupart des militants rencontrés dans le champ de l'innovation démocratique signalent en effet la présence de parents relativement politisés et, dans certains cas, engagés dans différentes causes ou organisations. Plusieurs carrières militantes de jeunes investis dans des collectifs d'expérimentation démocratique se sont en effet construites dans le prolongement de celles de leurs parents, faisant apparaître une certaine mise en cohérence entre un univers familial déjà fortement imprégné par l'engagement, ou de façon moins explicite, par des réflexions politiques partagées sur les enjeux sociaux, sociétaux et/ou environnementaux d'une part, et un contexte de formation ou professionnel qui s'inscrit lui aussi dans la continuité de ce cadre familial d'autre part. On se trouve alors ici dans la situation de l'« initié » se rapportant au profil de jeunes ayant évolué dès le plus jeune âge au sein de la famille dans un milieu militant (ou plus simplement « politisé ») et dont l'engagement entre en cohérence avec l'ensemble de son parcours biographique.

« Je n'étais pas particulièrement engagée étant jeune, si ce n'est que mes parents étant agriculteurs et investis sur certaines causes, je maîtrisais très bien les enjeux des agriculteurs, les paysans, la FNSEA. Quand on est un petit agriculteur dans le sud de la France, on est forcément engagé de fait. Oui il y avait cet engagement, c'est-à-dire que c'était courant pour nous de savoir que cet après-midi il y avait des agriculteurs qui allaient mettre du fumier quelque part. Nous le savions, nous baignions un peu dedans. Pour autant, on ne nous a jamais emmenés aux manifs. Ce n'était pas une famille qui disait son opinion politique : c'était vraiment un engagement lié aux faits, à notre travail. » **(Sophia, 31 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ des civic tech.)**

« J'ai toujours été engagée d'une manière générale, parce que je viens d'une famille qui s'engage, qui s'investit dans la vie associative, qui participe à des causes collectives. Et très tôt j'ai été initiée à tout cela et on m'a transmis l'importance de la politique, au sens général du terme. » **(Lise, 33 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ de la participation et l'aide à la décision.)**

On se rapproche dans ce cas d'une forme de socialisation de l'engagement par « transmission » ou par « imprégnation familiale », c'est-à-dire que les parcours biographiques trouvent un certain alignement entre instances primaires (famille, école), instances secondaires (professionnelles, conjugales) et domaine d'action militante, ce que confirme le vocabulaire employé par un certain nombre de jeunes engagés : « je suis tombé dedans tout petit et j'ai poursuivi » ; « je suis né dedans, je resterai dedans... », etc. Ces parcours biographiques des jeunes engagés et leurs liens avec l'environnement familial et professionnel ou de formation participent de ce point de vue à la formation d'un *habitus* militant (Yon, 2005), durable et transposable, et non de dispositions qui ne seraient activées que dans le seul cours des actions militantes. L'étude des propriétés sociales des jeunes militants de notre échantillon met en évidence le rôle des similarités de socialisation, qui contribuent à la formation de l'identité collective du groupe mobilisé. L'engagement de ces initiés apparaît dans ce cas comme une expression de valeurs et de normes communes, fruits de leur appartenance et de leur socialisation dans les mêmes groupes sociaux.

On ne peut cependant voir dans l'engagement de ces « initiés » l'aboutissement mécanique d'une socialisation politique au sein de la famille dont les effets convergeraient vers l'adhésion à des valeurs sociales et politiques similaires : c'est davantage les choix opérés ensuite par ces jeunes qui permettent d'infléchir des trajectoires militantes, dans certains cas opposées au système de normes et de valeurs sociales transmises dans le cadre familial.

« Mes parents n'étaient pas du tout politisés, c'était de purs consommateurs s'occupant avant tout de leurs enfants. Je me suis forgée toute seule à travers mes études et mes rencontres, et finalement, je les ai un peu entraînés là-dedans alors qu'au départ, ils n'étaient pas du tout sensibilisés à toutes ces questions, bien au contraire, ils étaient à l'exact opposé des valeurs auxquelles j'adhère aujourd'hui, notamment sur l'environnement. [...] Ils s'intéressaient à la politique, mais ils avaient un positionnement de centre droit dans

lequel je ne me suis jamais retrouvée. » **(Louise, 24 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ de l'information et la pédagogie.)**

Il serait en effet trop réducteur de limiter ces carrières d'engagement à une simple transmission mécanique de génération à génération. Un important degré de politisation au sein de la famille ne signifie pas pour autant que le positionnement politique soit similaire. La socialisation politique transmise au sein de la famille ne génère pas nécessairement, loin de là, des dispositions consonantes. On se retrouve, dans ce cas, non plus dans des logiques d'identification, mais d'expérimentation, qui supposent des formes innovantes d'engagement éloignées des cadres de socialisation transmis par l'environnement familial.

### 6.3. Engagement altruiste : « C'est parti d'une colère qu'il fallait canaliser »

L'analyse des entretiens auprès des jeunes de notre échantillon a permis de constater que, dans un certain nombre de cas, le moteur de l'engagement, tout en étant lié à un environnement familial favorable, dans lequel la socialisation politique joue un rôle clé, interagit avec la sphère des sentiments moraux relevant de l'affect, du sensible, des chocs moraux, des émotions. C'est la situation typique de l'engagement « altruiste », dont le moteur se trouve prioritairement dans un sentiment diffus d'injustice et dans la volonté d'aider ceux qui en seraient victimes.

Nous l'avons déjà souligné, la socialisation préalable apparaît comme l'un des principaux facteurs d'engagement qui « contribue[nt] à rendre certains types de rétributions désirables, et d'autres moins » (Sawicki, Siméant, 2009, p.103). Elle intervient également dans la probabilité de s'émouvoir ou de s'indigner de certains aspects de la réalité sociale. Cette socialisation dote également certains jeunes en appétences ou compétences susceptibles de connaître une transposition durable dans la pratique militante. Il apparaît que pour ce type de figure d'engagement, l'action collective ne se situe pas que dans la confrontation, l'opposition ou la controverse, mais se trouve aussi « dans le pâtir et le compatir » (Cefaï, 2009). Ces sentiments moraux reviennent très régulièrement au cours des entretiens où les engagés font part soit de leur « colère », du « malaise », de l'« enthousiasme » comme moteur de leur engagement, autant d'émotions qui touchent aux affects et aux sensibilités collectives.

« C'est une chose de voir les chiffres, de les apprendre et de les lire dans un bouquin. C'est une chose de savoir ce que cela signifie pour un pays, de connaître les craintes en termes d'emplois, en termes de pauvreté. Cela a provoqué chez moi une colère très forte. C'était une colère immense. J'ai ensuite essayé de la canaliser en créant des associations. Je fonctionne beaucoup ainsi. Je suis frustrée ou en colère, et ensuite, j'essaie de me canaliser vers quelque chose de plus positif. » **(Nora, 29 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ des innovations auto-organisées.)**

« Il y a toujours une colère en moi, mais on est un peu en colère contre nous-mêmes en fait, quand on fait ça. On est forcément en colère contre la société, mais contre nous-mêmes aussi en se disant : "Pourquoi sommes-nous aussi faibles en tant qu'êtres humains pour ne pas réussir à faire de bons choix ? Pourquoi consommons-nous comme des idiots ? Pourquoi ne sommes-nous pas capables d'arrêter cela, d'agir ? Pourquoi sommes-nous incapables de parler correctement aux gens ? Pourquoi ne sommes-nous pas capables d'arrêter de fumer, d'arrêter de prendre l'avion ?" Cela nous met en colère. En tout cas, cela me met personnellement en colère. Alors j'essaie de faire des choses qui me permettent de surmonter tout ça, et d'apporter un peu ma contribution pour que certains comportements changent. » **(Vincent, 26 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ des innovations auto-organisées.)**

« Ils ont appuyé sur des choses chez moi où il y avait une révolte que je n'arrivais pas à mettre en mots, qui faisait que j'étais dans une colère que je reportais sur d'autres. Ces gens-là arrivent ensuite et mettent une cohérence sur les frustrations que j'avais accumulées jusqu'ici et surtout ils proposent une porte de sortie. Et l'émotionnel, c'est que ce sont des potes maintenant. Ce sont des gens que j'aime vraiment, que j'admire, mais alors puissance 10 000, et qui me portent vraiment. Et c'est vraiment ça qui a fait basculer le tout. »  
**(Giulia, 29 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ des civic tech.)**

L'engagement de ces jeunes pour des causes démocratiques relève de ce qu'Edward Walsh (1981) appelle une « imposition soudaine de revendications ». Elle se matérialise par l'émergence inopinée d'une situation problématique qu'il est impossible d'esquiver et qui impose une réponse dans l'urgence. Les récits des jeunes militants relevant de ce profil mettent ainsi l'accent sur la découverte impromptue d'une inégalité d'accès à la décision, d'une « inactivité » ou d'une « lenteur » des institutions démocratiques, d'une absence de transparence des responsables politiques ou des administrations publiques. Ce ressenti général se croise dans certains cas avec un événement plus ponctuel lié à la médiatisation d'une « affaire », d'une opposition citoyenne à un projet d'aménagement (ZAD). Les récits recueillis insistent alors sur l'émotion suscitée par cette expérience ou cette découverte. Le vocabulaire de l'indignation est fréquemment utilisé pour rendre compte des sentiments éprouvés lorsque ces jeunes militants se sont trouvés confrontés à des situations qu'ils considèrent comme relevant d'une profonde injustice. Cette situation se rapproche de ce que Jasper (2011) conceptualise comme un « choc moral ». Celui-ci correspond à une indignation suscitée par un événement qui heurte la conscience et qui en appelle de ce fait à une réaction rapide. Cet événement ne peut toutefois à lui seul intervenir dans l'entrée de ces jeunes dans une carrière d'engagement. Il s'intègre ici à un environnement militant propice à ce type de démarche et vient se croiser à d'éventuelles compétences acquises par le militant sur d'autres terrains.

L'engagement dans des mouvements d'expérimentation démocratique ne relève pas de ce point de vue d'un comportement réflexe ou totalement soudain, mais de l'activation de dispositions préalables sans lesquelles certains jeunes militants seraient restés passifs. Dans le cadre, par exemple, de mouvements écologistes dont certaines organisations d'expérimentation démocratique sont issues, la médiatisation des affaires de maltraitance animale ou de catastrophes environnementales engendre une mise en activation rapide du processus de mobilisation qui démontre la très bonne connaissance préalable des rouages de l'action collective : activation des réseaux militants en ligne, rédaction de lettres de pétition, organisation de manifestations, comité de soutien, etc. Leur bonne connaissance des dynamiques de l'action collective leur permet alors d'impulser une mobilisation et/ou d'y prendre part. Le choc émotionnel ressenti lors de certains événements est ainsi appréhendé selon des schèmes cognitifs propres aux codes de l'action collective, un « terreau favorable » permettant de percevoir et de saisir des événements susceptibles d'enclencher des dynamiques de mobilisation.

## 6.4. Engagement idéaliste : « J'ai un idéal de société et c'est pour celui-là que je me bats »

Si certains aspects du profil de l'engagé « idéaliste » se rapprochent du précédent au niveau du rôle joué par les affects, d'autres éléments diffèrent toutefois sensiblement du point de vue de l'entrée dans une carrière militante. Les dispositions s'enracinent moins pour ce type de profil dans un univers

familial favorable à l'engagement militant ou politique que dans un contexte structurel marqué par des antagonismes producteurs de polarisations entre militants de bords opposés. Plus précisément, ce n'est pas la socialisation politique transmise par l'entourage familial qui fournit des schémas cognitifs généraux, à même de provoquer une émotion particulière face à certaines situations, mais le contexte social lui-même. Contrairement au profil précédent, l'intégration au collectif se fait davantage par le singulier et par des relations interpersonnelles que par le général et des configurations plus impersonnelles : c'est plus précisément la confrontation avec un cas individuel clairement identifié qui suscite la mobilisation, et non la cause générale prise dans sa globalité :

« J'ai commencé à m'intéresser à tout ça le jour où mon pote de lycée s'est trouvé dans une situation assez crade de racisme. C'est un pote *Black*. Il y avait un stand qui avait été mis en place en mai ou en juin avec des personnes de la ville, je crois, pour nous expliquer un peu les démarches pour trouver un boulot pour la saison. Tout se passe bien, on nous explique comment faire, comment rédiger un CV, une lettre. Et là le gars qui tenait le stand dit à mon pote : "Je vous conseille de ne mettre votre photo parce que ça ne va pas le faire..." Très clairement, il lui dit que, vu ses origines, il ne pourra jamais passer le cap de l'entretien. On en a parlé et je me suis juré de m'engager dans une asso antiraciste. Le fondement de tout ça, c'est cette histoire qui m'a totalement scandalisé et qui m'a fait comprendre qu'on ne pouvait pas rester sans rien faire. » **(Harry, 22 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ des innovations auto-organisées.)**

Nous l'avons déjà souligné, certains événements ou faits d'actualité peuvent également questionner le rapport à la démocratie, tels que Nuit debout ou l'apparition, depuis plusieurs années, de mobilisations citoyennes contre des projets d'aménagement du territoire (ZAD). Ces événements peuvent trouver des points d'adhérence avec une réceptivité plus forte de certains jeunes pour ce type de cause, du fait d'une sensibilité personnelle davantage tournée vers des formes de conflictualité contre ce qu'ils considèrent comme relevant de situations profondément « arbitraires », « injustes » ou « inéquitable » :

« Ce n'est pas ma famille ou mes amis qui m'ont dit d'y aller ! C'est la situation. Voir des élites qui décident à la place de ceux qui galèrent et qui sont les premiers concernés par les décisions prises, c'est injustifiable en démocratie. Alors quand un mouvement prend forme, on y va et on arrête de se regarder le nombril. On y va pour lutter contre ceux qui font en sorte que le système politique actuel ne bouge pas, car ça arrange bien du monde que ce système ne bouge pas. » **(Chloé, 20 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ des innovations auto-organisées.)**

Par ailleurs, il est aussi apparu que des dissensions fortes ont pu se manifester avec l'entourage familial sur la question des positionnements politiques adoptés par certains jeunes, démontrant là encore l'influence parfois limitée de la socialisation politique potentiellement transmise par les familles. La durabilité des dispositions acquises lors de la socialisation primaire se trouve alors questionnée, plus particulièrement au regard de la socialisation secondaire et de l'élargissement des réseaux sociaux qu'elle implique. La transmission des valeurs politiques de familles de bords opposés a été mise à l'épreuve par des expériences de ruptures biographiques (un événement ou une crise politique, un éloignement géographique), qui ont mis ces militants en contact direct avec de nouveaux univers sociaux et politiques. L'événement participe alors ici à enclencher une nouvelle dynamique militante dans laquelle s'intègrent les nouveaux liens établis avec ces différents univers sociaux.

« Je suis arrivée à Paris quelques mois seulement avant Nuit debout. Je viens d'une province pépère où il ne se passe jamais rien et où tu ne verras jamais quelqu'un bouger. Mes parents, les premiers, qui sont dans un immobilisme total [...]. Pas vraiment total, mais un vrai immobilisme de droite qui ne veut surtout pas bousculer les choses. Alors j'arrive à Paris, dans ce milieu étudiant, et là arrive Nuit debout. Ça a été un grand moment de débat et ça m'a permis de retrouver des potes de la fac avec lesquels on était complètement en accord. » **(Chloé, 20 ans, membre d'un collectif intervenant dans le champ des innovations auto-organisées.)**

Tous ces jeunes arrivent à l'âge adulte dans une période de crise politique majeure, lourde d'incertitudes, qui peut créer de la passivité ou, à l'inverse, susciter de nouvelles dynamiques s'appuyant sur les états émotionnels ressentis. Comme le précise à ce sujet Jasper, le « choc moral » à la source de ces initiatives militantes relève en effet à la fois du « tempérament », des « émotions réflexes », des « affects de base », mais il implique aussi un réinvestissement politique d'une émotion morale favorisant l'action (convertir le ressentiment en colère et en mode d'action, par exemple). Mais de toute évidence, tous les jeunes ne sont pas sensibles à ces stimuli poussant à l'action. En d'autres termes, si l'intérêt heuristique du concept de « choc moral » est manifeste dans la compréhension de certaines formes d'activisme dans le cadre des expérimentations démocratiques, il ne répond que partiellement à la question de savoir en quoi ou à quelles conditions ces états affectifs interviennent dans la mise en place de ce type de carrière militante. Un des principes de leur efficacité semble résider dans l'écho qu'ils reçoivent – ou pas –, à un moment particulier de la trajectoire d'un individu. Pour agir, ils doivent s'agencer à l'environnement social et politique auquel ces jeunes se disent appartenir. Ce n'est qu'ensuite, par le façonnage organisationnel du groupe militant, que ces ordres émotionnels vont se sédimenter et produire des engagements en cohérence avec ce qu'ils considèrent comme étant leur « idéal de société ».

Ces engagements idéalistes impliquent un fort investissement personnel, un rapport presque intime à l'engagement qui prône dans certains cas des formes d'innovations auto-organisées. Ils se caractérisent aussi par une très forte défiance, voire, là encore, une colère vis-à-vis des institutions : ils refusent le fonctionnement du système politique et institutionnel actuel et cherchent à le déstabiliser, voire à « hacker » le système (pour reprendre les termes employés par le mouvement Ma Voix), *via* les élections ou la pression populaire. Ils veulent mettre en place d'autres règles du jeu et rêvent d'un autre fonctionnement pour la société en élaborant des modes d'action situés hors du champ du politique, dans des arènes autonomes et auto-organisées.

## Conclusion

---

Avec la démultiplication de nouveaux types de mobilisation convergeant vers une demande d'implication accrue dans la vie de la cité, l'actualité ne manque pas de rappeler chaque jour la crise de légitimité des institutions traditionnelles de la représentation. Les travaux et les données disponibles s'accordent également pour souligner le fait que les jeunes vivent de manière exacerbée deux phénomènes croisés : ils se sentent de plus en plus éloignés des instances de démocratie représentative et ils refusent de ce fait de s'engager dans un système dont ils se sentent exclus (Blondiaux, 2017). De cette crise de légitimité naît une crise d'efficacité avec le sentiment grandissant que les politiques seraient désormais impuissants à assurer la prospérité et la sécurité des citoyens, mais aussi, et surtout, qu'ils auraient transféré une partie de leur pouvoir à des acteurs non élus, issus notamment des institutions supranationales ou du monde économique. Ce sentiment génère déception et frustration de la part des classes d'âge les plus jeunes, ce qui se traduit par une abstention plus forte d'année en année, mais aussi par le succès grandissant des thèses complotistes et/ou populistes.

La description de ce tableau général de défiance peut paraître sombre et pessimiste. Il peut aussi donner à voir et à entendre un nouveau rapport des jeunes à la démocratie qui annonce des lendemains plus prometteurs en termes de participation effective aux affaires publiques. En réaction à cette situation, ce que laisse notamment voir ce rapport, c'est un intérêt pour la politique toujours plus affirmé avec la participation active à de nouvelles formes de mobilisation et un engagement orienté vers des actions résolument plus pragmatiques : généralement intermittent et ciblé sur la défense d'une cause, cet engagement se doit d'être le plus efficace possible. L'engagement des jeunes dans des collectifs d'expérimentation démocratique témoigne à ce sujet d'un retour à l'imagination politique qui ne se limite dès lors plus au vote. En même temps que nous assistons à un épuisement du modèle de représentation, on observe une aspiration des nouvelles générations à réinventer la démocratie (Tiberj, 2017). Celle-ci s'appuie notamment sur les formes innovantes des outils numériques facilitant le partage et la collaboration. Elle s'incarne aussi plus globalement dans des modes d'action situés en dehors des canaux habituels de la participation politique en mobilisant des outils visant à intervenir dans le champ du contrôle citoyen, de la transparence, de l'information, de la sensibilisation ou de l'aide à la décision.

Ce désir de refondation démocratique de la part des jeunes est manifeste. Il exprime de fortes attentes pour une démocratie permanente ou continue qui puisse se réaliser à travers des procédures de consultation, de contrôle des élus ou d'évaluation des politiques publiques. Les jeunes rencontrés au cours de notre enquête souhaitent également des prises de décision plus inclusives, plus horizontales et – fait récent, mais significatif – manifestent une volonté d'implication et de participation directement aux côtés des acteurs des politiques publiques et non nécessairement en situation d'opposition. Sans qu'il y ait encore de véritables institutionnalisations politiques de ces collectifs sous une forme politique traditionnelle – peut-être ne le souhaitent-ils pas –, ils s'opposent davantage à la posture de consommation de la politique par le citoyen, de délégation de la gestion des affaires publiques à des acteurs spécialisés et d'interpellation, au profit d'une posture d'implication.

Cet idéal démocratique auquel aspirent ces jeunes militants implique néanmoins de ne pas idéaliser les démarches engagées et les valeurs qui les orientent :

- Les nouvelles formes de participation défendues par certains collectifs ne s'exonèrent pas toujours des défauts de l'ancienne. Les jeunes militants engagés dans ces démarches soulignent en effet régulièrement le défi principal des nouvelles formes de mobilisation : celui de l'inclusion. Le risque de reproduction des inégalités sociales à l'intérieur de ces mouvements citoyens n'est jamais loin. L'utilisation des civic tech, par exemple, exige un niveau de compétences relativement élevé. Les milieux populaires des périphéries urbaines ou rurales ne participent pas aussi facilement à ces nouvelles expériences démocratiques, qui concernent principalement des jeunes éduqués et intégrés socialement. Le risque est donc grand d'assister à une oligarchisation encore plus marquée avec des plateformes numériques où les citoyens seraient consultés sans avoir été préalablement formés.
- Par ailleurs, les entretiens réalisés auprès des jeunes impliqués dans les démarches participatives soulignent le fait que la principale difficulté ne réside pas tant dans la création de nouveaux outils participatifs pour améliorer le lien fragile entre citoyens et élus, mais dans la capacité à convaincre les élus de mobiliser des bonnes pratiques pour rendre effectif le changement de paradigme. La participation des citoyens, trop longtemps laissée enfouie dans l'univers du spontané ou de l'informel, a aussi souffert de l'image tenace d'une forme désinstitutionnalisée et, en filigrane, désorganisée, de la pratique politique. La formation nécessaire à la bonne maîtrise des outils de participation ne saurait de la sorte se limiter aux citoyens, mais implique également pour ces jeunes d'inclure le personnel politique pas toujours au fait des bonnes pratiques en matière de participation.
- Enfin, une dernière critique formulée par les jeunes militants rencontrés au cours de l'enquête porte sur l'absence d'espace de participation, de débats, de controverses, de discussions argumentées dès le plus jeune âge au sein de l'institution scolaire. Pour plusieurs jeunes de l'enquête, l'innovation technique doit ainsi passer aussi par une innovation pédagogique dans les objectifs, les codes et les méthodes du système éducatif en, donnant la possibilité aux élèves d'acquérir les moyens pour exprimer un point de vue et interpeller les détenteurs du pouvoir, afin de participer de manière pratique, impliquée et concrète à la vie démocratique dès le plus jeune âge.

## Bibliographie

---

- Agamben G., *Qu'est-ce qu'un dispositif ?*, Paris, Rivages, 2007.
- Badiou A., 2017, *Je vous sais si nombreux*, Paris, Fayard.
- Benford, R. D., Snow D. A., 2012, « Processus de cadrage et mouvements sociaux : présentation et bilan », *Politix*, n° 99, p. 217-255.
- Blondiaux, L., 2008, *Le nouvel esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative*, Paris, Le Seuil.
- Blondiaux, L., 2017, « Conférence introductive », Rencontres de l'INJEP, « Les nouvelles jeunesse de la démocratie », décembre 2017.
- Bonaccorsi J., Nonjon M., 2012, « "La participation en kit" : l'horizon funèbre de l'idéal participatif », *Quaderni*, n° 79, p. 29-44.
- Bourdieu, P., 1986, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 62-63, p. 69-72.
- Caillé A., 1994, *Don, intérêt et désintéressement*, Bourdieu, Mauss, Platon et quelques autres, Paris, La Découverte/MAUSS.
- Cefaï, D., Trom, D. (dir.), 2001, *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Éditions de l'EHESS, 2001.
- Cefaï, D., 2009, « Comment se mobilise-t-on ? L'apport d'une approche pragmatiste à la sociologie de l'action collective », *Sociologie et sociétés*, n° 2, vol. 41, p. 245-269.
- CREDOC, 2018, *Baromètre DJEPVA sur la jeunesse 2018*, Lucie Brice-Mansencal, Radmila Datsenko, Nelly Guisse, Sandra Hoibian et Sophie Lautié, INJEP Notes & rapports/Rapport d'étude.
- Dewey J., 2003, *Œuvres philosophiques. Tome II- Le public et ses problèmes*, Pau/Paris, Université de Pau/Farrago/Éditions Léo Scheer.
- Durier S., Touré G., 2017, « Élections de 2017 : 6,5 % des citoyens ont fait une démarche volontaire pour s'inscrire », *INSEE Focus*, n° 80.
- Fillieule O., 2001, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel. Post scriptum », *Revue française de science politique*, vol. 51, p. 199-215.
- Foa R., Mounk Y., 2016, « The danger of deconsolidation. The democratic disconnect », *Journal of Democracy*, n° 3, vol. 27, p. 5-17.
- Gamson, W. A., 1992, *Talking Politics*, New York, Cambridge University Press.
- Garrigues J., 2012, *Les hommes providentiels. Histoire d'une fascination française*, Paris, Le Seuil.
- Gauchet M., 2002, *La démocratie contre elle-même*, Paris, Gallimard, coll. « Tel ».
- Gauchet M., 2007, *La démocratie d'une crise à l'autre*, Nantes, Éditions Cécile Defaut.
- Gaxie D., 2005, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue suisse de science politique*, n° 1, vol. 11, p. 157-188.
- Gaxie D., 1978, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Le Seuil.
- Goffman E., 1991, *Les cadres de l'expérience*, Paris, Minuit.
- Gourgues G., 2010, *Le consensus participatif. Les politiques de la démocratie dans quatre régions françaises*, Thèse de doctorat de science politique, Université de Grenoble.

- Gourgues G., 2012, « Des dispositifs participatifs aux politiques de la participation. L'exemple des conseils régionaux français », *Participations*, n° 2, p. 30-52.
- Goxe A., 2006, « Gouvernance territoriale et développement durable : implications théoriques et usages rhétoriques », in Pasquier R. *et al.*, *La gouvernance territoriale. Pratiques, discours et théories*, Paris, LGDJ/Lextenso éditions, coll. « Droit et société » p. 151-170.
- Hall S., 2007, *Identités et cultures, Politiques des Cultural Studies*, Paris, Éditions Amsterdam.
- Hunt, S. A., Benford R. D., Snow D. A., 1994, « Identity fields : framing processes and the social construction of movement identities », in Larana E., Johnston H., Gusfield, J. R. (eds.) *New Social Movements : From Ideology to Identity*, Philadelphia, Temple University Press, p. 185-208.
- Jasper J., 2011, « Emotions and social movements : Twenty years of theory and research », *Annual Review of Sociology*, vol. 37, p. 285-303.
- Klein N., 2005, *Journal d'une combattante. Nouvelles du front de la mondialisation*, trad. L. Saint-Martin et P. Gagné, Actes Sud, « Babel ».
- Lardeux L., 2015, *Dispositifs de participation des jeunes au niveau des conseils régionaux*, Paris, INJEP/Rapport d'étude.
- Lardeux L., 2016a, « Dispositifs de participation des jeunes. Facilitateurs ou éradicateurs de controverses ? », *Diversités*, n° 184.
- Lardeux L., 2016b, *Engagement transnational des descendants de migrants. Carrières militantes et mémoire des « origines »*, Paris, INJEP/Rapport d'étude.
- Mazeaud A., 2010, *La fabrique de l'alternance. La « Démocratie participative » dans la recomposition du territoire régional, (Poitou-Charentes)*, thèse pour le doctorat de science politique, université de La Rochelle.
- Mazeaud A., Sa Vilas Boas M.-H., Berthomé G.-E.-K., 2012, « Penser les effets de la participation sur l'action publique à partir de ses impensés », *Participations*, n° 2, 2012, p. 5-29.
- Merklen D., Tassin E. (dir.), 2018, *La diagonale des conflits. Expériences de la démocratie en Argentine et en France*, Paris, IHEAL, coll. « Travaux et mémoires ».
- Muxel A., 2012, « L'électeur incertain », *Revue Projet*, n° 327, p. 22-28.
- Muxel A., 2001, *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Nancy J.-L., 2008, *Vérité de la démocratie*, Paris, Galilée.
- Negri T., 2004, « Guerre et démocratie à l'époque de l'Empire », *Multitudes*, n° 18, p. 107-117.
- Percheron A., 1993, *La socialisation politique*, Paris, Amand colin.
- Rancière J., 1995, *La mésentente. Politique et philosophie*, Paris, Galilée.
- Rancière J., 2015, *La haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique.
- Rosanvallon P., 2000, *La Démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France*, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire ».
- Rosanvallon P., 2006, *La contre-démocratie, la politique à l'âge de la défiance*, Paris, Le Seuil.
- Rosanvallon P., 2007, « L'universalisme démocratique : histoire et problèmes », *La vie des idées* [en ligne], 17 décembre.
- Rosanvallon P., 2017, *Pour une histoire conceptuelle du politique*, Paris, Le Seuil.
- Roudet B., 2009, « Les jeunes Européens et les valeurs démocratiques », *Agora débats/jeunesses*, n° 52, p. 53-66.

- Sawicki F., Simeant J., 2009, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, n° 1, vol. 51, p. 97-125.
- Simeant J., 1998, *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Science Po.
- Sintomer Y., Blondiaux L., 2009, « L'impératif délibératif », *Rue Descartes*, n° 63, p. 28-38.
- Snow D. A., Benford R. D., 2000, « Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, n° 26.
- Snow D. A., Rochford E. B., Worden S. K., Benford R. D., 1986, « Frame alignment processes, micromobilization, and movement participation », *American Sociological Review*, vol. 51, n° 4, p. 464-481.
- Tiberj V., 2017, *Les citoyens qui viennent*, Paris, Presses universitaires de France.
- Walsh E., 1981, « Resource mobilization and citizen protest in communities around Three Mile Island », *Social Problems*, n° 1, vol. 29, p. 1-21.
- Yon K., 2005, « Modes de sociabilité et entretien de l'*habitus* militant. Militer en bandes à l'AJS-OCI », *Politix*, n° 70, p. 137-167.

■ Mai 2019

■ INJEPR-2019/04

## S'ENGAGER POUR LA DÉMOCRATIE. PARCOURS DE JEUNES DANS DES COLLECTIFS D'EXPÉRIMENTATION DÉMOCRATIQUE

La dernière vague 2018 de l'Enquête européenne sur les valeurs (EVS) souligne le rapport ambivalent des jeunes à la démocratie, en particulier un niveau de défiance accru envers les institutions de la démocratie représentative en même temps que de fortes attentes en termes de participation citoyenne. À partir d'une enquête qualitative par entretien, la présente recherche invite à questionner ces deux tendances opposées à travers le prisme des activités militantes de jeunes engagés dans des collectifs d'expérimentation démocratique. Après un tour d'horizon des éléments de cadrage et de contexte issus de la littérature scientifique et des données statistiques disponibles sur le rapport des jeunes à la démocratie, la recherche articule deux dimensions.

■ D'une part elle rend compte du « travail de cadrage » opéré par ces collectifs, c'est-à-dire le processus d'alignement de la cause à défendre (aide à la décision, actions pour une transparence des institutions, mise à disposition d'informations sur les élections) avec l'environnement social et politique dans lequel le mouvement prend forme. Ces activités de cadrage visent à obtenir un écho favorable dans l'espace public dans l'objectif d'élargir le cercle des adhérents. Elles reposent sur la mise en œuvre d'une « grammaire de la vie publique », qui permet aux militants de convertir les troubles éprouvés dans le fonctionnement de la vie démocratique en formats d'expression acceptables publiquement, c'est-à-dire identifiables par l'opinion publique et, par là, susceptibles d'être traités par l'action publique.

■ D'autre part, ce rapport présente différents profils des jeunes engagés dans les collectifs d'expérimentation démocratique, en identifiant les différents éléments qui conditionnent ces parcours d'engagement et en repérant les dynamiques à l'œuvre dans le cheminement militant de ces jeunes. Pour rendre compte de ces dynamiques, plurielles et variées, une typologie donne à voir les intentions, justifications et motifs avancés par ces jeunes pour expliquer leur parcours d'engagement, le sens qu'ils y donnent et les objectifs qu'ils visent.

Reprographie : atelier d'impression et de tirage de la direction des finances, des achats et des services (DFAS)  
du secrétariat général des ministères sociaux (SGMAS)